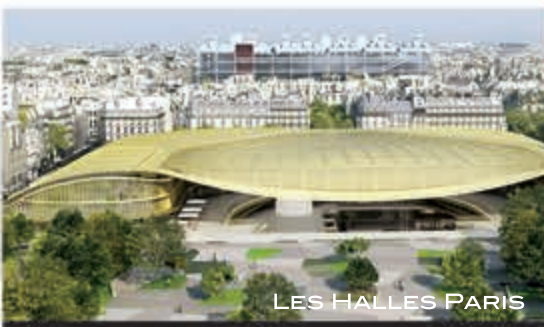


RAPPORT FINANCIER ANNUUEL 2014



CENTRE COMMERCIAL AÉROVILLE ROISSY



LES HALLES PARIS



STADE DE FOOT BORDEAUX



LA PHILARMONIE PARIS

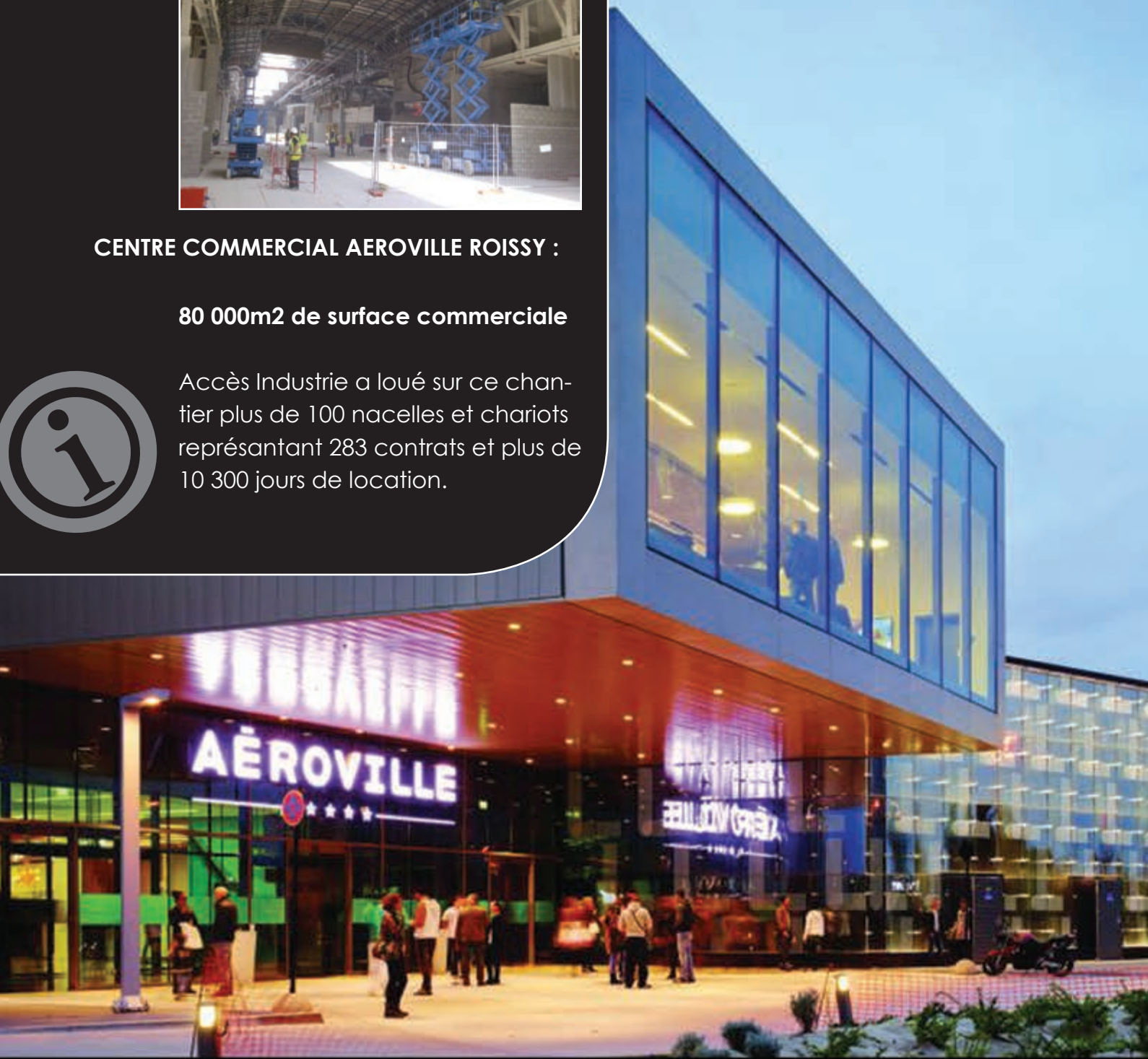
ACCES
Industrie 



CENTRE COMMERCIAL AÉROVILLE ROISSY :

80 000m² de surface commerciale

Accès Industrie a loué sur ce chantier plus de 100 nacelles et chariots représentant 283 contrats et plus de 10 300 jours de location.





Sommaire

Page 2	Profil
Page 3	Message du Président
Page 4	Faits marquants
Page 5	Gouvernance
Page 6-7	Chiffres clés consolidés
Page 8-9	Un acteur majeur Nos implantations
Page 10	Accès industrie FRANCE
Page 11	Accès industrie MAROC
Page 12	Zoom Rhône-Alpes
Page 13	Réorganisation des Régions
Page 14-15	Organisation technique
Page 16	Une gamme étendue
Page 17	Données boursières
Page 19	Rapport Financier Annuel
Page 21	Attestation de l'émetteur
Page 23	Rapport de gestion
Page 55	Comptes et annexe consolidés au 31 décembre 2014
Page 93	Comptes et annexe sociaux au 31 décembre 2014
Page 125	Rapports des Commissaires aux Comptes
Page 130	Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel

LE SPÉCIALISTE

de la location
de nacelles et
de chariots télescopiques



Plus de **8 189 clients** dans le secteur de la construction et la rénovation des bâtiments industriels et commerciaux, du BTP et de l'Industrie ont

réalisé
du chiffre d'affaires en 2014

dont **1 941 nouveaux clients**

Un réseau de **32 agences** dont **30 en France**
et 2 au Maroc
au 31 décembre 2014

Un parc diversifié de plus de **5 230 nacelles**, chariots, araignées

36 650 contrats en 2014 portant sur
616 703 journées de location

51,5 M€ de Chiffre d'Affaires au 31 décembre 2014

Un effectif total au 31 décembre 2014 de **360 collaborateurs**
dont 343 en France et 17 dans les filiales

2014

Message du Président



Les années se suivent et ne se ressemblent pas même si l'économie du BTP reste tendue. Dans ce contexte difficile, nous avons réussi à réduire nos coûts de manière significative sans détériorer notre capacité opérationnelle.

Nous avons également renégocié le remboursement de notre dette afin de le rendre compatible avec notre capacité de remboursement et de préserver l'avenir.

Nous sommes ainsi en bonne position pour aborder l'avenir, notre parc est maintenu en bon état de marche et notre capacité à garder nos machines plus longtemps que nos concurrents est un avantage important que nous allons exploiter au maximum.

Nous nous sommes adaptés à ces conditions économiques compliquées mais notre capacité à profiter de tout rebond économique est intacte ainsi que la qualité de notre service.

Et maintenant en avant pour 2015 et 2016 !!

Daniel Duclos

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Duclos'.

JANVIER

- Changement de représentant permanent de l'IRDI. M. Marc Bres-Pintat a été désigné.

MAI

- Portes Ouvertes (Déjeuner Party) de l'agence de Marseille "Barbecue Party"

JUIN

- Portes Ouvertes (Déjeuner Party) de l'agence de Lyon "Paëlla Party"
- Portes Ouvertes (Déjeuner Party) de l'agence de Bordeaux "Las Vegas BBQ Party"
- Début des négociations avec le pool bancaire concernant le crédit syndiqué et JLG pour les obligations

FAITS MARQUANTS 2014

SEPTEMBRE

- Portes Ouvertes (Déjeuner Party) de l'agence de Rouen "Plancha Party Brésil"

DECEMBRE

- Portes Ouvertes (Déjeuner Party) de l'agence de Paris CDG "Marché de Noël"
- Signature d'un protocole de conciliation devant le Tribunal de Commerce d'Agen

Présentation des membres du Conseil de Surveillance :

Le Conseil de Surveillance a pour mission de veiller au bon fonctionnement du Groupe et rend compte aux actionnaires. Il nomme le Président et les membres du Directoire. Il exerce le contrôle de la direction et de la gestion de la société.

Pierre COSTES
Président du Conseil
de Surveillance (BCP)

Walter BUTLER
Représentant
permanent de BCP
(BCP)

Françoise DUCLOS
Vice-Présidente
du Conseil de
Surveillance

Lionel MESTRE
Membre du Conseil
de Surveillance (BCP)

Marc Bres-Pintat
Représentant permanent
de l'IRDI



Daniel DUCLOS
Président du Directoire

Eric LACOMBE
Directeur Général
Finance

Pascal MEYNARD
Directeur Général
Développement
Commercial

**Juan-Francisco
AGREDANO HERRERA**
Directeur Général
des Opérations



MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR L'EXERCICE 2014

Dans le prolongement des deux dernières années, 2014 a encore été une année d'efforts intenses pour Accès Industrie, désormais principalement recentrée sur son marché domestique.

Ce dernier reste en effet difficile : le nombre de chantiers en cours et de dépôt de permis de construire reste à un des plus bas niveaux de ces dix dernières années ; en conséquence, le parc de machines disponibles à la location en France est toujours trop important par rapport à l'activité de nos clients, malgré les investissements limités des loueurs présents dans l'Hexagone, entraînant une forte pression à la baisse sur les prix.

Accès Industrie a tenté de jouer son rôle d'acteur majeur du marché en s'appuyant sur ses méthodes de yield management pour lutter contre la baisse des prix, mais le décalage croissant entre l'offre et la demande a tout de même fortement pesé sur ses prix moyens de location, de même qu'une tendance générale des acteurs du marché à baisser les prix. Le second semestre a ainsi été particulièrement en retrait.

La rentabilité du groupe n'étant plus en adéquation avec sa structure de financement, il a été nécessaire de revoir avec les partenaires financiers d'Accès Industrie les conditions d'amortissement de la dette du groupe. Ceci a été fait au cours du dernier trimestre 2014, dans un climat constructif ; l'amortissement de la dette a été prolongé de 2 ans, et une partie significative de la dette actuelle a vu son remboursement positionné in fine en 2019. Le poids de l'amortissement annuel de la dette a ainsi été réduit de 50%, et les taux d'intérêts ont également été réduits de 30%.

Accès Industrie reste une société en mouvement, et une référence du secteur pour la qualité de ses machines et de son service auprès des clients. Dans ce cadre, la société se doit de préserver son réseau national. Les équipes commerciales restent extrêmement dynamiques et performantes, malgré l'usure provoquée par la situation difficile du marché depuis plusieurs années. Les chantiers de l'exercice écoulé ont porté sur l'amélioration de la productivité des équipes, l'optimisation des systèmes de suivi du parc de machines et de yield management, et sur l'optimisation des coûts logistiques. La baisse des coûts d'exploitation a atteint près de 4 m€ en France entre 2013 et 2014, ce qui est une très bonne performance. La qualité opérationnelle du parc de machines a été maintenue au haut standard d'exigence qui fait la renommée d'Accès auprès de ses clients depuis 18 ans.

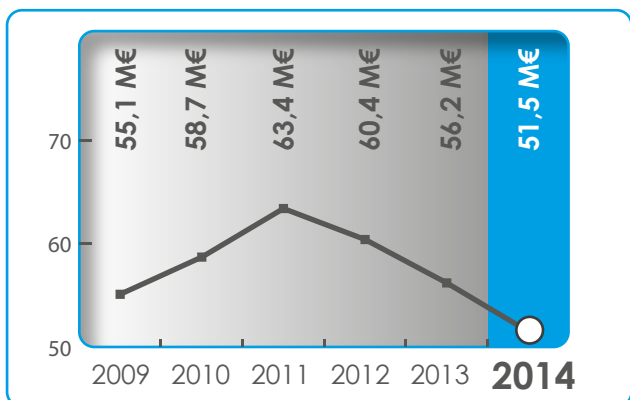
Ainsi, Accès Industrie sera prête pour que le moindre rebond du marché se traduise par une hausse significative de sa rentabilité.

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS

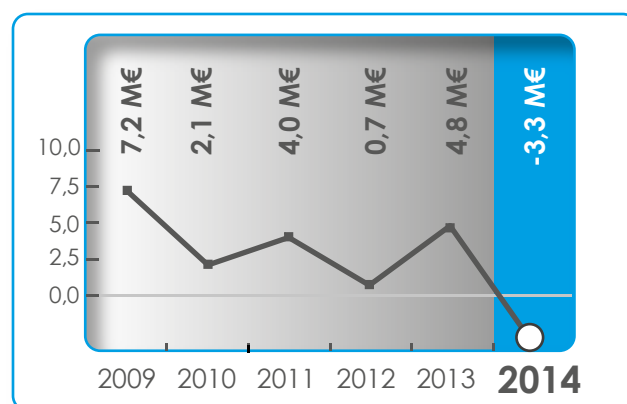
2014

Performance du Groupe sur cinq ans

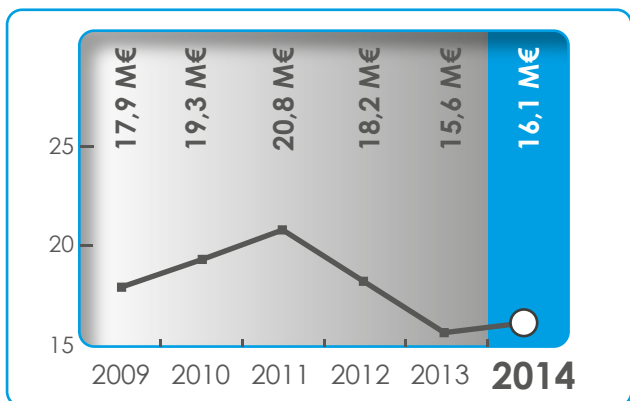
CHIFFRE D'AFFAIRES



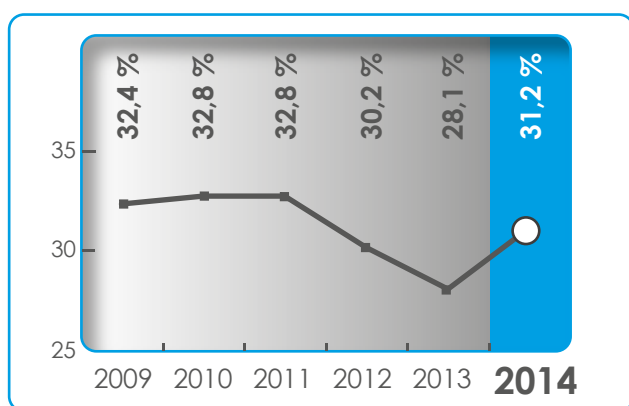
RÉSULTAT NET



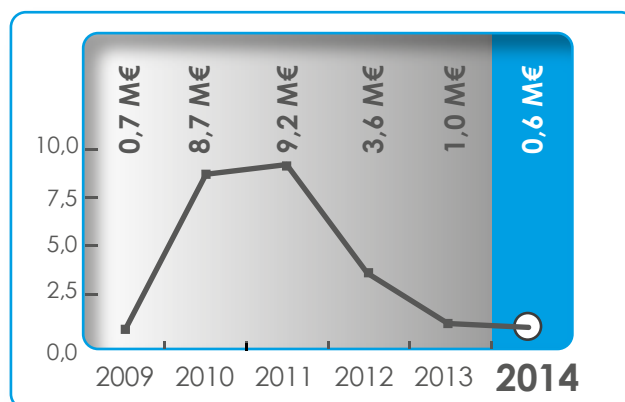
EBITDAR



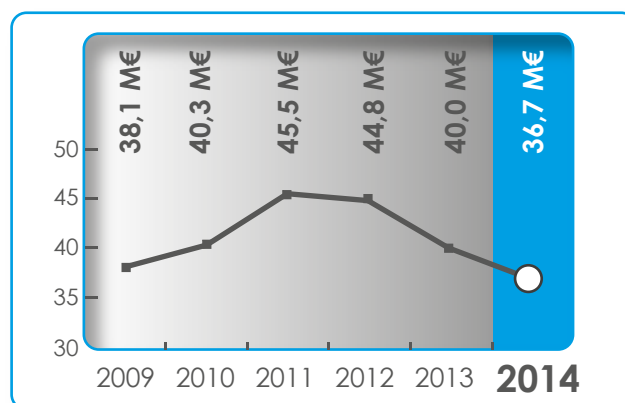
TAUX D'EBITDAR



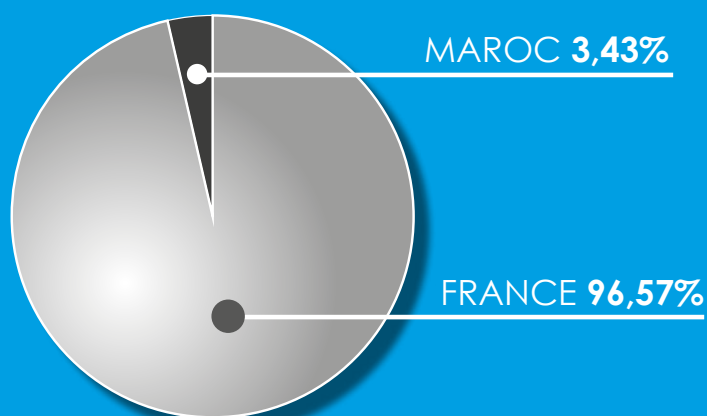
RESULTAT D'EXPLOITATION



CAPITAUX PROPRES



Répartition du **Chiffre d'Affaires** par zones géographiques



UN ACTEUR MAJEUR

Sur le marché de la location de nacelles élévatrices

ACCÈS INDUSTRIE : Un acteur spécialisé présent sur le marché de la location.

Accès Industrie est spécialisée dans la location de nacelles élévatrices et chariots télescopiques.

Les nacelles élévatrices sont des machines automotrices conçues pour élever des personnes devant travailler en hauteur tandis que les chariots télescopiques sont destinés à soulever de lourdes charges.

Ces machines sont principalement utilisées pour la construction, la maintenance et la rénovation de bâtiments industriels ou commerciaux.

Il s'agit d'un métier de service, où au-delà de l'activité même de location, les aspects logistiques et techniques sont essentiels : assistance technique, services d'entretien et de réparation, livraison et récupération sur site, autant de spécificités maîtrisées qui rendent unique l'offre Accès Industrie et en font le véritable partenaire de ses clients.

Le marché français est dominé par les spécialistes de la location qui exploitent 80% des 35 000 machines du marché, volume en diminution en 2014.

En effet, compte tenu des coûts d'investissement et de maintenance de ces équipements qui sont élevés, et des règles de sécurité de plus en plus strictes et contraignantes qui s'appliquent à leur utilisation, les utilisateurs finaux de telles machines préfèrent faire appel à des services de location plutôt que de posséder leur propre flotte de machines.

Ces utilisateurs finaux se composent des intervenants du bâtiment (80%), mais aussi d'entreprises industrielles ou commerciales qui utilisent ces équipements pour réparer et entretenir leurs bâtiments, pour le stockage ou pour réparer et entretenir leur outil de production (10%).

Les municipalités sont également amenées à utiliser ce type d'équipement pour l'entretien de leurs bâtiments ou pour divers travaux saisonniers (10%).

Le marché Européen reste un marché encore très atomisé, constitué d'un grand nombre d'opérateurs régionaux, voire nationaux, et d'une multitude d'entreprises indépendantes relativement petites, qui s'adressent à un marché de proximité.

Le marché français de la location de machines élévatrices se répartit en deux grandes catégories d'acteurs :

- les loueurs généralistes, qui s'adressent à une clientèle industrielle diversifiée et/ou d'artisans pour des besoins ponctuels et de courtes durées.
- les loueurs spécialisés dans la nacelle élévatrice, qui s'adressent à une clientèle de professionnel du 2nd œuvre du bâtiment industriel et commercial, tant dans la construction que dans la maintenance ou la rénovation, pour des besoins récurrents et de plus longue durée.

Accès Industrie se positionne en tant que loueur spécialisé.

La location de nacelles : de nombreux atouts...

o Une productivité accrue

Les nacelles offrent un gain de productivité considérable par rapport aux formes traditionnelles d'accès en hauteur, comme l'échafaudage ou les échelles. Elles contribuent à la réalisation d'un travail plus rapide et à la réduction des temps d'arrêt.

o La conformité avec les règles de sécurité

La législation européenne exige l'utilisation d'équipements appropriés pour élever des personnes au delà de deux mètres de hauteur. Cette législation est un des facteurs clés de la demande en nacelles élévatrices, du fait qu'elles représentent une alternative sûre et fonctionnelle aux moyens traditionnels (échelles et échafaudages).

o La réduction des coûts

La location évite de mobiliser les capacités de financement de l'entreprise et permet ainsi d'alléger son bilan.

o La réduction des contraintes logistiques et techniques

Ces machines nécessitent des engins spéciaux pour les transports (tracteurs et portes-chars). Elles ont besoin également d'un entretien régulier et sont soumises à un contrôle technique tous les 6 mois.

o La disponibilité d'un produit adapté

Le besoin de nacelle pour un utilisateur varie tout le temps en fonction de la nature du chantier : hauteur de travail, chantier intérieur ou extérieur, nature du sol, etc...

La location permet d'avoir toujours un matériel adapté et même de changer de type de machine au cours de l'évolution du chantier.

Une clientèle fidèle et récurrente

Le portefeuille de clients enregistre une croissance continue avec environ 160 clients nouveaux par mois.

Fort d'une offre de services unique et d'une stratégie de forte proximité avec ses clients, le groupe bénéficie d'un taux élevé de fidélisation contribuant ainsi à une très grande récurrence dans l'activité : 78% environ des contrats sont réalisés avec des clients ayant déjà travaillé avec Accès Industrie dans les années précédentes.

La forte implantation d'ACCES INDUSTRIE est un facteur majeur dans cette fidélisation : en France, en 2014, 32 % des clients ont travaillé avec au moins 2 agences différentes, réalisant plus de 71 % du chiffre d'affaires.



NOS IMPLANTATIONS

FRANCE

30 Agences

En 2014 Accès Industrie a du faire preuve d'adaptation. En effet, l'activité de la France s'est déroulée dans un climat difficile et fortement concurrentiel.

Nous avons constaté une baisse des taux d'utilisation due pour partie à l'augmentation du parc machine après rapatriement des machines espagnoles et portugaises désormais injectées sur le marché français.

- L'année 2014 a connu une réorganisation géographique dans un souci d'optimisation de nos zones commerciales et une meilleure proximité du client.
- L'année 2014 a révélé notre capacité à nous adapter en réduisant nos coûts tout en maintenant notre qualité de service pour nos clients et notamment au travers de notre savoir-faire pour entretenir nos machines.
- L'année 2014 a vu la mise en place d'un logiciel transport et d'une plateforme transport afin de rationaliser les transports, moins recourir à la sous-traitance et ainsi avoir encore plus de réactivité pour nos clients.

Enfin, 2014 a été marquée par une évolution de la gamme produit avec l'introduction de nouveaux modèles dans une optique d'adaptation au marché et à des conditions de travail toujours plus spécifiques.

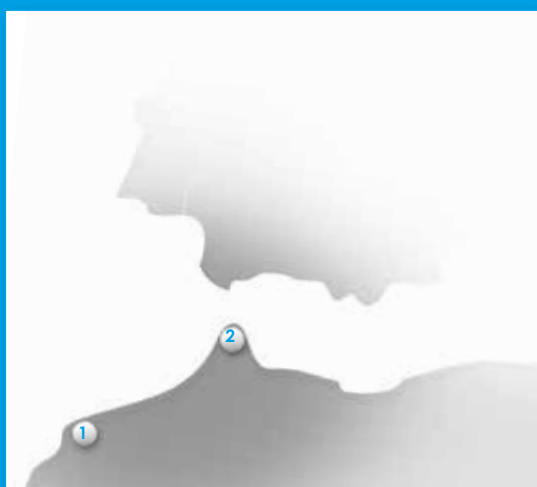


- | | |
|-------------------|---------------------|
| 1 Paris-Nord | 16 Chambéry |
| 2 Lyon | 17 Valenciennes |
| 3 Aix-en-Provence | 18 Metz |
| 4 Tonneins | 19 Le Mans |
| 5 Rennes | 20 Clermont-Ferrand |
| 6 Poitiers | 21 Valence |
| 7 Arténay | 22 Rouen |
| 8 Toulouse | 23 Reims |
| 9 Mulhouse | 24 Paris-Ouest |
| 10 Bordeaux | 25 Fréjus |
| 11 Paris-Est | 26 Perpignan |
| 12 Montpellier | 27 Strasbourg |
| 13 Nantes | 28 Quimper |
| 14 Orthez | 29 Saintes |
| 15 Caen | 30 Roissy |

NOS IMPLANTATIONS

MAROC

2 Agences



- 1 Casablanca
- 2 Tanger

Sur le plan commercial, les prévisions de chiffre d'affaires de l'année 2014 ont été maintenues grâce à la stratégie mise en œuvre en 2013 : présence accrue sur les grands chantiers, veille commerciale des projets et formation de l'équipe technique.

Cependant, les résultats financiers de la filiale marocaine n'ont pas été à la hauteur des affaires commerciales, notamment en raison des difficultés d'encaissement.

Toutefois, une réorganisation de la structure a permis d'ajuster les procédures administratives et de recouvrement, par une présence managériale quotidienne, un meilleur contrôle et des relations plus entretenues avec les clients et les institutionnels. Aussi, des changements nécessaires dans l'organigramme pour maintenir un bon équilibre de l'équipe ont été réalisés : départ du responsable comptable et du directeur commercial de la société, changement du chauffeur pour la partie logistique.

MAROC ELEVATION est encore le spécialiste et leader de la location d'engins élévateurs au Maroc. Le marché est prometteur avec notamment le projet de construction à Safi d'une deuxième centrale de traitement des ressources en phosphate du pays ; la deuxième phase de réalisation à Ouarzazate d'une importante centrale électrique par l'exploitation de l'énergie solaire ; les constructions d'usines industrielles dans la partie nord du pays et les différents projets du Grand Casablanca.

Les changements de l'année 2014 permettent aujourd'hui d'envisager un équilibre commercial et financier en 2015 et de répondre aux exigences des grands chantiers pour le développement du Maroc.

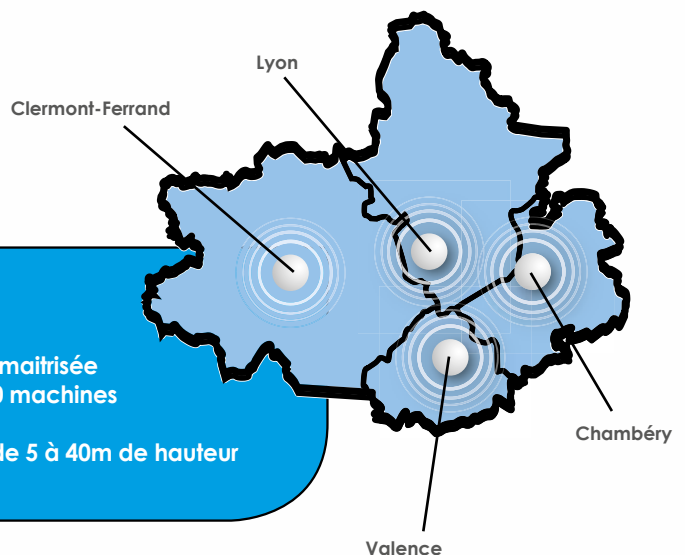
Il est nécessaire de poursuivre la stabilisation de l'activité grâce à une équipe locale motivée ayant tous les moyens nécessaires pour développer la présence de MAROC ELEVATION, et de conforter son expertise et sa position de spécialiste.

ZOOM

sur la région Rhône-Alpes

Une équipe commerciale engagée :
10 personnes au service du client
6 personnes et 6 camions dédiés à une logistique maîtrisée
14 experts techniques pour un parc moyen de 660 machines

Une gamme étendue, avec des machines allant de 5 à 40m de hauteur



Une région « jeune » menée par des équipes soudées

Une région équilibrée

L'année 2014 a été marquée par une baisse d'activité dans le secteur du bâtiment, ayant pour conséquence une régression des résultats globaux. Alors que le chiffre d'affaires national marque un sensible recul, la région RHA a su tirer son épingle du jeu grâce au dynamisme insufflé par des équipes énergiques et impliquées. En effet, l'effort constant sur le terrain a permis de maintenir les taux d'utilisation et les prix de location, notamment au 3^{ème} trimestre. Au-delà d'un CA location en augmentation par rapport à 2013 (+5.4%), la croissance du parc machines marque également un dynamisme certain.

Des équipes engagées

Les quatre agences sont menées par l'emblématique responsable de région, Emmanuel Cleyet - Marel, présent dans l'entreprise depuis sa création. On peut en effet noter l'ancienneté chez Accès Industrie, et donc, l'expérience des membres de la région (chef d'agence de Lyon depuis 2000, chauffeur de Lyon depuis 2004, chef d'agence de Chambéry depuis 2006...). Cette équipe « solide », stable et volontaire a ainsi établi des relations commerciales durables avec de nombreuses entreprises. La région compte en effet parmi ses clients fidèles des références du secteur de l'industrie et du bâtiment. La fidélisation est un axe commercial central, associé à la conquête de nouveaux clients et au développement du portefeuille des agences. Grâce à un interlocuteur unique, les équipes commerciales assurent à leurs clients un suivi et un accompagnement personnalisé.

Un parc complet

Avec en moyenne 660 machines, le parc de la région représente 14% du parc national et se caractérise par une grande diversité pour s'adapter à tous types de chantiers. Les agences peuvent ainsi répondre aux divers besoins en matériel d'élévation grâce à une offre étendue. La gamme de machine se compose ainsi de matériels comme le nouveau mât vertical 5m, un petit format pratique et très demandé, la dernière nacelle araignée 30m ou des nacelles articulées 40m pour des travaux en grande hauteur.

Emmanuel CLEYET-MAREL
Responsable de Région Rhône-Alpes



« Pour l'année 2015, nous souhaitons rester concentrés sur des axes essentiels : assurer à nos clients un service à la hauteur et un suivi personnalisé, développer notre portefeuille, en conservant notre esprit de conquête et notre dynamisme »

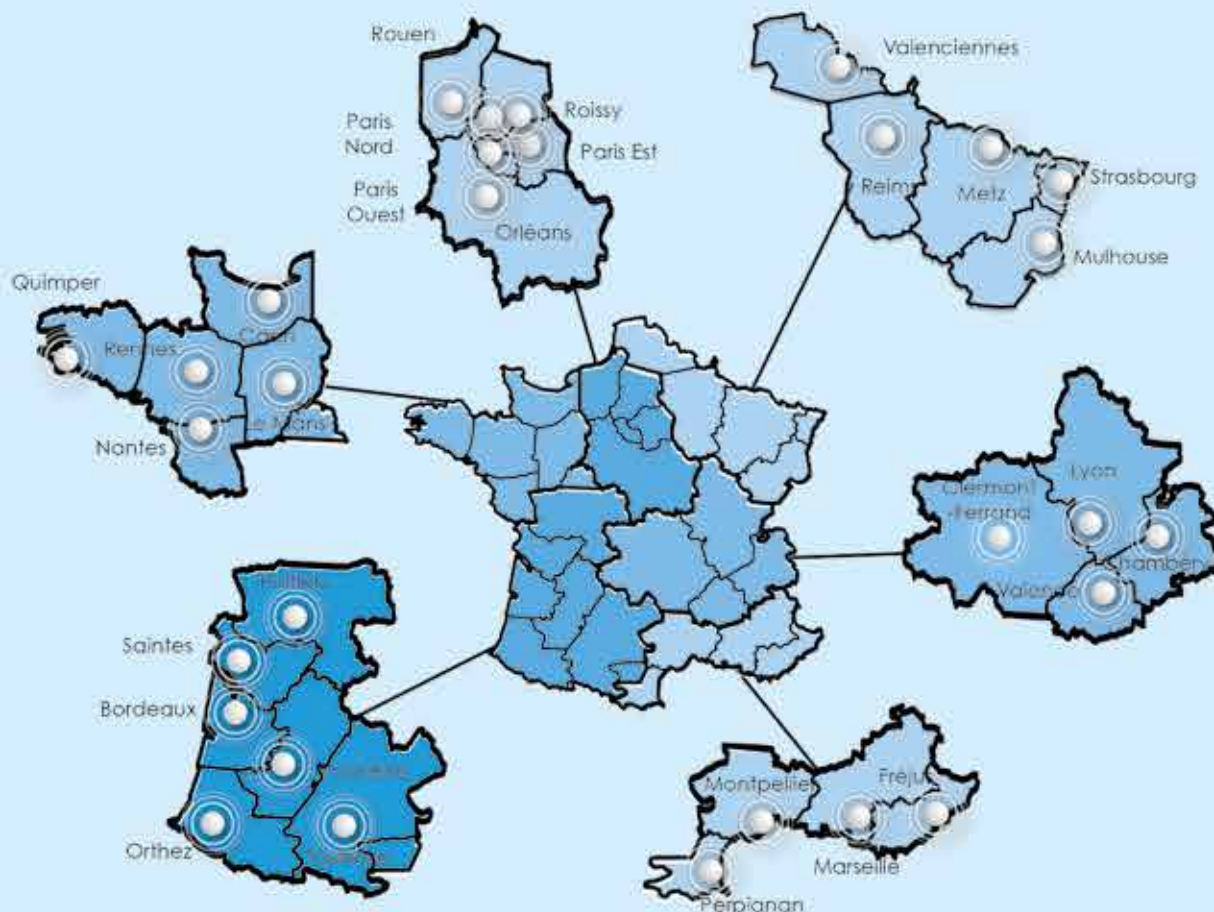
RÉORGANISATION DES RÉGIONS

En 2014, Accès Industrie a souhaité optimiser l'organisation globale de l'entreprise et notamment la répartition géographique des régions.

Ainsi, le territoire national a été divisé en 6 régions au lieu de 7 en voyant disparaître la région Nord-Ouest. En effet, un rééquilibrage des régions a été effectué avec une moyenne de 5 agences par région. Les régions ont été optimisées en fonction des interconnexions et rapprochements commerciaux entre les agences. Nous avons pu constater notamment que:

- L'agence de Rouen présentait des clients communs et une proximité géographique avec l'Île de France qui a conduit à la rattacher à cette région.
- L'agence de Valenciennes menait des actions communes avec l'agence de Reims et est ainsi venue solidifier la région Est.
- Les agences de Caen et Le Mans présentant une situation géographique sur le Grand Ouest ont rejoint la région Ouest et ainsi créer un bloc Bretagne/Normandie.
- Enfin, l'agence de Poitiers, plus proche géographiquement et commercialement des agences de Saintes et Bordeaux a intégré la région Sud-Ouest.

Ce remaniement permettra une meilleure répartition du parc par régions et une réactivité accrue pour nos clients.



ORGANISATION TECHNIQUE

Des Éléments différenciateurs dans la Technique

Accès industrie est conscient que pour réussir dans ce métier il faut posséder un Capital Humain à la hauteur pour répondre aux attentes de ses clients et fournir le meilleur service du marché.

C'est pour cela que dans la Technique, l'entreprise a délibérément fait des choix stratégiques dans l'Organisation des départements qui supervise l'aspect technique de l'activité ainsi que sur les profils et la compétence des professionnels qui vont lui permettre d'assurer des machines sûres et en parfait état de marche.

Pour cela Accès industrie a su créer de la valeur dans chaque maillon de sa chaîne technique afin de faire bénéficier ses clients de toutes les synergies possibles de l'entreprise. Tout cela en ayant comme toile de fond : la Satisfaction du Client.



On peut distinguer entre autre 3 pôles majeurs de cette Organisation :

o Le Réseau.

Il représente la partie du service technique qui est localisé à proximité des clients dans chaque agence.

Celui-ci est composé de personnes qui assurent la sécurité et fiabilité des machines mises à la disposition des clients. Ce service est généralement composé de plusieurs techniciens supervisé par un Chef d'atelier.

Accès industrie met également l'accent sur la qualité de ce service technique par le biais d'un expert Responsable Technique Régional. Son rôle est de superviser l'ensemble de l'activité technique de la région et de faire également le lien avec le commerce et le siège.

o L'Atelier Central.

Outil stratégique au service de la sécurité, la rentabilité et la qualité de notre parc de machines.

Unique en son genre dans la profession, sa mission est de « redonner une nouvelle jeunesse » à certaines machines après quelques années de service. Celles-ci sont démontées et passées au peigne fin. Les organes principaux et de sécurité sont changés si nécessaire. Elles sont ensuite repeintes et entièrement testées avant de repartir dans les agences. Ces machines reconditionnées sont « comme neuves » et ce passage par l'Atelier Central permet d'augmenter leur durée de vie.

Sis à Tonneins près du siège de l'entreprise sur un site de 25.000 m².



o La Plateforme Support Technique National.

Ce service apporte son expertise technique à chaque client où qu'il se trouve sur le territoire national. Six experts répondent en direct et sans délai à tous les appels, qu'il s'agisse d'un conseil, d'une assistance technique dans l'utilisation de la machine ou d'une demande de dépannage.

Plus d'une demande sur cinq est résolue immédiatement par téléphone grâce à la compétence des experts aidés par un système documentaire en ligne développé pour diagnostiquer et solutionner les pannes complexes à distance.

Les techniciens de la PSTN déclenchent au besoin l'intervention en dépannage des services techniques « du réseau » situé dans la région.

Le temps moyen de remise en route de la machine est de 2h30 depuis le moment de l'appel.

La PSTN est un élément incontestable différenciateur dans la profession et qui en fait une référence dans le secteur de la location de matériel de chantier.

Bien entendu ces 3 pôles d'activités sont épaulés par des services complémentaires qui sont intégrés dans cette Organisation tel que l'approvisionnement et le transport.



UNE GAMME ÉTENDUE DE MACHINES !

Accès Industrie possède un parc important de nacelles élévatrices et de chariots afin de répondre aux multiples besoins spécifiques de ses clients.

Ses nacelles élévatrices qui sont conçues pour élever des personnes jusqu'à une hauteur de 60 mètres de travail, sont des machines automotrices à mâts, à bras ou à ciseaux. Elles peuvent être commandées du sol ou du poste de commandes intégré au panier.

Pour compléter sa gamme de machines et pour mieux répondre aux attentes de ses clients, Accès industrie continue à investir dans des machines qui viennent étoffer celle-ci et qui permet à l'entreprise de rester en première ligne de son secteur :

- Des chariots rotatifs, conçus pour soulever de lourdes charges (jusqu'à 5 tonnes) à hauteur de travail (jusqu'à 21 mètres).
- Des chariots industriels pour décharger ou déplacer des palettes sur le chantier.
- Des nacelles « araignées » conçues pour travailler en hauteur (jusqu'à 30 mètres) sur des sites encombrés ou difficiles d'accès et des surfaces irrégulières.
- Des mini-grues de 9 à 17 mètres.
- Des mâts verticaux de 5 à 11 mètres pour remplacer l'utilisation d'échelles sur de petites hauteurs.
- Une nacelle sur poids lourd pour le travail de grande hauteur jusqu'à 60 mètres.

La diversification de ses machines ainsi que le positionnement de ses agences sur le marché national, permettent de créer des synergies dans beaucoup de domaines qui tout en faisant bénéficier ses clients d'une large gamme, positionnent Accès Industrie comme un partenaire privilégié.

Accès Industrie continue à faire confiance à ses fournisseurs de nacelles avec lesquels l'entreprise a développé tout au long des années une relation de partenariat. Ceux-ci font partie des plus grands constructeurs mondiaux :

JLG (US) Génie Industrie (US) ATN (France) et Sky-jack (Canada).

En ce qui concerne les chariots télescopiques, ceux-ci proviennent des spécialistes du secteur : Manitou (France), Caterpillar (US), JCB (UK) et JLG (US).



Le parc d'Accès Industrie comprend

5 230
machines

DONNÉES BOURSIÈRES

Relations avec les actionnaires et investisseurs

L'information financière relative à la société ACCES INDUSTRIE est transmise au travers :

- du rapport financier annuel
- des communiqués de presse et avis financiers
- du site Internet du groupe : www.acces-industrie.com

Contacts ACCES INDUSTRIE

Relation analyste et
investisseur institutionnel

Eric LACOMBE

Directeur Financier

ACCES INDUSTRIE

2, rue du Pont de Garonne 47400 Tonneins

Tél. +33 (0) 5 53 88 27 98

Fax +33 (0) 5 53 88 30 90

finances@acces-industrie.com

Code ISIN	FR 0010567032
Mnémonique	ACI
Nombre d'actions au 31 décembre 2014	6 042 898
Dernier cours de bourse au 31 décembre 2014	2,15 €
Capitalisation boursière au 31 décembre 2014	13,96 M€
Secteur d'activité	Services d'appuis professionnels
Marché	Alternext Paris
Place de cotation	Alternext Paris (France)

Calendrier prévisionnel 2015

Chiffre d'Affaires 2014.....	17 février 2015
Rapport financier annuel.....	30 avril 2015
Chiffre d'Affaires du 1 ^{er} Trimestre 2015.....	11 mai 2015
Assemblée générale.....	20 mai 2015
Chiffre d'Affaires 1 ^{er} Semestre 2015.....	04 septembre 2015
Chiffre d'Affaires 3 ^{ème} Trimestre 2015.....	26 octobre 2015
Chiffre d'Affaires 4 ^{ème} Trimestre 2015.....	29 février 2016

Actionnariat au 31 décembre 2014



Vous voulez une information financière ou recevoir notre dernier rapport alors n'hésitez pas à prendre contact avec nous sur notre site <http://www.acces-industrie.com> - rubrique Finance – Contact



NOUVEAU STADE DE BORDEAUX

42 000 places

Accès Industrie a loué sur ce chantier plus de 60 nacelles et chariots représentant 2181 jours de location. Ce chantier est toujours en cours.



Sommaire

Annuel

- Page 21** Attestation de l'émetteur
- Page 23** Rapport de gestion
- Page 55** Comptes et annexe consolidés au 31 décembre 2014
- Page 93** Comptes et annexe sociaux au 31 décembre 2014
- Page 125** Rapports des Commissaires aux Comptes
- Page 130** Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel



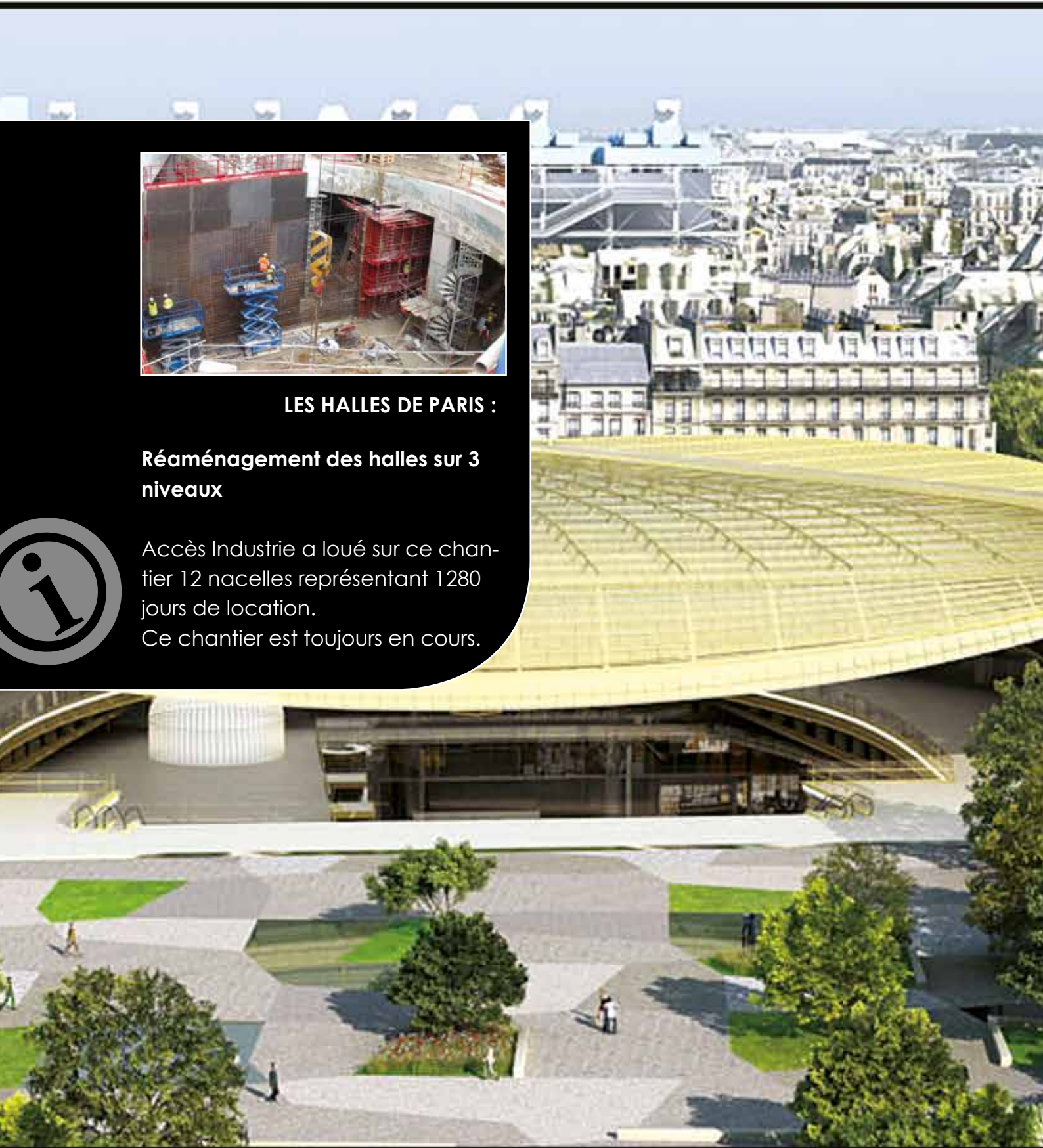
Photo : SBA Sud Ouest 28/01/2015



LES HALLES DE PARIS :

Réaménagement des halles sur 3 niveaux

Accès Industrie a loué sur ce chantier 12 nacelles représentant 1280 jours de location. Ce chantier est toujours en cours.





Attestation

de l'Emetteur

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes clos le 31 décembre 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

Fait à Tonneins, le 31 mars 2015

Daniel Duclos
Président du Directoire



LA PHILARMONIE DE PARIS

Pouvant accueillir 2 480 spectateurs

Accès Industrie a loué sur ce chantier plus de 30 nacelles et chariots représentant 2 387 jours de location.





Rapport

de Gestion du Directoire

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1 RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

Le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

- ACCES INDUSTRIE,
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA,
- ACCES INDUSTRIE PORTUGAL, S.A.
- MAROC ELEVATION.

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Endettement

- o Les conditions de l'endettement ont été renégociées. Les négociations avec le syndicat bancaire et le créancier obligataire ont abouti à un protocole de conciliation le 15/12/2014. Ces nouvelles conditions ont pour effet de réduire le coût de la dette, à la fois
 - en principal avec une réduction du montant des échéances
 - en intérêts avec une diminution du spread bancaire et du taux des obligations.
- o Les montants remboursés au cours de l'exercice se sont élevés à
 - 1 350 K€ pour la dette obligataire
 - 1 400 K€ pour le crédit syndiqué

Synthèse des résultats 2014 et principaux indicateurs

- o Le chiffre d'affaires s'élève à 51,5 M€ au 31 décembre 2014 contre 56,2 M€ au 31 décembre 2013.
- o Le résultat d'exploitation s'élève à 0,8 M€ au 31 décembre 2014 contre 1,0 M€ au 31 décembre 2013.
- o Le résultat net part du Groupe s'élève à - 3,1 M€ au 31 décembre 2014 contre - 4,8 M€ au 31 décembre 2013.

Financement des investissements corporels :

Les investissements réalisés en 2014 ont été modérés. Leur montant (immobilisations corporelles) s'est élevé à 5 494 K€.

1.2 Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 51,5 M€ en baisse de 8,5 % par rapport à l'exercice 2013.

ACCES INDUSTRIE tire son chiffre d'affaires principalement des montants facturés aux clients pour la location de nacelles élévatoires et de chariots télescopiques, incluant la refacturation de services accessoires (assurance, transport, carburant) et la facturation de réparations imputables au client.

1.2.1 Chiffre d'affaires par zone géographique

Valeurs en K€	31.12.2014		31.12.2013		Evolution du CA
	CA 99-02	CA en %	CA 99-02	CA en %	
France	49 705	96,58%	53 395	94,96%	-6,9%
Espagne	0	0,00%	574	1,02%	-100,0%
Portugal	-4	-0,01%	458	0,81%	-100,9%
Maroc	1 763	3,43%	1 801	3,20%	-2,1%
TOTAL GROUPE	51 464	100,00%	56 228	100,00%	-8,5%

1.2.2 Localisation des agences

Au 31 décembre 2014, le Groupe compte ainsi 32 agences dont 30 en France et 2 au Maroc contre 32 au 31 décembre 2013.

Nombre de jours loués en 2012 = 711 346

Nombre de jours loués en 2013 = 666 368

Nombre de jours loués en 2014 = 616 703

1.3 Résultats consolidés 2014

1.3.1 Compte de résultat consolidé

Le compte de résultat est présenté sous le référentiel 99-02 pour 2014 et 2013.

en milliers d'euros	31.12.2014	En % du CA	31.12.2013	En % du CA	Evolution en %
Ventes de marchandises / Produits	27	0,05%	22	0,04%	22,73%
Prestations de services	51 437	99,95%	56 206	99,96%	-8,48%
Chiffre d'affaires	51 464	100,00%	56 228	100,00%	-8,47%
Reprises amort et prov d'exploitation	1 830	3,56%	2 144	3,81%	-14,65%
Achats consommés	-2 998	-5,83%	-3 882	-6,90%	22,77%
Charges externes	-18 677	-36,29%	-20 975	-37,30%	10,96%
Charges de personnel	-15 166	-29,47%	-15 646	-27,83%	3,07%
Impôts et taxes	-1 219	-2,37%	-1 235	-2,20%	1,30%
Dotations aux amortissements et aux provisions	-13 657	-26,54%	-14 344	-25,51%	4,79%
Autres produits	189	0,37%	143	0,25%	32,17%
Autres charges	-953	-1,85%	-1 417	-2,52%	32,75%
Résultat d'exploitation	813	1,58%	1 016	1,81%	-19,98%
Produits financiers	73	0,14%	19	0,03%	284,21%
Charges financières	-3 066	-5,96%	-3 306	-5,88%	7,26%
Résultat financier	-2 993	-5,82%	-3 287	-5,85%	8,94%
Résultat courant avant impôt	-2 180	-4,24%	-2 271	-4,04%	4,01%
Produits exceptionnels	35	0,07%	96	0,17%	-63,54%
Charges exceptionnelles	-1 003	-1,95%	-3 783	-6,73%	73,49%
Résultat exceptionnel	-968	-1,88%	-3 687	-6,56%	73,75%
Impôts	58	0,11%	1 149	2,04%	-94,95%
RESULTAT DE L'EXERCICE	-3 090	-6,00%	-4 809	-8,55%	35,75%

1.3.2 Analyse du résultat

1.3.2.1 – Chiffre d'affaires

La part du chiffre d'affaires « Location et services associés » est passée de 56 228 K€ en 2013 à 51 464 K€ en 2014, soit une baisse de -8,5 %.

Au niveau du groupe, le nombre de machines destinées à la location sorties du parc a été important puisque 386 machines ont été sorties du parc de machines destinées à la location. Ces sorties de parc ont concerné des machines inadaptées au marché ou trop anciennes pour apporter un service satisfaisant aux clients.

Durant l'exercice 2014, le nombre de jours loués a diminué de 7,3 % entre 2013 et 2014, l'exercice 2014 comptabilise une année pleine l'arrêt de l'activité de l'Espagne et du Portugal contre un semestre en 2013; le prix moyen est en baisse (-1,4%) ; néanmoins l'augmentation du parc machine (+ 1,4%) a conduit à une baisse du taux d'utilisation de 8,7% :

- Nombre de jours loués en 2009 = 659 425
- Nombre de jours loués en 2010 = 729 670
- Nombre de jours loués en 2011 = 745 482
- Nombre de jours loués en 2012 = 711 346
- Nombre de jours loués en 2013 = 666 368
- Nombre de jours loués en 2014 = 616 703

1.3.2.2 - Achats consommés

Achats consommés : ce poste comprend les coûts liés aux pièces et fournitures utilisées pour la réparation et la rénovation des machines louées, ainsi que pour le matériel de transport.

A l'intérieur de ce poste les charges s'expliquent notamment par :

- o les pièces de rechange,
- o les lubrifiants machines,
- o le carburant machines,
- o la peinture pour machines.

Soit toutes les charges directement liées à l'utilisation des machines.

La baisse de la consommation de pièces et fournitures machines provient des mesures d'économie mises en place par le Groupe. La politique de réparation des machines a été optimisée ce qui a permis une baisse des coûts de réparation.

1.3.2.3 - Charges externes

Ces charges se décomposent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2014	% CA	2013	% CA	Evolution des charges externes en %
Achats sous-traitance	528	1,03%	556	0,99%	-5,04%
Achats non stockés - Matériels et Fournitures	2 240	4,35%	2 462	4,38%	-9,02%
Sous traitance	112	0,22%	122	0,22%	-8,20%
Redevances et charges locatives	8 257	16,04%	7 205	12,81%	14,60%
Entretien et réparations	1 467	2,85%	1 757	3,12%	-16,51%
Primes d'assurance	751	1,46%	842	1,50%	-10,81%
Services extérieurs - Divers	91	0,18%	88	0,16%	3,41%
Personnel extérieur	0	0,00%	56	0,10%	-100,00%
Honoraires	805	1,56%	913	1,62%	-11,83%
Publicité	162	0,31%	239	0,43%	-32,22%
Transports	1 867	3,63%	4 132	7,35%	-54,82%
Déplacements, missions & réceptions	1 218	2,37%	1 281	2,28%	-4,92%
Frais postaux & télécommunications	449	0,87%	541	0,96%	-17,01%
Services bancaires	85	0,17%	117	0,21%	-27,35%
Autres services	645	1,25%	664	1,18%	-2,86%
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	18 677	36,29%	20 975	37,30%	-10,96%

Ces charges comprennent les coûts directs, tels que les locations de nacelles en « Operating Lease », les coûts de carburant, de transport, d'assurance, de maintenance et d'entretien, réparation des machines ainsi que les coûts administratifs. Les coûts directs sont soit facturés au client, soit compris dans les tarifs de location à la journée, en fonction des accords passés avec les clients.

Les postes significatifs ont connu les évolutions suivantes :

- o **Achats sous-traitance** : dans ce poste figurent les visites périodiques, en France, de certification des machines. Les surcoûts liés à l'absorption des machines espagnoles et portugaises en France ont été terminés en 2013. En conséquence, en 2014, le poste reflète un fonctionnement régulier en fonction du nombre de machines et révèle ainsi une baisse.
- o **Achats non stockés de matières et fournitures** : ce poste comprend les frais de carburant machines et transport ainsi que les fournitures (eau, électricité, gaz) liés aux agences. La baisse est due aux mesures d'économie mises en place dans le Groupe.
- o **Redevances et charges locatives** :
 - Les locations mobilières augmentent :
 - du fait de la location par ACCES INDUSTRIE, d'un nombre plus important de machines destinées à la location.
 - Les locations immobilières augmentent :
 - Du fait de l'augmentation du loyer de l'entrepôt de Fauillet (lieu de stockage machines + magasin central)
 - Du fait d'une double charge de loyer sur une période de 6 mois de l'agence d'Artenay démembrée en septembre 2013 (indemnité transactionnelle);

- o **Entretien et réparations** : Ce poste baisse en raison des mesures d'économie mises en place (cf point 1.3.2.2).
- o **Assurances** : les primes d'assurance diminuent légèrement en raison de la baisse du chiffre d'affaires.
- o **Services extérieurs** : ce poste est stable.
- o **Personnels extérieurs** : ce poste est principalement composé des frais d'intérim. La baisse s'explique par les mesures d'économie générales mises en place.
- o **Honoraires** : Il apparaît que la diminution des honoraires est une conséquence des mesures d'économie mises en place.
- o **Publicité** : les coûts publicitaires et de communication diminuent:
 - la suppression des opérations de « portes ouvertes » remplacées par des opérations « Party » financées intégralement par sponsors,
 - et la réduction des achats d'objets publicitaires.
- o **Transports** : ce poste ne concerne que le transport externe ; celui-ci est utilisé en partie pour absorber les fortes périodes d'activité durant lesquelles notre propre flotte se révèle insuffisante.

La baisse du poste se justifie :

- Par un recours exceptionnel à la sous-traitance conformément aux mesures d'économie,
 - Par l'embauche de chauffeurs en interne,
 - Par la création d'une plateforme transport
 - Par la mise en place d'un logiciel de transport.
- o **Déplacements, missions et réceptions** : ce poste diminue légèrement.
 - o **Frais postaux et télécommunications** : Le poste diminue légèrement.
 - o **Services bancaires** : la baisse de ce poste s'explique par la clôture des comptes en Espagne et au Portugal qui supportait de forts coûts bancaires.
 - o **Autres services** : ce poste est stable.

1.3.2.4 - Charges de personnel

Ces charges se décomposent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2014	% CA	2013	% CA	Evolution des charges de personnel en %
Rémunérations du personnel (hors intéressement)	11 562	22,47%	12 037	21,41%	-3,95%
Charges sociales	4 277	8,31%	4 551	8,09%	-6,02%
Production immobilisée	-559	-1,09%	-586	-1,04%	-4,61%
Remboursements de frais de formation	-114	-0,22%	-356	-0,63%	-67,98%
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	15 166	29,47%	15 646	27,83%	-3,07%

La production immobilisée reprend les coûts du personnel interne affecté au développement des logiciels immobilisés et à la rénovation des nacelles.

La baisse des charges de personnel est principalement imputable à la diminution de l'effectif moyen du Groupe.

1.3.2.5 Impôts et taxes

Ce poste comprend principalement la contribution économique territoriale (CET), composée de :

- o La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.) assise sur les valeurs locatives foncières;
- o La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

La diminution sur ce poste s'explique par le fait que la C.V.A.E. est basée sur la valeur ajoutée en baisse sur l'exercice.

1.3.2.6 Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes de reprises)

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-10 683	-10 900
Dotations aux provisions sur immobilisations	-93	-303
Dotations aux provisions sur stocks	-145	-144
Dotations aux provisions sur actif circulant	-2 420	-2 513
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Dotations aux amortissements pour charges à répartir	-482	-482
Dotations aux provisions d'indemnités de départ en retraite	-50	-2
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	-13 873	-14 344

Les dotations aux amortissements concernent l'amortissement du parc machines d'ACCES INDUSTRIE, y compris les machines financées par des crédits-baux. Les machines sont amorties selon la méthode linéaire sur 10 ans à 18 ans selon le type de machines, sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction d'une valeur résiduelle évaluée à 10 % ou 15 % ; ceci reflète au mieux la durée de vie économique de ses machines.

Les amortissements comprennent par ailleurs l'amortissement des actifs incorporels, à savoir les logiciels. Les provisions comprennent les provisions pour stocks et créances douteuses ainsi que les provisions pour risques et charges.

La baisse de 471 K€ constatée sur cette ligne du compte de résultat a pour origine les principales variations suivantes :

- o Immobilisations incorporelles : Les principaux développements internes de logiciels, en cours depuis plusieurs années, ont été mis en exploitation depuis 2011 déclenchant ainsi des dotations aux amortissements plus importantes.
- o Les dotations aux amortissements ont subi une baisse qui s'explique par un vieillissement du parc induisant que certaines machines arrivent en fin d'amortissement.
- o La baisse des provisions sur immobilisations s'explique par le nombre de machines à vendre moins important.

1.3.2.7 - Autres charges / produits d'exploitation

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Résultat sur cession d'immobilisations	0	0
Remboursement d'assurance sur machines sorties	37	15
Subventions d'exploitation	0	0
Récupération sur clients irrécouvrables	111	43
Divers	41	85
Autres produits d'exploitation	189	143
Résultat sur cession d'immobilisations	-407	-523
Pertes sur créances irrécouvrables	-539	-889
Divers	-7	-5
Autres charges d'exploitation	-953	-1 417

La baisse du poste Autres charges est liée :

- A la baisse des créances clients perdues.
- A une moins-value moins importante sur les résultats sur cession d'immobilisation. En 2013, la vente du parc mini pelles avait engendré une forte moins-value.
- A un meilleur état des machines en vente.

1.3.2.8 - Résultat financier

Le détail du résultat financier net est le suivant :

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Autres produits financiers		
Revenu des créances	26	12
Gains de change	46	0
Autres produits financiers	1	7
TOTAL	73	19
Coût de l'endettement financier net		
Emprunts bancaires	-2 257	-2 416
Intérêts sur emprunt obligataire	-423	-546
Intérêts sur crédit-bail	-263	-209
Autres charges financières		
Intérêts d'affacturage et d'escompte	-106	-107
Intérêts de préfinancement du CICE	-10	0
Pertes de chance	-7	-12
Autres charges financières	0	-16
TOTAL	-3 066	-3 306
RESULTAT FINANCIER	-2 993	-3 287

L'amélioration du résultat financier est due à :

- Baisse des intérêts sur emprunt obligataire liée à la révision à la baisse du taux d'intérêt lors de la renégociation de la dette en 2014 (de 4% à 3%).
- Baisse de l'endettement moyen bancaire.

1.3.2.9 - Autres charges et produits exceptionnels

Compte tenu de leur montant, ainsi que de leur caractère anormal, inhabituel et peu fréquent, certaines charges ont été classées en « autres produits et charges exceptionnels » :

Les autres produits et charges exceptionnels sont :

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Produits exceptionnels		
Produits de contentieux	0	0
Régularisation de TVA au Portugal	24	33
Régularisation de soldes chez les filiales (apurement des comptes)	0	61
Divers	11	2
TOTAL	35	96
Charges exceptionnelles		
Résultat sur cession des immobilisations sorties - immobilier	0	-246
Résultat sur cession des immobilisations sorties - machine	-64	-555
Résultat sur cession des immobilisations sorties - autres	0	-8
Commissions sur ventes des machines des filiales fermées	0	-138
Dotation aux provisions exceptionnelles - perte caution	-235	-8
Dotation aux amortissements exceptionnelles - machines inactives	-22	-304
Restructuration Espagne - transport des machines des agences Espagne aux agences France	-8	-198
Restructuration Espagne - remise en état des machines revenues d'Espagne en France	-4	-234
Restructuration Portugal - transport des machines des agences Portugal aux agences France	-18	-104
Restructuration Portugal - remise en état des machines revenues du Portugal en France	-10	-239
Amendes fiscales et pénales	-2	-3
Autres pénalités	-2	0
Condamnation prud'homale	0	0
Dotation aux provisions/ risque prud'homal	-9	0
Indemnités de licenciement	-444	-1 016
Charges sur projet immobilier abandonné	0	0
Charges des filiales liées à la fermeture	-173	-639
Divers	-12	-91
TOTAL	-1 003	-3 783
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-968	-3 687

Les coûts liés à la fermeture des filiales ont été reclassés en résultat exceptionnel.

Les résultats sur cessions d'immobilisations liées à l'exploitation (machines et véhicules) sont inscrits en « Autres produits et charges d'exploitation » (note 18) pour leur montant net.

Pour les exercices 2013 et 2014, ont été considérées comme du résultat exceptionnel les ventes des machines utilisées par l'Espagne et le Portugal. En effet, la fermeture de ces filiales a conduit le Groupe à céder des machines qui ne l'auraient pas été si ces sociétés avaient poursuivi leur activité.

Les résultats sur sorties d'immeubles quant à eux, sont inscrits en résultat exceptionnel.

1.3.2.10 – Impôts sur les résultats

Situation fiscale du Groupe et de chaque société le composant

Au 31/12/2014, la situation de chaque entité du Groupe au regard des déficits reportables est la suivante :

- ACCES INDUSTRIE : l'impôt différé sur les déficits reportables a été entièrement activé. Par contre, aucun produit d'impôt différé n'a été constaté sur le résultat fiscal négatif de 2 755 K€ constaté en 2014 dans la mesure où le délai probable de récupération de cet impôt est éloigné selon le business plan prévisionnel. Le montant de l'impôt différé actif lié aux déficits reportables d'ACCES INDUSTRIE reste donc inchangé par rapport à l'exercice précédent, soit 12 429 K€.
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA : compte tenu de la fermeture de la société, aucun impôt différé actif n'a été activé.
- ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A. : compte tenu de la fermeture de la société, aucun impôt différé actif n'a été activé.
- MAROC ELEVATION : la société a des déficits fiscaux reportables antérieurs à l'exercice pour lesquels un actif d'impôt différé a été constaté. Le résultat fiscal de l'exercice est un bénéfice de 33 K€ qui a donné lieu à une charge d'impôt différé

1.4 Gestion des risques

1.4.1 Risques liés à l'endettement d'Accès Industrie

Le taux moyen de financement par emprunt en 2014 s'élève à 4,60% contre 4,44% en 2013. La maturité moyenne des financements était de 5 ans à l'origine. Les montants restant dus à la clôture 2014 seront échus dans les 5 prochaines années.

L'endettement financier net du Groupe s'élève à 63 776 K€ au 31/12/2014. Le crédit syndiqué contient divers engagements limitant les capacités pour le Groupe à émettre de nouveaux emprunts et à procéder à de nouveaux investissements. L'endettement du Groupe va donc continuer à décroître durant les prochains exercices.

1.4.2 Dépendance à l'égard des taux de financement

Le crédit syndiqué Natixis mis en place en octobre 2012 et renégocié en 2014 a permis le refinancement d'une partie importante du parc existant à taux variable. Les investissements réalisés depuis sont financés en partie par cet emprunt et en partie en crédit-bail. Le montant en principal restant dû au titre des crédits syndiqués s'élève à 45 000 K€ au 31/12/2014.

Durant l'exercice, plusieurs contrats de garantie de taux ont été appliqués :

- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2012 portant sur les montants de 41 000 K€ du 15/12/2013 au 16/06/2014
de 36 000 K€ du 16/06/2014 au 15/12/2014
Au taux de 0,40 %.
- Un contrat en rapport avec le crédit syndiqué 2012 portant sur les montants de 32 000 K€ du 15/12/2014 au 15/06/2015
de 27 000 K€ du 15/06/2015 au 15/12/2015
Au taux de 0,74 %.

La société n'est donc soumise à un risque de taux que :

- sur la partie non couverte de son crédit syndiqué, soit 13 000 K€,
 - sur sa trésorerie passive d'un montant de 4 080 K€,
 - sur une partie des dettes de contrats de location-financement, soit 1 187 K€
- Soit 28,64 % de son endettement financier net.

1.4.3 Exposition au risque de change

ACCES INDUSTRIE est légèrement exposée au risque de change :

- o au titre de ses coûts d'approvisionnement en machines : une évolution brutale des taux de change de l'euro contre dollar US pourrait entraîner des changements dans ces coûts d'approvisionnement. Cependant, ce risque est encore plus limité par le fait que le nombre de machines acquises en devises sur l'exercice 2014 est nul.
- o au titre de sa filiale marocaine : la facturation établie par MAROC ELEVATION est libellée en Dirhams. Le poids de cette facturation dans le chiffre d'affaires du Groupe est marginal (3,4 % du CA consolidé en 2014) et le risque est donc limité.

Il n'existe pas d'opération de couverture du risque de change.

1.4.4 Exposition au risque de liquidité

Dans le cadre de sa politique de financement à court terme, le Groupe dispose de contrat d'affacturage (société ACCES INDUSTRIE MAROC), et d'une ligne de crédit réutilisable dans le cadre du crédit syndiqué Natixis.

Ces lignes d'affacturage et de crédit bancaire sont donc suffisantes pour faire face aux passifs courants du Groupe et le risque que celui-ci ait des difficultés à honorer ses dettes à leur échéance est donc minime.

Les politiques mises en œuvre pour limiter le risque de liquidité portent sur les axes suivants :

limitation des investissements

- o minimisation des acquisitions de machines, achat de machines d'occasion ;
- o pas d'ouverture d'agence.

optimisation des prix de location

- o poursuite d'un contrôle, de la part des services centraux, des prix de location appliqués par les agences

réduction des charges

- o limiter le recours à la sous-traitance transport
- o réduire les charges structure
- o fermeture de l'Espagne et du Portugal

Ces objectifs sont définis et leur réalisation est suivie au moyen de plans d'affaires revus régulièrement.

1.4.5 Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe aux créances irrécouvrables est limitée du fait de la politique crédit mise en place :

- o la clientèle est diluée : le client le plus important ne représentant que 1,2 % du chiffre d'affaires.
- o le paiement d'avance pour les clients nouveaux ou de faible importance
- o un service crédit-management performant composé de dix personnes
- o le recours systématique à l'information financière pour tous les autres clients
- o la couverture de ce risque par une assurance-crédit
- o pour les clients non couverts, la demande de garanties aux clients (chèques de caution, garantie de paiement de la part de la maison mère du client...)
- o la sensibilisation de l'équipe commerciale aux aspects risque client et délais de recouvrement

Le risque est mesuré mensuellement au moyen de tableaux de bord faisant apparaître le DSO, le montant des dossiers contentieux, le coût de la gestion du poste client ; des objectifs annuels sont fixés pour ce niveau de coût.

Les actifs financiers, quant à eux, sont peu élevés ; ils sont essentiellement constitués de dépôts et cautionnements versés en garantie des locations immobilières des locaux des agences ou des locations de matériel de transport. Ces dépôts et cautionnements sont nombreux et d'un montant unitaire peu élevé. Le risque portant sur ces éléments est donc dilué et très faible.

Les actifs financiers ont une valeur comptable qui correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur du fait de leur échéance à court terme et le Groupe ne détient aucun autre actif financier échu, impayé et non déprécié.

1.4.6 Activité en matière de recherche et de développement

Néant.

1.5 Principes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'Euros sauf indication contraire.

Les règles et méthodes comptables appliqués par la société ACCES INDUSTRIE sont conformes au règlement du Comité de Règlementation Comptable n° 99-02.

Les comptes ne seront définitifs qu'après l'approbation par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 20 mai 2015.

1.6 Événements importants survenus depuis le début de l'exercice 2015

Aucun fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe n'a été relevé.

Les avenants au contrat de crédit liés à la renégociation de la dette évoquée dans le point précédent ont été signés le 05/02/2015.

1.7 Evolution prévisible du groupe et perspectives d'avenir

Du point de vue financier, la priorité des actions du Groupe sera le respect de ses engagements relatifs au crédit syndiqué et aux obligations suite à la signature d'un protocole de conciliation le 15 décembre 2014. Dans cette optique, les investissements seront encore limités durant l'exercice 2015.

La filiale marocaine a pour objectif, en 2015, suite à la réorganisation des équipes de se concentrer sur les encaissements clients et d'optimiser ses coûts de fonctionnement.

2 RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE ACCES INDUSTRIE

2.1 Chiffre d'affaires

Il se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Ventes de marchandises	112	1 076
Production vendue de biens	0	0
Production vendue de services	49 810	53 658
Chiffre d'affaires nets	49 922	54 734

Le chiffre d'affaires s'élève pour l'année 2014 à 49 922 K€ contre 54 734 K€ pour l'année 2013, soit une baisse de 8,79 %.

Cette baisse s'explique notamment par le retraitement comptable de 2 postes de loyer important.

2.2 Bilan et compte de résultat

Principes, règles et normes comptables :

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général de 2014 (règlement ANC n° 2014-03) et aux principes comptables généralement admis en France.

L'exercice 2014 ne fait pas l'objet de changement comptable.

2.3 Résultat de l'activité – Proposition d'affectation du résultat

L'exercice se solde par une perte de - 2 783 619,15 €. Il est proposé d'affecter cette perte de la manière suivante :

Origine :

- o Perte de l'exercice - 2 783 619,15 €

Affectation :

- o En totalité au poste Report à nouveau - 2 783 619,15 €, dont le montant débiteur sera porté de - 1 478 844,24 euros à un montant débiteur de - 4 262 463,39 euros.

2.4 Dividendes

Il n'y a pas eu de distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

2.5 Montant des charges non déductibles

Le montant des dépenses et charges visé à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à la clôture de l'exercice à 64 086 €. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société.

2.6 Délais de paiement

En application de la loi, ACCES INDUSTRIE a mis en place les procédures nécessaires pour assurer le paiement de ses fournisseurs à 45 jours fin de mois.

La décomposition des dettes fournisseurs par échéance au 31 décembre 2014 est la suivante, en € :

En €	Non échu	Echu de 1 à 30 jours	Echu de 30 à 60 jours	Echu de 60 à 90 jours	Echu à plus de 90 jours
Fournisseurs	459 764	1 283 433	349 082	89 902	45 864
Fournisseurs d'immobilisations		856 598	3 252		3 587
TOTAL GROUPE	459 764	2 140 031	352 334	89 902	49 452

Cette décomposition était la suivante au 31/12/2013 :

En €	Non échu	Echu de 1 à 30 jours	Echu de 30 à 60 jours	Echu de 60 à 90 jours	Echu à plus de 90 jours
Fournisseurs	11 915	1 252 273	270 366	165 007	108 311
Fournisseurs - effets à payer		260 447	8 237	593	
Fournisseurs d'immobilisations	776 514	526 202	34 706		3 587
TOTAL GROUPE	788 429	2 038 923	313 310	165 600	111 898

2.7 Activité de la société en matière de recherche et de développement

Néant.

2.8 Evolution prévisible de la société et perspectives d'avenir

Selon point 1.7

2.9 Situation de la société au regard de l'endettement

Les conditions de l'endettement ont été renégociées. Les négociations avec le syndicat bancaire et le créancier obligataire ont abouti à un protocole de conciliation le 15/12/2014. Ces nouvelles conditions ont pour effet de réduire le coût de la dette, à la fois :

- en principal avec une réduction du montant des échéances
- en intérêts avec une diminution du spread bancaire et du taux des obligations.

Les montant remboursés au cours de l'exercice se sont élevés à :

- 1 350 K€ pour la dette obligataire
- 1 400 K€ pour le crédit syndiqué

2.10 Progrès réalisés et difficultés rencontrées

En 2014, la société affiche une baisse de son chiffre d'affaires avec des taux d'utilisation en baisse et un parc machines en augmentation. Cette augmentation du parc se justifie par les machines espagnoles et portugaises intégrées en France. Nous constatons, par ailleurs, une baisse des tarifs. Une politique de vente des machines anciennes ou inadaptées au marché français a été menée.

Il a été réalisé en juillet 2014 une augmentation de capital suite à l'attribution définitive des actions gratuites dans le cadre des plans d'actions gratuites de 2006 et 2010.

Il a été passé, sur l'exercice 2014, de nouvelles provisions pour dépréciation sur titres et créances. Le résultat net de la société s'établit à - 2 784K€.

2.11 Gestion des risques

Cf. paragraphe 1.4 du rapport de gestion de Groupe.

2.12 Filiales et participations

Les résultats des filiales d'ACCES INDUSTRIE sont présentés ci-dessous :

2.12.1 Accès Industrie España et Accès Industrie Portugal, S.A.

ACCES INDUSTRIE ESPAÑA est une société anonyme de droit espagnol en liquidation au capital de 408 948,00€ créée en mars 1998. ACCES INDUSTRIE détient 99,99% du capital social de la société ACCES INDUSTRIE ESPAÑA au 31 décembre 2014.

ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A est une société anonyme de droit portugais en liquidation au capital de 900 000,00 € créée en 2001. ACCES INDUSTRIE détient 99,92% du capital social d'ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A au 31 décembre 2014.

L'Espagne et le Portugal n'ont plus aucune activité sur l'exercice 2014.

2.12.2 Maroc Elévation

MAROC ELEVATION est une société anonyme de droit marocain au capital de 11 000 000 dirhams créée en 2008. Elle a pour activité la location d'équipements élévateurs pour le bâtiment et l'industrie.

Le capital de MAROC ELEVATION est détenu à hauteur de 100 % par ACCES INDUSTRIE.

La société MAROC ELEVATION a débuté son exploitation en octobre 2008.

En 2010, la société MAROC ELEVATION a poursuivi son développement grâce à l'ouverture d'une seconde agence à Tanger.

En 2014, le parc de machines destinées à la location de MAROC ELEVATION est resté relativement stable : aucune entrée de machine et cession de 13 machines. Le parc de machines destinées à la location évolue donc de 220 à 207 machines (dont 9 machines inactives).

Entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014, l'effectif de clôture de MAROC ELEVATION est resté stable à 14 salariés.

Le taux d'utilisation des machines est stable par rapport à 2013, passant de 49,0 % à 49,6 %.

Au cours de l'exercice 2014, 505 contrats ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 19 740 KDhs, alors que le chiffre d'affaires 2013 était de 20 112 KDhs pour 596 contrats.

La durée moyenne du contrat s'est encore allongée et est de 78,0 jours (60,2 jours en 2013).

Les prix moyens de location ont légèrement diminué à 825 Dirhams par jour en 2014 (835 Dhs en 2013), avec une valeur du contrat moyen d'environ 39 000 Dirhams (34 000 Dhs en 2013).

Le chiffre d'affaires reste stable sur les exercices 2012, 2013 et 2014 autour de 20 millions de dirhams. La concurrence est toujours active. Les retards de règlement des clients constatés lors des exercices précédents n'ont pas pu être rattrapés et les provisions pour clients douteux ont continué d'augmenter.

2.13 Événements importants survenus depuis le début de l'exercice 2015

A la connaissance de la société, il n'existe aucun litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité de la société ACCES INDUSTRIE.

3 RESSOURCES HUMAINES

3.1 Information sociales ACCES INDUSTRIE

3.1.1 Effectif et embauches

3.1.1.1 Effectif total au 31 décembre 2014

L'effectif total du Groupe ACCES INDUSTRIE était de 372 personnes au 31 décembre 2014 dont 355 en France.

3.1.1.2 Nouvelles initiatives de recrutement

ACCES INDUSTRIE a effectué 65 embauches.

Sur les 65 embauches, 48 ont été faites pour des remplacements et 17 sont liées à des créations de postes.

ACCES INDUSTRIE poursuit et renforce ses initiatives auprès des jeunes diplômés de gestion et d'universités, et ceux issus d'autres formations (techniques...) en leur proposant des stages en entreprise afin de leur permettre de découvrir les diverses facettes des métiers et de réfléchir sur le sens du travail, de se trouver en situation d'autonomie, en dehors de l'établissement scolaire. Les valeurs recensées lors de ces stages peuvent faire l'objet de futurs recrutements.

ACCES INDUSTRIE continue à développer son partenariat avec les différents CFAI. Cette collaboration permet à ACCES INDUSTRIE d'employer, au 31 décembre 2014, 10 contrats d'apprentissage et 2 contrats de professionnalisation.

3.1.1.3 Sorties chez ACCES INDUSTRIE

Sur l'année 2014, 97 personnes ont quitté l'entreprise; les motifs des sorties sont les suivants:

Motifs	Nombre de sorties 2014
Décès	0
Démission	30
Mutation (autre société groupe)	1
Fin Contrat Apprentissage	2
Fin CDD	6
Licenciement	14
Licenciement économique	9
Licenciement faute grave	1
Licenciement pour inaptitude non professionnelle	1
Fin période essai salarié	2
Fin période essai employeur	11
Rupture contrat apprentissage/ CDD employeur	1
Rupture anticipé CDD ou apprenti / salarié	0
Rupture commun accord CDD ou apprenti	3
Rupture conventionnelle	14
Rupture suite à convention de reconversion	1
Retraite	1
Total	97

3.1.1.4 Recours aux heures supplémentaires

Hormis les heures supplémentaires effectuées entre les 36 et 39^{ème} heures avec l'application du repos compensateur de 25 % suite à la loi des 35 heures, il n'y a pas d'heures supplémentaires effectuées au sein d'ACCES INDUSTRIE au-delà de la 39^{ème} heure.

3.1.1.5 Recours à l'intérim

En 2014, ACCES INDUSTRIE a eu recours à 17.5 heures d'intérim soit l'équivalent d'environ 0.01 salarié à temps complet.

3.1.2 Informations relatives aux plans de réductions des effectifs et de sauvegarde de l'emploi, aux efforts de reclassement, aux réembauches et aux mesures d'accompagnement

En 2014, ACCES INDUSTRIE a procédé à des licenciements économiques qui ont concerné 9 personnes.

3.1.3 Organisation du travail en France

ACCES INDUSTRIE applique les conventions collectives départementales et nationales de la Métallurgie.

3.1.3.1 Horaires

L'horaire hebdomadaire moyen affiché pour les salariés ETAM à temps plein est de 39 heures.

Les cadres ont des contrats de travail en forfait jours (soit 218 jours de travail par an).

Pour répondre à la demande de certains clients travaillant le soir ou les fins de semaine, ACCES INDUSTRIE a mis en place un régime d'astreintes validé par le comité d'entreprise en octobre 2009.

3.1.3.2 Durée du travail des salariés à temps partiel

Les collaborateurs qui ont fait le choix de travailler à temps partiel se retrouvent dans les catégories Employés, ouvriers et Agents de maîtrise.

Sur un effectif de 7 collaborateurs à temps partiel, la grande majorité travaille à 4/5ème, principalement dans le cadre de congés parentaux ou d'absences le mercredi.

La répartition des salariés à temps partiel est la suivante :

France	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Techniciens	Total
Homme					1	1
Femme		2	4			6
Total	0	2	4	0	1	7

3.1.3.3 Absentéisme par motif – France

	Total en % de la masse salariale
Maladie	1,95%
Accident de travail - trajet	0,53%
Maternité/Paternité	0,70%
Autres absences	0,14%
Total	3,31%

3.1.4 Evolution de l'emploi, des qualifications et de la formation en 2014 en France

3.1.4.1 Evolutions des carrières

Elles sont au nombre de 24 courant 2014 (contre 32 en 2013) et ont abouti aux changements suivants :

o Les promotions effectuées sur l'année 2014 sont au nombre de 11 :

- 4 Technico-commerciaux => Chefs d'agence
- 2 Chefs d'agence => Responsable de région
- 1 Chef d'atelier => Responsable Atelier Rénovation
- 1 Chauffeur => Exploitant Transport
- 1 Exploitant Transport => Responsable Plateforme Transport
- 2 Techniciens => Chefs d'atelier

o Mutations

La mobilité interne concerne 10 personnes :
10 mutations sont liées à des modifications de fonction :

- 1 Exploitant Transport => Chauffeur itinérant
- 1 Agent d'entretien => Chauffeur
- 1 Magasinier => Chauffeur itinérant
- 1 Chauffeur itinérant => Chauffeur
- 1 Technicien Itinérant => Technicien
- 1 Chauffeur => Chauffeur itinérant
- 4 Techniciens => Techniciens itinérants

3 mutations correspondent à de la mobilité géographique (même poste mais sur un autre établissement)

3.1.4.2 Les contrats de travail

France	Cadre	Maîtrise	Technicien	Employé	Ouvrier	Contrat pro	Apprenti	Total
Contrat à durée indéterminée	60	67	67	82	61			337
Contrat à durée déterminée			1	3	2			6
Contrat d'apprentissage							10	10
Contrat de professionnalisation						2		2
TOTAL	60	67	68	85	63	2	10	355

ACCES INDUSTRIE a eu recours aux contrats à durée déterminée pour accroissement d'activité ou remplacement de salariés en congés maternité, parental ou maladie

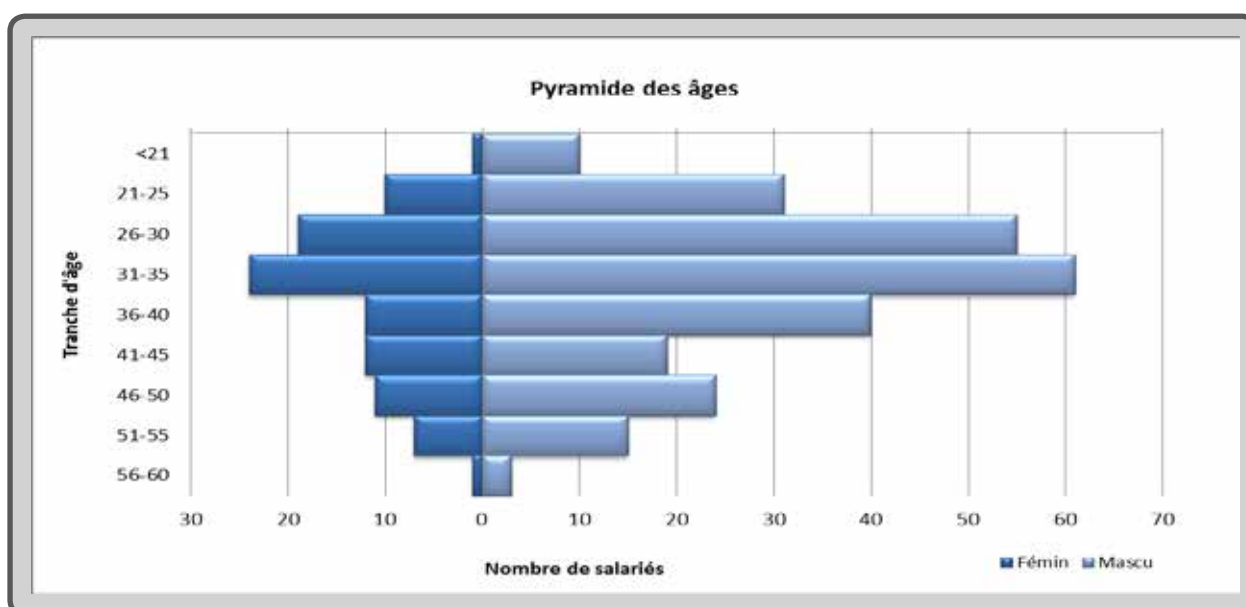
3.1.4.3 Situation comparée des Hommes et des Femmes

o Effectif

France	Cadres		Maîtrise		Techniciens		Employés		Ouvriers		Contrat Pro		Apprentis		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Contrat à durée indéterminée	52	8	54	13	67		17	65	55	6					337
Contrat à durée déterminée					1		3	2							6
Contrat d'apprentissage													9	1	10
Contrat de professionnalisation											1	1			2
TOTAL	52	8	54	13	68	0	17	68	57	6	1	1	9	1	355

o Pyramide des âges

France	Cadres		Maîtrises		Techniciens		Employés		Ouvriers		Contrats Pro		Apprentis		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
- 21 ans					1		1				1		7	1	11
De 21 à 25 ans	1				23		2	9	3			1	2		41
De 26 à 30 ans	7		17	3	16		8	16	7						74
De 31 à 35 ans	14	1	17	2	12		4	20	14	1					85
De 36 à 40 ans	16	1	10	3	6		1	7	7	1					52
De 41 à 45 ans	5	3	3	2	1			6	10	1					31
De 46 à 50 ans	6	3	3	1	4		1	5	10	2					35
De 51 à 55 ans	3		4	2	4			4	4	1					22
De 56 à 60 ans					1			1	2						4
De 61 à 65 ans															0
TOTAL	52	8	54	13	68	0	17	68	57	6	1	1	9	1	355



o Durée et organisation du travail

France	Hommes	Femmes	TOTAL
Contrat à durée déterminée	3	3	6
Contrat à durée indéterminée	245	92	337
Contrat d'apprentissage	9	1	10
Contrat de Professionnalisation	1	1	2
TOTAL	258	97	355

3.1.5 Politique de rémunération

3.1.5.1 Charges salariales

La masse des salaires bruts d'ACCES INDUSTRIE est de 10 987 K€ au 31 décembre 2014.

3.1.5.2 Charges patronales

Le montant annuel des charges patronales 2014 était de 4 655 K€ ce qui représente une baisse de 1.09 % par rapport à l'année précédente.

3.1.5.3 Application du titre IV du livre IV du Code du Travail

o Intéressement

L'intéressement est un dispositif encadré par la loi mais à caractère facultatif. Il a été mis en place dans le cadre d'un accord d'entreprise pour la France. Accès Industrie a signé un accord d'intéressement le 8 Juin 2006, modifié par l'avenant du 29 Juin 2006.

ACCES INDUSTRIE a signé un nouvel accord d'intéressement le 23 avril 2012 pour les années 2012, 2013 et 2014.

Les résultats de la société en 2014 ne permettent pas de dégager de prime d'intéressement. Aucune prime d'intéressement n'avait été versée au titre de l'année 2013.

o Participation

Conformément à l'Article L.444-2 du Code du Travail, visant les entreprises employant habituellement au moins cinquante salariés, la société est tenue de faire participer ses salariés aux résultats de l'entreprise. La participation est liée aux résultats de l'entreprise, elle existe en conséquence dans la mesure où ces derniers permettent de dégager une réserve de participation positive. Un accord de participation a été signé au mois de Juin 2006. Un avenant à cet accord a été signé le 30 avril 2010 donnant la possibilité à chaque bénéficiaire de disposer directement de sa participation, ou de la placer sur le Plan Epargne Entreprise.

ACCES INDUSTRIE ne versera pas en 2015 de réserve spéciale de participation au titre de l'année 2014. Il n'y a pas eu de réserve spéciale de participation versée en 2014 au titre de l'année 2013.

o Plan Epargne d'Entreprise

Un avenant au plan d'épargne entreprise ouvert auprès d'une organisation bancaire le 16 avril 2007, a été conclu le 19 mai 2008 avec pour objet de modifier les modalités de gestion des sommes provenant de l'intéressement et de la participation.

Un second avenant a été signé le 30 Avril 2010 afin de rajouter dans les choix de placement, un Fond Commun de Placement Entreprise « Solidaire ». De ce fait, le PEE est constitué de quatre Fonds Communs de Placement Entreprise (FCPE).

3.1.6 Relations professionnelles

Au 31 décembre 2014, la composition est la suivante :

o Composition du Comité d'Entreprise en 2014

Cadres, (Titulaires)	1
Agents de maîtrise et techniciens (Titulaires)	1
Employés / Ouvriers (Titulaires)	2
Nombre de représentants titulaires	4
Nombre de représentants suppléants	4

o Nombre de réunions du Comité d'entreprise

Le Comité d'Entreprise chez ACCES INDUSTRIE s'est réuni 9 fois courant 2014.

3.1.6.1 Conditions d'hygiène et de sécurité

La démarche Santé/Sécurité s'inscrit dans une démarche d'ensemble, conduite en étroite collaboration avec les médecins du travail et le CHSCT. Dans cette optique, Accès Industrie se réunit avec le CHSCT une fois tous les trimestres pour faire une étude sur les accidents du travail du trimestre écoulé, établir un programme de travail pour le trimestre à venir et de ce fait, faire évoluer le document unique.

Les principaux axes de travail de l'année 2014 ont été les suivants :

- o Mise en place d'une organisation au sein du CHSCT pour effectuer à chaque accident, l'arbre des causes
- o Réflexion sur la refonte du document unique afin que nous ayons un Document Unique par site afin de répondre à nos obligations légales et puissions prendre en compte plus précisément l'ensemble des risques auxquels les salariés sont exposés.

La somme investie par Accès Industrie au titre des équipements de protections individuelles, les pharmacies, chaussures, combinaisons, gants, protections auditives et autres, est de 27 484 euros (contre 36 000 euros en 2013).

Dans notre plan de formation 2014, nous avons également intégré des formations liées à la sécurité au travail telles que la sureté aéroportuaire, les permis pistes pour pouvoir accéder aux aéroports de Paris, FCO (Formation Continue Obligatoire), GSI Niveau 1 et 2 qui permettent à nos salariés d'intervenir sur des sites chimiques et industriels, la délégation fonction sécurité pour les nouveaux chefs d'agence et des formations initiales Sauveteurs Secouristes du travail ainsi que les recyclages SST. Nous avons également formé l'ensemble des RTR et quelques personnes du siège et du SAV à la réalisation du Document Unique

Ces formations ont concerné 106 personnes (contre 87 en 2013) pour un montant de 27 976 euros (21 490 euros en 2013).

3.1.7 Formation

3.1.7.1 Pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue en 2014

Montant consacré à la formation (en €)	245 575
% de la masse salariale	2,24%

3.1.7.2 Nombre de personnes formées

En 2014, le nombre de personnes formées s'élève à 427 personnes, ce qui représente 120 % de l'effectif.

3.1.7.3 Nombre d'actions de formation

En 2014, le nombre d'actions de formation est au nombre de 170.

3.1.7.4 Nombre d'heures de formation

En 2014, le nombre d'heures de formation s'élève à 11 973 heures.

3.1.8 Emploi des travailleurs handicapés

ACCES INDUSTRIE s'inscrit depuis longtemps dans une démarche d'intégration des personnes handicapées dans l'entreprise. Relativement à l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.5212-2 du code du travail, elle a employé en 2014, 12 personnes déclarées « travailleurs handicapés » (11 en 2013) soit 7.57 ETP en 2014 contre 11.26 ETP en 2013.

4 INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

4.1 Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires

o Monsieur Daniel DUCLOS

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Président du Directoire Membre du Directoire
A.T.J.	SAS	Président
A.T.N.	SA	Président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Administrateur
SCI de pesselssis	SCI	Gérant
EURL IMMO AD	SARL	Gérant
EURL IMMO TD	SARL	Gérant

o Monsieur Pascal MEYNARD

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Administrateur
SCI SOLANI	SCI	Gérant
SCI THARI	SCI	Gérant
SCI MIRHA	SCI	Gérant
SCI PARIZ	SCI	Gérant
SCI PICTUR	SCI	Gérant

o Monsieur Eric LACOMBE

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Société étrangère	Liquidateur
ACCES INDUSTRIE Portugal SA	Société étrangère	Liquidateur
A.T.N.	SA	Vice-Président du Conseil de surveillance Membre du conseil de surveillance
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Représentant permanent de la société ACCES INDUSTRIE, membre du Conseil d'administration
ROUTABOUL	SARL	Gérant
SCI D'ARQUES	SCI	Gérant

o **Monsieur Juan Francisco AGREDANO HERERRA**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Directeur Général Membre du Directoire
MAROC ELEVATION	Société étrangère	Président du Conseil d'Administration
GOING UP	Société étrangère	Administrateur

o **Monsieur Lionel MESTRE**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
FINANCIERE SERNAM	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ADIT	SA	représentant de BCP

o **Monsieur Pierre COSTES**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
VSSA HOLDING	SAS	Vice-président du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
FINANCIERE GIRAUD INTERNATIONAL	SA	Administrateur
VIRGIN STORES	SA	Vice-Président du Conseil de surveillance
ADIT	SA	Administrateur
ANOV France	SAS	Administrateur
CHRISTIAN BERNARD	SAS	Représentant BCP

o **Madame Françoise DUCLOS**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Vice-Présidente du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance
QUAI 36	SARL	Gérante
EURL IMMO FD	SARL	Gérante

o **BUTLER CAPITAL PARTNERS**

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de surveillance
ACCES INVESTISSEMENT	SAS	Président
COLFILM	SAS	Membre du Comité de Surveillance
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	SAS	Président
FINANCIERE sernam	SAS	Membre du Conseil de surveillance
Holding sports & evenements	SA	Administrateur
VIRGIN STORES	SA	Membre du Conseil de Surveillance
VSSA Holding	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
GROUPE PARTOUCHE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ADIT	SA	Administrateur
ANOV France	SAS	Administrateur
ANOV EXPANSION	SAS	Administrateur
CHRISTIAN BERNARD	SAS	Membre du Conseil de Surveillance

o Monsieur Walter BUTLER

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Représentant permanent de BCP,
ACCES INVESTISSEMENT	SAS	Représentant permanent de BCP
AMSTAR ENTREPRISES	SARL	Gérant
BULTER CAPITAL PARTNERS	SA	Président-Directeur général
ADIT	SA	Administrateur
COLFILM	SAS	Représentant permanent de BCP
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	SAS	Représentant permanent de BCP
HOLDING SPORTS & EVENEMENTS	SA	Représentant permanent de BCP au Conseil d'administration,
ECONOCOM	SA BELGE	Administrateur
NEXIS FIBERS HOLDING	SOCIETE SUISSE	Président
Societe civile immobiliere 30 ALBERT 1er	SCI	Gérant
Virgin stores	SA	Représentant permanent de BCP au Conseil de surveillance,
VSSA Holding	SAS	Représentant permanent de BCP au Conseil de surveillance,
GROUPE PARTOUCHE	SA	Membre du Conseil de Surveillance
ANOV EXPANSION	SAS	Président-Directeur général Président du Conseil d'Administration
ANOV FRANCE	SAS	Représentant permanent de BCP
WB FINANCE ET PARTENAIRES	SA	Président-Directeur général
BUTLER INVESTMENT MANAGERS LIMITED	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER MANAGEMENT LIMITED	UK LIMITED COMPANY	Director
BML BELGIUM		Administrateur
WB DEBT PARTNERS	SA	PDG
CORUM ASSET MANAGEMENT	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
EDEN INNOVATIONS	SAS	Président de SAS
DOC	SASU	Président de SAS
BST BUTLER TECHNOLOGIES	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER SAFE TECHNOLOGIES UK	UK LIMITED COMPANY	Director
BUTLER SAFE TECHNOLOGIES (suisse)	SA SUISSE	Président du Conseil d'Administration
SAFETIC AG	SA ALLEMANDE	Président du Supervisory Board

o IRDI – INSTITUT REGIONAL DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MIDI-PYRENEES

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Membre du Conseil de surveillance
FAM	SA	Administrateur
INTELLAGRI	SA	Administrateur
INTELLAGRI	SA	Membre du Comité d'investissement
MP croissance	SA	Administrateur
PALUMED	SA	Administrateur
Financière GLC	SAS	Membre du Conseil de surveillance
IRDINOV	SAS	Membre du Conseil de surveillance
MIDI PYRENEES EXPANSION	Association	Administrateur
FINAERO	SA	Censeur

o Monsieur Marc BRES - PINTAT

Sociétés	Forme de la société	Mandats
ACCES INDUSTRIE	SA	Représentant permanent de la société IRDI Membre du Conseil de surveillance
FINAERO	SA	Représentant permanent de la société IRDI Censeur

4.2 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 31 décembre 2014, aux mandataires sociaux par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce.

4.2.1 Directoire

Tableau 1

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et des actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

Mandataire social	Exercice 2014	Exercice 2013
Daniel DUCLOS Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	318 750 €	318 750 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal MEYNARD Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	162 500 €	162 500 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Eric LACOMBE Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	162 500 €	162 500 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Marc CHEMINEAU Membre du directoire(révoqué en janvier 2014)		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	22 228 €	156 250 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Juan Francisco AGREDANO HERRERA Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	néant	néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

Tableau 2

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Daniel Duclos	Exercice 2014	Exercice 2013
Président du Directoire		
Rémunération fixe	255 000 €	255 000 €
Rémunération variable	63 750 €	63 750 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	318 750 €	318 750 €
Pascal Meynard		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	130 000 €	130 000 €
Rémunération variable	32 500 €	32 500 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	162 500 €	162 500 €
Eric Lacombe		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	130 000 €	130 000 €
Rémunération variable	32 500 €	32 500 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	162 500 €	162 500 €
Marc CHEMINEAU		
Membre du directoire (cessation de fonction en 2014)		
Rémunération fixe	5 682 €	125 000 €
Rémunération variable	16 546 €	31 250 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	22 228 €	156 250 €
Juan Francisco AGREDANO HERRERA		
Membre du directoire		
Rémunération fixe	0 €	0 €
Rémunération variable		
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	0 €	0 €

Tableau 3 : Jetons de Présence

Les dirigeants mandataires sociaux n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Tableau 4 :

Options de souscription ou achat d'actions attribuées durant l'exercice

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de Commerce, le rapport spécial faisant apparaître les attributions d'actions gratuites figure en Annexe 2 du présent rapport.

Tableau 6 : Actions de performance et Tableau 7 :

Actions de performance disponibles

La société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux dirigeants mandataires en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantage en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages
Daniel DUCLOS	Président du Directoire	Président	255 000 €	63 750 €	Néant	15 431,82 €
Pascal MEYNARD	Membre du Directoire	Directeur développement commercial	130 000 €	32 500 €	Néant	8 248,08 €
Eric LACOMBE	Membre du Directoire	Directeur financier	130 000 €	32 500 €	Néant	8 248,08 €
Marc CHEMINEAU	Membre du Directoire	Directeur des Opérations	5 682 €	16 546 €	Néant	1 655,02 €
Juan Francisco AGREDANO HERRERA	Membre du Directoire	Directeur des Opérations	- €	- €	Néant	- €
Total			520 682 €	145 296 €	Néant	33 583,00 €

En cas de révocation de sa fonction de Président du Directoire, Monsieur Daniel DUCLOS percevra le versement d'une indemnité forfaitaire égale à la somme des rémunérations brutes perçues par lui au titre des vingt-quatre derniers mois précédant sa révocation sans que cette indemnité puisse être inférieure à cinq cent dix mille euros.

En cas de licenciement par la société, Messieurs Pascal MEYNARD et Eric LACOMBE percevront le versement d'une indemnité de départ d'un montant égal à la somme des rémunérations brutes perçues par eux au titre des douze derniers mois précédant leur licenciement sans que cette indemnité ne puisse être inférieure à cent trente mille euros.

En cas de révocation de leurs fonctions de Directeurs Généraux, Messieurs Pascal MEYNARD et Eric LACOMBE percevront également une indemnité de départ d'un montant égal à la somme des rémunérations brutes perçues par eux au titre de leur contrat de travail et au cours des douze derniers mois précédant leur révocation en qualité de Directeur généraux sans que cette indemnité ne puisse être inférieure à cent trente mille euros.

Un dirigeant, membre du Directoire, a démissionné de ses mandats le 21 janvier 2015.

Les indemnités liées à la rupture du contrat de travail ont été provisionnées dans les comptes 2014 ; aucune indemnité ne lui est due au titre de ses mandats sociaux.

4.2.2 Le Conseil de surveillance

Mandataires	Rémunérations fixe brute en €	Rémunérations variables en €	Jetons de présence en €	Avantages en nature en €
Pierre COSTES	- €	- €	- €	- €
Françoise DUCLOS	- €	- €	- €	- €
Walter BUTLER (BCP)	- €	- €	- €	- €
Lionel MESTRE	- €	- €	- €	- €
Marc BRES - PINTAT (IRDI)	- €	- €	- €	- €

Nous vous précisons qu'aucun membre du conseil de surveillance n'est attributaire de stock-option.

4.3 Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la société

Conformément à l'article 223-26 du règlement général de l'AMF, nous vous présentons un état récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621.18-2 du code monétaire et financier réalisées au cours du dernier exercice :

Néant

5 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL ET A L'ACTIONNARIAT

5.1 Capital social

Le capital social, au 31 décembre 2014, s'élève à 1 812 869,40 €, divisé en 6 042 898 actions d'un nominal de 0,30 €.

5.2 Historique des variations du capital social

Date	Opération	Variations de capital	Capital après opération	Nb actions après opération	Nominal de l'action
15/12/98	Création de la Société	F 250 000	F 250 000	2 500	F 100
12/10/99	Augmentation de capital suite à apport partiel d'actif	F 29 750 000	F 30 000 000	300 000	F 100
23/12/99	Augmentation de capital en numéraire	F 5 928 800	F 35 928 800	359 288	F 100
29/12/00	Augmentation de capital suite à exercice de bons en numéraire	F 4 071 200	F 40 000 000	400 000	F 100
	Augmentation de capital en numéraire	F 2 000 000	F 42 000 000	420 000	F 100
	Augmentation de capital par incorporation de prime d'émission et augmentation de valeur nominale	F 2 080 310	F 44 080 310	420 000	F 104,95
29/12/00	Conversion de la valeur nominale en euros	NA	€ 6 720 000,00	420 000	€ 16,00
06/04/01	Division de la valeur nominale par 16	NA	€ 6 720 000,00	6 720 000	€ 1,00
03/05/01	Emission de 1 300 000 actions mises à la disposition du public dans le cadre de l'introduction au second marché	€ 1 300 000	€ 8 020 000,00	8 020 000	€ 1,00
05/06/01	Exercice par le Crédit Lyonnais de bons de souscription d'actions	€ 222 750	€ 8 242 750,00	8 242 750	€ 1,00
29/03/06	Réduction du capital social par annulation d'actions acquises dans le cadre de rachats d'actions	-509 382	€ 7 733 368,00	7 733 368	€ 1,00
07/04/06	Réduction du capital social par réduction de la valeur nominale des actions	-7 578 700,64	€ 154 667,36	7 733 368	€ 0,02
07/04/06	Augmentation de capital en numéraire (réservée à FAI)	€ 748 000	€ 902 667,36	45 133 368	€ 0,02
07/04/06	Augmentation de capital en numéraire (réservée à BCP)	€ 587 383,12	€ 1 490 050,48	74 502 524	€ 0,02
10/07/06	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 42 083,30	€ 1 532 133,78	76 606 689	€ 0,02
04/01/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 21 883,16	€ 1 554 016,94	77 700 847	€ 0,02
21/05/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 67 385,34	€ 1 621 402,28	81 070 114	€ 0,02
23/07/07	Augmentation de capital suite à exercice des BSA	€ 113 185,14	€ 1 734 587,42	86 729 371	€ 0,02
18/12/07	Augmentation du capital en numéraire (réservée à BCP)	€ 0,58	€ 1 734 588,00	86 729 400	€ 0,02
18/12/07	Regroupement des actions	NA	€ 1 754 704,80	5 781 960	€ 0,30
25/07/08	Augmentation du capital par attribution d'actions gratuites	€ 20 116,80	€ 1 754 704,80	5 849 016	€ 0,30
25/08/10	Annulation d'actions dont l'affectation initiale est devenue caduque	€ 16 480,50	€ 1 738 224,30	5 794 081	€ 0,30
31/07/14	Augmentation du capital par attribution d'actions gratuites	€ 74 645,10	€ 1 812 869,40	6 402 898	€ 0,30

5.3 Attribution d'actions gratuites

Plan d'attribution 2006

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 29 mars 2006, le Directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé en début d'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 221 actions.

La totalité des actions gratuites ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	29/03/06
Date d'attribution des actions	16/06/06
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions attribuées (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions attribuées (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1 ^{ère} échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre d'actions émises le 31/07/14 pour acquisition de la 4 ^{ème} échéance	150 874
Nombre maximal d'actions restant à acquérir (après regroupement)	0

Plan d'attribution 2010

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

La totalité des actions gratuites ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25-mai-10
Date d'attribution des actions	16-juin-10
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions attribuées	114 783
Nombre d'actions émises le 31/07/14 pour acquisition de la 4 ^{ème} échéance	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	0

5.4 Conditions statutaires auxquelles sont soumises les modifications du capital et des droits sociaux

Outre les déclarations de franchissements de seuils prévus par l'article L. 233-7 du Code de Commerce, toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir, directement ou indirectement au sens des articles L. 233-9 et L. 233-10 du Code de commerce, un nombre de titres représentant une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société, dans un délai de quinze jours à compter du jour où chacun des seuils est atteint, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.

L'obligation déclarative ci-dessus s'entend pour toute fraction de 2,5 % du capital à compter du premier seuil de 2,5 % et cesse d'être exigée au-delà d'une participation de 33 1/3 % du capital.

A défaut d'avoir été régulièrement déclaré dans les conditions qui précèdent, et si la demande en est faite (et consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale) par un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5 % au moins du capital social ou des droits de vote, les actions dont la détention aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions fixées par la loi.

5.5 Identité des principaux actionnaires de la société

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, il est précisé l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote.

Principaux actionnaires au 31/12/2014	% du capital	% des droits de vote
Financière Accès Industrie	77,56%	85,11%
IRDI	2,86%	3,14%

6 INFORMATIONS DIVERSES

6.1 Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte que l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2014, est inférieure à 3 %.

6.2 Operations effectuées par la société sur ses propres actions

Contrat de liquidité :

Dans le cadre de ce contrat, la société a déposé au crédit de son compte chez ODDO le montant de 50 K€.

Les mouvements d'actions sur l'exercice 2014 au titre de ce contrat de liquidité se sont montés à :
7 546 actions achetées au cours moyen de 2,7084 €.
8 305 actions vendues au cours moyen de 2,7137 €.

Au mois de Février 2014, le solde de 23 K€ a été remboursé par la société ODDO et le contrat a été résilié.

Mandat de rachat :

Un mandat de rachat d'action propre a été souscrit le 4 juillet 2013.

La société a déposé chez ODDO, la somme de 75 K€.

Le nombre d'actions rachetées sur l'année 2014 est de 728 actions valorisées au coût d'achat unitaire (CMUP), soit un total de 10 501 actions valorisées pour 23 K€.

Toutes les actions propres détenues par la société ont fait l'objet d'une distribution dans le cadre des deux plans d'attribution d'actions gratuites existants en 2006 et 2010 (cf note 5.3).

6.3 Renouvellement d'autorisations diverses

Il est proposé à l'assemblée générale de renouveler les diverses autorisations préalablement données.

6.4 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices figure en Annexe 1 du présent rapport.

6.5 Délégations en cours de validité consenties par l'assemblée des actionnaires au directoire

Le tableau figure en Annexe 3 du présent rapport.

Fait à Tonneins,
le 31 mars 2015

Le Directoire





CAVERNE DU PONT D'ARC

Copie des grottes de Chauvet

Accès Industrie a loué sur ce chantier plus de 30 nacelles représentant 450 jours de location. Ce chantier est toujours en cours.



Comptes & Annexe

Consolidés

au 31 décembre 2014



Photo : www.passerelles.patrimoines-ardeche.com

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2014	31.12.2013
Actifs immobilisés - actifs non courants			
Ecarts d'acquisition		0	0
Immobilisations incorporelles	5	2 411	2 457
Immobilisations financées par crédit bail	6	8 029	7 226
Autres Immobilisations corporelles	7	77 398	84 277
Immobilisations financières	8	1 279	1 086
Créances d'impôt sur les résultats			
Total immobilisé		89 117	95 046
Créances diverses - actifs courants			
Stocks et en-cours	9.1	1 105	1 531
Clients et autres débiteurs	9.2	13 531	16 164
Créances d'impôt sur les résultats	15	5 473	5 409
Comptes de régularisation		2 456	2 169
Trésorerie	10	2 453	2 211
Actifs circulants		25 018	27 484
TOTAL DES ACTIFS		114 135	122 530

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2014	31.12.2013
Capitaux propres			
Capital	11	1 813	1 738
Primes d'émission	11	14 809	14 809
Actions propres	11	0	-32
Réserves consolidées	11	23 392	28 291
Ecarts de conversion		0	26
Résultat de l'exercice	11	-3 306	-4 808
Intérêts minoritaires	11	0	0
Total capitaux propres	11	36 708	40 024
Dettes			
Provisions	12	367	307
Dettes financières	13	66 203	71 112
Fournisseurs et autres créditeurs	14	10 851	11 004
Dettes d'impôt sur les résultats	15	6	83
Total dettes		77 427	82 506
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		114 135	122 530

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	31.12.2014	31.12.2013
Ventes de marchandises / Produits		27	22
Prestations de services		51 437	56 206
Chiffre d'affaires		51 464	56 228
Reprises amort.et prov.d'exploitation		1 830	2 144
Autres produits		189	143
Achats consommés		-2 998	-3 882
Autres achats et charges externes	16	-18 677	-20 975
Charges de personnel	17	-15 166	-15 646
Impôts et taxes		-1 219	-1 235
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	-13 873	-14 344
Autres charges	19	-953	-1 417
Résultat d'exploitation		597	1 016
Produits financiers	21	73	19
Charges financières	21	-3 066	-3 306
Résultat financier	21	-2 993	-3 287
Résultat courant avant impôt		-2 396	-2 271
Produits exceptionnels	22	35	96
Charges exceptionnelles	22	-1 003	-3 783
Résultat exceptionnel	22	-968	-3 687
Résultat avant impôt		-3 364	-5 958
Impôts	15	58	1 149
RESULTAT DE L'EXERCICE		-3 306	-4 809
Dont attribuable au Groupe		-3 306	-4 808
Dont Intérêts minoritaires		0	-1
Résultat net par action en euros	23	-0,561	-0,832
Résultat net par action dilué en euros	23	-0,561	-0,832

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Capital émis	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31/12/2012	1 738	14 809	-32	29 023	-746	44 792	1	44 793
Affectation du résultat 2012				-746	746	0		0
Résultat 2013					-4 808	-4 808	-1	-4 809
Acquisition/cession d'actions propres						0		0
Divers				40		40		40
Au 31/12/2013	1 738	14 809	-32	28 317	-4 808	40 024	0	40 024
Affectation du résultat 2013				-4 808	4 808	0		0
Résultat 2014					-3 306	-3 306		-3 306
Attribution d'actions gratuites			32	-32		0		0
Augmentation de capital	75			-75		0		0
Divers				-10		-10		-10
Au 31/12/2014	1 813	14 809	0	23 392	-3 306	36 708	0	36 708

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net des sociétés intégrées		-3 306	-4 757
+/- dotations nettes aux amortissements et provisions	18	12 366	13 110
+/- plus ou moins valeurs de cession, nettes d'impôt		432	1 310
+/- variation des impôts différés	15	-141	-812
<i>Marge brute d'autofinancement</i>		9 351	8 851
+/- variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		987	2 207
Flux net de trésorerie généré par l'activité		10 338	11 058
- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	5 et 6	-7 519	-8 133
+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 et 6	2 331	3 064
- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	8.1	-250	-73
+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	8.1	58	216
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-5 380	-4 926
+ augmentation de capital		0	0
+/- rachat et revente d'actions propres	11.1	-8	0
+ encaissements liés aux nouveaux emprunts (1)	13.1	1 316	5 845
- remboursements d'emprunts	13.1	-4 500	-12 466
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-3 192	-6 621
+/- incidence des variations des cours des devises			
Variation de trésorerie		1 766	-489
Trésorerie d'ouverture		-3 393	-2 904
Trésorerie de clôture (2)		-1 627	-3 393

(1) Dont acquisitions d'immobilisations financées par crédit-bail : 1316 K€

(2) cf. note 10 sur la composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

NOTE 1

Informations relatives au Groupe

1.1 Faits marquants de l'exercice

Endettement

Les conditions de l'endettement ont été renégociées. Les négociations avec le syndicat bancaire et le créancier obligataire ont abouti à un protocole de conciliation le 15/12/2014. Ces nouvelles conditions ont pour effet de réduire le coût de la dette, à la fois

- o en principal avec une réduction du montant des échéances
- o en intérêts avec une diminution du spread bancaire et du taux des obligations.

Les montants remboursés au cours de l'exercice se sont élevés à

- 1 350 K€ pour la dette obligataire
- 1 400 K€ pour le crédit syndiqué

1.2 Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe n'a été relevé.

Les avenants au contrat de crédit liés à la renégociation de la dette évoquée dans le point précédent ont été signés le 05/02/2015.

NOTE 2

Principes et méthodes comptables

2.1 Principes de préparation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'Euros sauf indication contraire.
Les règles et méthodes comptables appliquées par la société ACCES INDUSTRIE sont conformes au règlement du Comité de Réglementation Comptable n° 99-02.

2.2 Principes comptables

2.2.1 Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Concernant MAROC ELEVATION, la filiale marocaine du Groupe, celle-ci dispose d'une autonomie économique et financière et est donc considérée comme étant autonome du point de vue des critères généraux de conversion. Sa monnaie fonctionnelle est donc celle dans laquelle elle tient ses comptes localement : le Dirham (MAD).

2.2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

2.2.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût d'achat. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements.

Les immobilisations incorporelles générées en interne (coûts de développement de logiciels et de refonte du site internet du Groupe), sont capitalisées et les dépenses engagées sont comptabilisées en immobilisation.

Les amortissements sont pratiqués en fonction de la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations dont les principales sont les suivantes :

- Logiciels et progiciels 3 à 5 ans
- Marque non amortie (durée de vie indéfinie)

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

2.2.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ces coûts d'acquisition incluent le coût de remplacement d'une partie de l'actif lorsqu'ils sont encourus, si les critères de comptabilisation à l'actif sont satisfaits. Les amortissements sont pratiqués en fonction de la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement en fonction des catégories de biens sont les suivantes :

Nature de biens	Durée d'amortissement	Prise en compte valeur résiduelle
- Constructions et ouvrages assimilés	30 ans	Non
- Menuiseries extérieures	25 ans	Non
- Chauffages collectifs	25 ans	Non
- Chauffages individuels	15 ans	Non
- Etanchéités	15 ans	Non
- Ravalements avec amélioration	15 ans	Non
- Electricités	25 ans	Non
- Plomberies sanitaires	25 ans	Non
- Ascenseurs	15 ans	Non
- Matériels destinés à la location	10 à 18 ans	Oui (10% ou 15% Valeur Brute)
- Autres matériels et outillages	5 ans	Non
- Matériels de transport – automobiles	4 ans	Non
- Matériel de transport – tracteurs routiers, remorques, VU	7 ans	Non
- Matériels de bureau, informatique et mobilier	3 - 5 ans	Non

Les durées d'utilisation des constructions et agencements sont conformes à la réglementation applicable au secteur HLM.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont calculés sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers des machines (catégorie « Matériels destinés à la location »), les valeurs résiduelles sont nulles.

Les durées d'utilité initiales et résiduelles des actifs sont revues à chaque clôture et ajustées si nécessaire.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif ; le résultat de cette décomptabilisation est inscrit aux postes « Autres produits » ou « Autres charges » du compte de résultat consolidé selon que ce résultat se traduit par un gain ou par une perte.

L'ensemble du matériel destiné à la location (nacelles et chariots) est amorti sur une durée de 10 ans à 18 ans et sur 85% ou 90 % de sa valeur brute (après prise en compte d'une valeur résiduelle de 15% ou 10 % de la valeur brute en fin de période d'amortissement).

Les coûts de rénovation engagés sur du matériel destiné à la location arrivant en fin de durée d'amortissement et permettant une augmentation probable de sa durée de vie sont inscrits en immobilisation.

Les acquisitions d'immobilisations effectuées sous forme de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif lorsque ces contrats ont pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien. La dette résultant de ce type d'acquisition est constatée en dettes financières.

2.2.2.3 Perte de valeur

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a perdu de la valeur. Si une telle indication existe, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée selon un plan d'affaires ne comprenant pas d'augmentation de capacités ni de restructurations futures.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Appréciation de la marque :

Une appréciation est effectuée, à chaque date de clôture, pour vérifier s'il existe une indication de perte de valeur des actifs d'exploitation, déterminée lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur comptable. La valeur d'usage des actifs, est déterminée par les flux nets futurs de trésorerie, établis pour refléter la meilleure estimation de nos réalisations attendues de façon cohérente avec les budgets et les plans, qui sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les dépréciations constatées sur des activités qui se poursuivent sont comptabilisées en résultat dans la catégorie des charges appropriée compte tenu de la fonction de l'actif déprécié.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. La valeur comptable augmentée suite à une reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

2.2.3 Actifs financiers

Sont considérés comme étant des éléments financiers :

- les immeubles de placement et les fonds sur contrats de liquidités, regroupés dans le poste « créances financières »,
- les prêts accordés,
- les dépôts et cautionnements.

2.2.4 Actions propres

Les actions propres sont déduites des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

2.2.5 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Une provision est constatée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur nette comptable.

2.2.6 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur historique.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constatée lorsqu'il devient probable qu'une créance ne pourra pas être encaissée en totalité. La dépréciation est constatée en perte au compte de résultat.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme (ayant une échéance de moins de trois mois), liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan correspond à la trésorerie telle que définie ci-dessus.

2.2.8 Impôts

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées ainsi que certains reports d'imposition existant dans les comptes sociaux peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité.

Ces différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Les impôts différés actifs ne sont généralement constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une forte probabilité de pouvoir récupérer cet impôt. Ainsi, ne sont comptabilisés des impôts différés actifs, notamment sur le report en avant des pertes fiscales non utilisées où il est probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de le recouvrer.

En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements deviennent certains.

2.2.9 Avantages au personnel

Les seuls avantages au personnel du Groupe ACCES INDUSTRIE portent sur les engagements de retraites. Ces derniers sont d'un montant peu significatif et le Groupe ne dispose pas d'actifs en couverture de ces engagements.

2.2.9.1 Indemnités de fin de carrière :

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite, prévoyance et frais médicaux. En France, chaque employé bénéficie d'une indemnité de fin de carrière. Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale du pays, de l'activité et des pratiques historiques de la filiale concernée.

Au-delà des régimes de bases, les régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce dernier cas totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (actions, obligations, contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

Les engagements de départ en retraite sont calculés annuellement conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie. La méthode utilisée est celle des unités de crédits projetées ; elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié.

Les hypothèses d'évaluation sont :

- Départ à l'initiative du salarié.
- Âge de départ à la retraite : selon l'année de naissance de chaque salarié conformément à la législation (67 ans).
- Rémunération en fin de carrière calculée à partir des rémunérations actuelles en intégrant une réévaluation annuelle de 2 % pour les cadres et de 1,5 % pour les non cadres.
- Taux de charges sociales : 45 % pour les Etam et 47 % pour les cadres
- Turn-over : fort pour les cadres et fort pour les non cadres.
- Table de mortalité : Insee 2010.
- Taux actualisation : taux des OAT sur 10 ans, soit 0,84 % au 31/12/2014.
- Convention collective : métallurgie.

2.2.9.2 Indemnités en cas de révocation et/ou de rupture du contrat de travail des membres du Directoire, à l'initiative de l'employeur :

Un dirigeant, membre du directoire a démissionné le 21 janvier 2015. Aucune indemnité ne lui est due au titre de son mandat de membre du directoire et de Directeur Général ; les indemnités dues au titre de son contrat de travail ont été provisionnées dans les comptes de l'exercice 2014.

2.2.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total du montant provisionné, le remboursement est comptabilisé en produit uniquement si le remboursement est quasi-certain.

2.2.11 Prêts et emprunts

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à la valeur du montant reçu. Les coûts de transaction directement attribuables sont inscrits en compte de charge à répartir.

Ces coûts sont étalés en fonction des caractéristiques de l'emprunt.

2.2.12 Produits des activités ordinaires

L'activité du Groupe ACCES INDUSTRIE consiste en la location de machines élévatrices. Les produits d'activité sont constitués des loyers perçus, ainsi que de la facturation de prestations complémentaires (transport, assurance, entretien et réparation, carburant).

2.2.13 Résultat par action

Le résultat net de base par action présenté en pied de compte de résultat est issu du rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de ce même exercice, hors actions propres.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté afin de prendre en compte l'effet dilutif des instruments financiers émis par ACCES INDUSTRIE.

Le détail du calcul du résultat par action est exposé en note 23.

2.3 Changement d'estimation

Aucun changement d'estimation n'est intervenu en 2014. Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué sur les comptes 2014.

2.4 Méthodes de consolidation

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse. Les sociétés contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale.

Toutes les transactions internes significatives sont éliminées en consolidation. Les pertes internes ne sont éliminées qu'à condition que la valeur des éléments d'actifs cédés ne soit pas supérieure à la valeur recouvrable de ces éléments.

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part de résultat et d'actif net. Ils sont présentés séparément au compte de résultat et séparément de la part revenant au Groupe au sein des capitaux propres, au bilan consolidé.

NOTE 3

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés	31.12.2014			31.12.2013		
	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Acces Industrie (AI)			Mère			Mère
AI España	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
AI Portugal	99,92%	99,92%	IG	99,92%	99,92%	IG
Maroc Elévation	100,00%	100,00%	IG	99,99%	99,99%	IG

IG : Intégration Globale

NOTE 4

Information sectorielle

Le Groupe considère n'exercer qu'une seule activité et par conséquent le premier et unique niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur géographique : France / Espagne / Maroc / Portugal.

Indicateurs sectoriels	France	Espagne	Maroc	Portugal	Nacelles entrées au cours du dernier mois	Nacelles inactives	TOTAL
Au 31 décembre 2013							
Nombre d'agences	30	0	2	0	-	-	32
Nombre de machines	4 675	0	216	0	139	277	5 307
Effectif salarié	387	4	14	0			405
Chiffre d'affaires	53 395	574	1 801	458			56 228
Au 31 décembre 2014							
Nombre d'agences	30	0	2	0	-	-	32
Nombre de machines	4 858	0	196	0	13	162	5 229
Effectif salarié	355	3	14	0			372
Chiffre d'affaires	49 705	0	1 763	-4			51 464

Le nombre d'agences en France et au Maroc est resté stable.

Au niveau du groupe, le nombre de machines destinées à la location sorties du parc a été important puisque 386 machines ont été sorties du parc de machines destinées à la location. Ces sorties de parc ont concerné des machines inadaptées au marché ou trop anciennes pour apporter un service satisfaisant aux clients.

NOTE 5

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Brevets et licences	Marque	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Coût au 1er janvier 2013, net des amortissements et dépréciation cumulés	852	1 524	64	2 440
Augmentations	185		181	366
Sorties de l'actif	-29			-29
Amortissements cumulés des cessions	25			25
Dotations aux amortissements de l'exercice	-345			-345
Transfert (montants nets)	24		-24	0
Coût au 1er janvier 2014, net des amortissements et dépréciation cumulés	712	1 524	221	2 457
Augmentations	217		71	288
Sorties de l'actif	-37			-37
Amortissements cumulés des cessions	37			37
Dotations aux amortissements de l'exercice	-334			-334
Transfert (montants nets)	221		-221	0
Valeur nette au 31 décembre 2014	816	1 524	71	2 411
Au 1er janvier 2014				
Valeur d'origine	2 402	1 524	221	4 147
Amortissement cumulés et dépréciation	-1 690		0	-1 690
Valeur nette comptable	712	1 524	221	2 457
Au 31 décembre 2014				
Valeur d'origine	2 802	1 524	71	4 397
Amortissement cumulés et dépréciation	-1 986		0	-1 986
Valeur nette comptable	816	1 524	71	2 411

Description des immobilisations incorporelles

- La marque « ACCES INDUSTRIE » a été acquise pour 1 524 K€ en mars 2001.
- Les développements informatiques : les coûts internes de production des logiciels sont immobilisés. Le montant de ces coûts internes s'est élevé à 201 K€ en 2014.

NOTE 6

Immobilisations financées par crédit-bail

En milliers d'euros	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Avances et acomptes	TOTAL
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciation	355	3 001	217	0	3 573
Acquisitions		4 248			4 248
Amortissements cumulés des cessions	-9	-364			-373
Dotations aux amortissements de l'exercice					0
Ecart de change et divers (montants nets)		-5	-217		-222
Au 1er janvier 2014, net des amortissements cumulés et dépréciation	346	6 880	0	0	7 226
Acquisitions		1 316			1 316
Dotations aux amortissements de l'exercice	-8	-520			-528
Ecart de change et divers (montants nets)					0
Ecart de change et divers (montants nets)		15			15
Au 31 décembre 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations	338	7 691	0	0	8 029
Au 1er janvier 2014, net des amortissements cumulés et dépréciation					
Valeur d'origine	381	7 892			8 273
Amortissements cumulés et dépréciations	-35	-1 012			-1 047
Valeur nette comptable	346	6 880	0	0	7 226
Au 31 décembre 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	381	9 236			9 617
Amortissements cumulés et dépréciations	-43	-1 545			-1 588
Valeur nette comptable	338	7 691	0	0	8 029

Description des immobilisations corporelles financées par crédit-bail ou location financière

Les immobilisations corporelles inscrites en « constructions » correspondent à un bâtiment utilisé pour les besoins de l'activité d'ACCES INDUSTRIE.

Au cours de l'exercice 2014, un contrat de crédit-bail mobilier a été mis en place afin d'assurer le financement de machines neuves.

Principaux mouvements des immobilisations corporelles financées par crédit-bail ou location financière

- Les acquisitions :

Les investissements de 1 316 K€ portent sur 20 machines neuves.

NOTE 7

Immobilisations corporelles nettes (hors crédit-bail)

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours - Avances et acomptes	TOTAL
Au 1er janvier 2013, net des amortissements cumulés et dépréciations	3 997	87 991	3 927	80	95 995
Acquisitions	158	2 104	359	1 606	4 227
Sorties d'actifs	-16	-17 117	-1 734		-18 867
Amortissements cumulés des cessions	3	12 079	1 330		13 412
Dotations aux amortissements de l'exercice	-182	-9 404	-898		-10 484
Dotations/Reprises de provisions de l'exercice		-217			-217
Ecart de change et divers (montants nets)		-5	0		-5
Transfert de compte à compte	3	0	247	-34	216
Au 1er janvier 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations	3 963	75 431	3 231	1 652	84 277
Acquisitions	86	4 350	157	901	5 494
Sorties d'actifs	-2	-10 543	-553		-11 098
Amortissements cumulés des cessions		7 932	544		8 476
Dotations aux amortissements de l'exercice	-187	-9 005	-661		-9 853
Dotations/Reprises de provisions de l'exercice	-78	212	-18		116
Ecart de change et divers (montants nets)	-1	13	0		12
Transfert de compte à compte		1 577	33	-1 636	-26
Au 31 décembre 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations	3 781	69 967	2 733	917	77 398
Au 1er janvier 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	4 754	167 370	9 252	1 652	183 028
Amortissements cumulés et dépréciation	-791	-91 939	-6 021		-98 751
Valeur nette comptable	3 963	75 431	3 231	1 652	84 277
Au 31 décembre 2014, net des amortissements cumulés et dépréciations					
Valeur d'origine	4 837	162 815	8 892	917	177 461
Amortissement cumulés et dépréciation	-1 056	-92 848	-6 159		-100 063
Valeur nette comptable	3 781	69 967	2 733	917	77 398

Principaux mouvements des immobilisations corporelles (hors crédit-bail)

• Les acquisitions :

- Terrains et constructions : 86 K€ correspondant à :
 - divers aménagements des agences 86 K€
- Installations techniques, matériels et outillages : 4.350 K€ se décomposant en :
 - des acquisitions de machines neuves destinées à la location 3.248 K€
 - l'acquisition de divers accessoires et outillages 50 K€
 - Les frais d'approche au Maroc 42 K€
 - l'inscription à l'actif des coûts de rénovation de machines 1.010 K€
Les coûts de rénovation sont immobilisés lorsqu'ils ont pour effet de prolonger la durée de vie économique des machines.
- Autres immobilisations corporelles : 157 K€ s'analysant ainsi :
 - réalisation d'agencements pour les agences 50 K€
 - achat de matériels de transports 27 K€
 - inscription à l'actif des coûts de rénovation des remorques 38 K€
 - achat de matériels informatiques et de bureau 42 K€
 - achat de mobilier et divers 0 K€
- Immobilisations corporelles en cours : 901 K€ s'analysant
 - Acquisition en décembre 2014 de machines 901 K€

• Les sorties de l'actif :

- Installations techniques, matériels et outillages : les sorties d'actif pour 10 543 K€ portent principalement sur des machines obsolètes cédées ou mises au rebut.

Ces machines sorties d'actif forment l'essentiel des machines sorties du parc indiquées en note 4.

- Autres immobilisations corporelles : les sorties d'un montant de 553 K€ se répartissent en :

- sortie d'agencement et installation pour	10 K€
- sortie de matériels de transports pour	124 K€
- sortie de matériels informatiques et de bureau pour	419 K€

Le résultat de cession de ces sorties d'actif est indiqué en note 19.

• Les dépréciations :

Les dépréciations sont constatées lorsque la diminution de la valeur de marché des actifs ou leur dégradation physique excède les seuls effets attendus du passage du temps ou de leur utilisation normale.

Le montant important d'amortissement cumulé des cessions d'installations techniques, matériels et outillages de 7 932 K€ est dû au fait que les nombreuses machines sorties de l'actif étaient anciennes et avaient donc un amortissement important.

NOTE 8

Actifs financiers

8.1 Analyse de la variation des actifs financiers

En milliers d'euros	Autres titres immobilisés	Créances financières	Prêts au personnel	Dépôts et cautionnements	TOTAL
Montant au 1er janvier 2013, net des dépréciation cumulées	0	5	18	1 214	1 237
Augmentations		16	30	27	73
Diminutions			-20	-196	-216
Variation des dépréciations				-8	-8
Transferts et divers (montants nets)					0
Montant au 1er janvier 2014, net des dépréciation cumulées	0	21	28	1 037	1 086
Augmentations	7		27	216	250
Diminutions		-21	-22	-15	-58
Variation des dépréciations					0
Transferts et divers (montants nets)				1	1
Valeur nette au 31 décembre 2014	7	0	33	1 239	1 279
Valeur nette au 1er janvier 2014					
Valeur comptable brute	0	21	28	1 045	1 094
Dépréciation	0	0	0	-8	-8
Valeur nette comptable	0	21	28	1 037	1 086
Valeur nette au 31 décembre 2014					
Valeur comptable brute	7	0	33	1 247	1 287
Dépréciation	0	0	0	-8	-8
Valeur nette comptable	7	0	33	1 239	1 279

8.2 Analyse des actifs financiers par échéance

En milliers d'euros	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Au 31/12/2013			
Dépôts et cautionnements versés	1 037	84	953
Prêts au personnel	28	19	9
Créance financière	21	21	0
Total immobilisations financières	1 086	124	962
Au 31/12/2014			
Autres titres immobilisés	7		7
Dépôts et cautionnements versés	1 239	200	1 039
Prêts au personnel	33	17	16
Créance financière	0	0	0
Total immobilisations financières	1 279	217	1 062

NOTE 9

Actifs circulants

9.1 Stocks

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Valeur brute du stock de pièces détachées	1 304	1 621
Dépréciation du stock de pièces détachées	-440	-295
Autres stocks (carburants, lubrifiants, fournitures...)	189	205
Stocks de négoce	52	
TOTAL DES STOCKS NETS	1 105	1 531

Le stock est essentiellement composé de pièces de rechange destinées à la maintenance et à la réparation du parc de machines destinées à la location.

9.2 Clients et autres débiteurs

Analyse des créances par nature

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Valeur brute des créances clients	16 190	17 835
Dépréciation des créances clients	-5 020	-4 084
Avances et acomptes	289	81
Créances sociales	138	108
Créances fiscales (hors IS)	778	915
Compte courant	152	127
Créances sur cession d'immobilisations	928	1 070
Débiteurs divers	76	138
TOTAL DES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	13 531	16 190

La progression des provisions sur créances clients provient des filiales.
La créance sur cession d'immobilisations provient du fait qu'une partie des machines cédées a donné lieu à un crédit client sur 48 mois.

9.3 Créances par échéance

En milliers d'euros	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Valeur brute des créances clients	16 190	16 190	
Dépréciation des créances clients	-5 020	-5 020	
Avances et acomptes	289	289	
Créances sociales	138	138	
Créances fiscales (hors IS)	778	727	51
Compte courant	152	152	
Créances sur cession d'immobilisations	928	416	512
Débiteurs divers	76	76	
Sous-Total CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	13 351	12 968	563
Comptes de régularisation	2 456	498	1 958
TOTAL	15 987	13 466	2 521

Les comptes de régularisation concernent principalement les coûts d'émission d'emprunt Natixis. Ces coûts sont rapportés au résultat au même rythme que les échéances de remboursement.

NOTE 10

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Banques	2 453	2 211
Valeurs mobilières de placement	0	0
Total Trésorerie Active	2 453	2 211
Affacturage	-4 072	-5 566
Effets escomptés	0	0
Concours bancaires	-8	-38
Total Trésorerie Passive	-4 080	-5 604
TOTAL TRESORERIE	-1 627	-3 393

Les éléments constitutifs de la trésorerie passive (affacturage et concours bancaires) font partie du poste de bilan « Dettes financières ».

NOTE 11

Capital émis

11.1 Montant du capital au 31/12/2014

	31.12.2014	31.12.2013
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	6 042 898	5 794 081
Valeur nominale des actions (en euro)	0,30 €	0,30 €
Capital (en euros)	1 812 869	1 738 224
	31.12.2014	31.12.2013
Actions d'autocontrôle (en nombre)		14 588
Pourcentage d'autocontrôle	0,00%	0,25%

11.2 Analyse de la variation du nombre d'actions

	Date - période	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital (en €)
Situation initiale	31/12/13	5 794 081	0,30 €	1 738 224
Augmentation de capital par prélèvement sur la réserve indisponible	31/07/14	150 874		
Augmentation de capital par prélèvement sur la réserve indisponible	31/07/14	97 943		
Situation de clôture	31/12/14	6 042 898	0,30 €	1 812 869

11.3 Attribution d'actions gratuites en 2006

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 29 mars 2006, le Directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé en début d'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 221 actions.

La totalité des actions gratuites restantes ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	29/03/06
Date d'attribution des actions	16/06/06
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions à attribuer (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions à attribuer (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1 ^{ère} échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre d'actions attribuées le 31/07/2014	150 874
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	0

11.4 Attribution d'actions gratuites en 2010

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

La totalité des actions gratuites restantes ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25-mai-10
Date d'attribution des actions	16-juin-10
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions à attribuer	114 783
Nombre d'actions attribuées le 31/07/2014	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	0

NOTE 12

Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Litiges sociaux	Indemnités de départ à la retraite	TOTAL
Provisions au 1er janvier 2013	95	211	306
Dotations	32	2	34
Reprises - provisions utilisées	-20		-20
Reprises - provisions non utilisées	-13		-13
Provisions au 31 décembre 2013	94	213	307
Dotations	91	50	141
Reprises - provisions utilisées	-42		-42
Reprises - provisions non utilisées	-39		-39
Provisions au 31 décembre 2014	104	263	367

NOTE 13

Dettes financières

Le crédit syndiqué est pour ACCES INDUSTRIE la principale dette financière.

13.1 Analyse de la variation de la dette

En milliers d'euros	Emprunts Obligataires	Contrats de crédit bail immobilier et mobiliers	Crédits syndiqués	Découverts et concours bancaires	Autres (intérêts courus, cautions versées...)	TOTAUX
Dettes au 31 décembre 2012	15 580	2 526	53 900	5 895	154	78 055
Augmentations - souscriptions		4 248	1 600			5 848
Diminutions - remboursements	-2 100	-1 269	-9 100			-12 469
Variation des intérêts courus	14				-42	-28
Autres variations		-3		-291		-294
Transferts - reclassements						0
Dettes au 31 décembre 2013	13 494	5 502	46 400	5 604	112	71 112
Augmentations - souscriptions		1 316				1 316
Diminutions - remboursements	-1 350	-1 750	-1 400			-4 500
Variation des intérêts courus	-92				-117	-209
Autres variations		8		-1 524		-1 516
Transferts - reclassements						0
Dettes au 31 décembre 2014	12 052	5 076	45 000	4 080	-5	66 203

13.2 Analyse des dettes par échéance de remboursement

En milliers d'euros	TOTAL	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire	12 052	1 302	10 750	
Dettes sur contrats de location-financement	5 076	1 774	3 302	
Crédit syndiqué	45 000	4 000	41 000	
Concours Bancaires et découverts	4 080	4 080		
Autres (intérêts courus, cautions versées...)	-5	-5		
TOTAL	66 203	11 151	55 052	0

13.3 Emprunts obligataires

Nombre d'obligations	152
Prix unitaire (K€)	100
Montant des obligations souscrites (K€)	15 200
Montant des obligations remboursées sur les exercices précédents (K€)	2 100
Montant des obligations remboursées durant l'exercice (K€)	1 350
Montant total des obligations remboursées (K€)	3 450
Montant des obligations restant à rembourser (K€)	11 750
Taux de rémunération des obligations	
- jusqu'au 30/06/2014	4 %
- à compter du 01/07/2014	3 %

13.4 Crédits syndiqués

Le crédit syndiqué mis en place en 2012 a été renégocié. Les mouvements suivants ont été effectués :

En milliers d'euros	Crédit syndiqué 2012 - Refinancement	Crédit syndiqué 2012 - Investissement	Crédit syndiqué 2014	Crédit syndiqué 2012 - Revolving	TOTAUX
Dettes au 31 décembre 2012	40 000	3 900	0	10 000	53 900
Augmentations - souscriptions		1 600			1 600
Diminutions - remboursements	-8 000	-1 100			-9 100
Dettes au 31 décembre 2013	32 000	4 400	0	10 000	46 400
Augmentations - souscriptions					0
Transfert - Reclassement	-32 000	-4 400	36 400		0
Diminutions - remboursements			-1 400		-1 400
Dettes au 31 décembre 2014	0	0	35 000	10 000	45 000

13.5 Gestion du risque de taux

Compte tenu de son exposition au risque de taux d'intérêt, le Groupe a mis en place des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à ce risque. Il provient de son endettement financier à taux variable.

La répartition de la dette du Groupe entre taux fixe et taux variable en tenant compte des instruments financiers de couverture est la suivante :

31.12.2013					
En milliers d'euros	Taux variable	Taux variable plafonné	Taux fixe	Intérêts courus et divers	Total
Emprunt obligataire convertible			13 100	394	13 494
Dettes sur contrats de location-financement	1 551		3 951		5 502
Crédit syndiqué	5 400	41 000			46 400
Concours Bancaires et découverts	5 604				5 604
Autres (intérêts courus, cautions versées...)			8	104	112
TOTAL	12 555	41 000	17 059	498	71 112
31.12.2014					
En milliers d'euros	Taux variable	Taux variable plafonné	Taux fixe	Intérêts courus et divers	Total
Emprunt obligataire			11 750	302	12 052
Dettes sur contrats de location-financement	1 187		3 889		5 076
Crédit syndiqué	13 000	32 000			45 000
Concours Bancaires et découverts	4 080				4 080
Autres (intérêts courus, cautions versées...)			8	-13	-5
TOTAL	18 267	32 000	15 647	289	66 203

NOTE 14

Fournisseurs et autres créditeurs

Analyse des dettes par nature

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Fournisseurs et autres créditeurs		
Fournisseurs	3 428	2 972
Avances et acomptes reçus	215	315
Dettes sociales	3 238	3 365
Dettes fiscales (hors IS)	3 014	2 929
Fournisseurs d'immobilisations	896	1 344
Autres dettes	60	105
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	10 851	11 030

Analyse des dettes par échéance

En milliers d'euros	31.12.2014	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et autres créditeurs				
Fournisseurs	3 428	3 428		
Avances et acomptes reçus	215	215		
Dettes sociales	3 238	3 238		
Dettes fiscales (hors IS)	3 014	3 014		
Fournisseurs d'immobilisations	896	896		
Autres dettes	60	60		
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	10 851	10 851	0	0

NOTE 15

Impôts sur les résultats

15.1 Situation fiscale de chacune des sociétés du Groupe :

- **ACCES INDUSTRIE** : l'impôt différé sur les déficits reportables a été entièrement activé. Par contre, aucun produit d'impôt différé n'a été constaté sur le résultat fiscal négatif de 2 755 K€ constaté en 2014 dans la mesure où le délai probable de récupération de cet impôt est éloigné selon le business plan prévisionnel. Le montant de l'impôt différé actif lié aux déficits reportables d'ACCES INDUSTRIE reste donc inchangé par rapport à l'exercice précédent, soit 12 429 K€.
- **ACCES INDUSTRIE ESPAÑA** : compte tenu de la fermeture de la société, aucun impôt différé actif n'a pas été activé.
- **ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.** : compte tenu de la fermeture de la société, aucun impôt différé actif n'a pas été activé.
- **MAROC ELEVATION** : la société a des déficits fiscaux reportables antérieurs à l'exercice pour lesquels un actif d'impôt différé a été constaté. Le résultat fiscal de l'exercice est un bénéfice de 33 K€ qui a donné lieu à une charge d'impôt différé.

15.2 Détail des créances et dettes d'impôt :

Les créances et dettes d'impôt sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Créances d'impôt	515	410
Impôt différé actif	4 958	4 999
Total des créances d'impôt sur le résultat	5 473	5 409
Dettes d'impôt	6	4
Impôt différé passif	0	79
Total des dettes d'impôt sur le résultat	6	83

L'impôt différé actif trouve essentiellement son origine dans les déficits fiscaux reportables d'ACCES INDUSTRIE.

15.3 Détail des charges et produits d'impôt :

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Produits d'impôt - comptes sociaux	29	6
Charges d'impôt - comptes sociaux	-12	-14
Produits d'impôt différé	713	1 768
Charges d'impôt différé	-672	-611
Charges/Produits d'impôt de la période	58	1 149

15.4 Crédits d'impôt non utilisés :

En milliers d'euros	Accès Indus-trie	Accès Indus-trie España	Accès Indus-trie Portugal	Maroc Elevation	Totaux
Résultats fiscaux de l'exercice	-2 755	-759	24	33	-3 457
Imputation sur les bénéfices fiscaux antérieurs (carry-back)					0
Déficits fiscaux antérieurs activés		0	0		0
Déficits fiscaux antérieurs non activés		-8 400	-1 359		-9 759
Résultat fiscal taxable	-2 755	0	0	33	-2 722
Solde des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'un impôt différé	-2 755	-9 159	-1 335	0	-13 249
Taux d'imposition	33,33%	30,00%	26,50%	30,00%	
Crédits d'impôt non utilisés	-918	-2 748	-354	0	-4 020

15.5 Preuve d'impôt :

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net consolidé de l'exercice	-3 306	-4 809
Impôt sur les sociétés (produits)	58	1 149
Impôt sur les sociétés (charges)		
Résultat consolidé avant impôt	-3 364	-5 958
Taux d'impôt de la société mère	33,33%	33,33%
Charges (-) ou produits (+) d'impôt sociétés théorique	1 121	1 986
Reclassement de la CVAE en impôt sur le résultat		
Charges (-) ou produits (+) d'impôt sur le résultat théorique	1 121	1 986
Absorption des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôt différé actif	0	0
Déficits de l'exercice ne donnant pas lieu à activation d'impôt	-1 142	-761
Déficits antérieurs désactivés	0	0
Bénéfices fiscaux constatés sans impôt	13	0
CICE	174	142
Variations et différences des taux d'impôts	-33	-124
Différences permanentes	-115	-63
Produits sans impôt	0	0
Charges sans impôt	24	-23
Autres	16	-8
Charges/Produits d'impôt de la période	58	1 149

NOTE 16

Autres achats et charges externes

16.1 Détail des achats et charges externes :

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Achats sous-traitance	528	556
Achats non stockés - matériels et fournitures	2 240	2 462
Sous-traitance	112	122
Redevances, loyers et charges locatives	8 257	7 205
Entretien et réparations	1 467	1 757
Primes d'assurance	751	842
Services extérieurs - Divers	91	88
Personnel extérieur	0	56
Honoraires	805	913
Publicité	162	239
Transport	1 867	4 132
Déplacements, missions & réceptions	1 218	1 281
Frais postaux & télécommunications	449	541
Services bancaires	85	117
Autres services	645	664
Total des charges externes de la période	18 677	20 975

16.2 Montant des honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes, au titre du contrôle légal des comptes, figure en charge pour un montant de 219 K€.

NOTE 17

Charges de personnel et effectifs

17.1 Ventilation de l'effectif

Effectif moyen des périodes :

	2014	2013
Cadres	61,1	65,8
Non cadres	310,9	350,0
Effectif moyen	372,0	415,7

Effectif de clôture :

	31.12.2014	31.12.2013
Cadres	61	67
Non cadres	311	338
Effectif de clôture	372	405

17.2 Frais de personnel

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Rémunérations du personnel	11 562	12 037
Charges sociales	4 277	4 551
Production immobilisée (logiciels internes et rénov. machines)	-559	-586
Transfert de charges	-114	-356
Total des charges de personnel de la période	15 166	15 646

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements de frais de formation de la part de l'organisme de suivi des formations.

NOTE 18

Dotations aux amortissements et aux provisions et reprises

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-10 683	-10 900
Dotations aux provisions sur immobilisations	-93	-303
Dotations aux provisions sur stocks	-145	-144
Dotations aux provisions sur actif circulant	-2 420	-2 513
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Dotations aux amortissements pour charges à répartir	-482	-482
Dotations aux provisions d'indemnités de départ en retraite	-50	-2
Dotations aux amortissements et aux provisions	-13 873	-14 344

en milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Reprises de provisions sur immobilisations	305	86
Reprise de provisions sur stocks	0	0
Reprise de provisions sur actif circulant	1 525	2 058
Reprise provisions d'indemnités de départ en retraite	0	0
Reprises d'amortissements et de provisions	1 830	2 144

NOTE 19

Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Résultat sur cession d'immobilisations	0	0
Rembt d'assurance sur machines sorties	37	15
Subventions d'exploitation	0	0
Récupération sur clients irrécouvrables	111	43
Divers	41	85
Autres produits	189	143
Résultat sur cession d'immobilisations	-407	-523
Pertes sur créances irrécouvrables	-539	-889
Divers	-7	-5
Autres charges	-953	-1 417

NOTE 20

EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortizations) correspond au résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions, créances irrécouvrables et éléments exceptionnels.

Le Groupe utilise cet indicateur pour piloter en interne sa performance, évaluer et contrôler sa rentabilité et sa situation financière.

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Résultat d'exploitation	597	1 016
Variation nette des amortissements et provisions	12 043	12 200
Créances irrécouvrables	414	843
Frais de refinancement	0	0
Ebitda des filiales fermées	0	678
EBITDA	13 054	14 737

NOTE 21

Produits et charges financières

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Produits financiers		
Revenu des créances	26	12
Gains de change	46	0
Autres produits financiers	1	7
Total des produits financiers	73	19
Charges financières		
Emprunts bancaires	-2 257	-2 416
Intérêts sur emprunt obligataire	-423	-546
Intérêts sur crédit-bail	-263	-209
Intérêts d'affacturage et d'escompte	-106	-107
Intérêts de préfinancement du CICE	-10	0
Pertes de change	-7	-12
Autres charges financières	0	-16
Total des autres charges financières	-3 066	-3 306
RESULTAT FINANCIER DE LA PERIODE	-2 993	-3 287

NOTE 22

Produits et charges exceptionnels

En milliers d'euros	31.12.2014	Dont produits liés à la fermeture des filiales	Dont autres produits exceptionnels 2013	31.12.2013	Dont produits liés à la fermeture des filiales	Dont autres produits exceptionnels 2013
Produits de contentieux	0	0	0	0	0	0
Régularisation de TVA au Portugal	24	24	0	33	0	33
Régularisation de soldes chez les filiales	0	0	0	61	61	0
Divers	11	0	11	2	0	2
Produits exceptionnels	35	24	11	96	61	35

En milliers d'euros	31.12.2014	Dont charges liées à la fermeture des filiales	Dont autres charges exceptionnelles 2014	31.12.2013	Dont charges liées à la fermeture des filiales	Dont autres charges exceptionnelles 2013
Résultat sur cession des immobilisations sorties - immobilier	0	0	0	-246	-36	-210
Résultat sur cession des immobilisations sorties - machines	-64	-64	0	-555	-555	0
Résultat sur cession des immobilisations sorties - autres	0	0	0	-8	-8	0
Commissions sur ventes des machines des filiales fermées	0	0	0	-138	-138	0
Dotation aux provisions exceptionnelles	-235	0	-235	-8	-8	0
Dotation aux amortissements exceptionnels - machines inactives	-22	-22	0	-304	-304	0
Restructuration Espagne - transport des machines des agences Espagne aux agences France	-8	-8	0	-198	-198	0
Restructuration Espagne - remise en état des machines revenues d'Espagne en France	-4	-4	0	-234	-234	0
Restructuration Portugal - transport des machines des agences Portugal aux agences France	-18	-18	0	-104	-104	0
Restructuration Portugal - remise en état des machines revenues du Portugal en France	-10	-10	0	-239	-239	0
Amendes fiscales et pénales	-2	0	-2	-3	0	-3
Autres pénalités	-2	0	-2	0	0	0
Condamnation prud'homale	0	0	0	0	0	0
Dotation aux provisions / risque prud'homal	-9	0	-9	0	0	0
Indemnités de licenciement	-444	-27	-417	-1 016	-601	-415
Charges sur projet immobilier abandonné	0	0	0	0	0	0
Charges des filiales liées à la fermeture	-173	-173	0	-639	-639	0
Divers	-12	0	-12	-91	0	-91
Charges exceptionnelles	-1 003	-326	-677	-3 783	-3 064	-719

Les coûts liés à la fermeture des filiales ont été reclassés en résultat exceptionnel.

Les résultats sur cessions d'immobilisations liées à l'exploitation (machines et véhicules) sont inscrits en « Autres produits et charges d'exploitation » (note 18) pour leur montant net.

Pour les exercices 2013 et 2014, ont été considérés comme du résultat exceptionnel les ventes des machines utilisées par l'Espagne et le Portugal. En effet, la fermeture de ces filiales a conduit le Groupe à céder des machines qui ne l'auraient pas été si ces sociétés avaient poursuivi leur activité.

Les résultats sur sorties d'immeubles quant à eux, sont inscrits en résultat exceptionnel.

NOTE 23

Résultats par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la Société.

	31.12.2014	31.12.2013
Résultat aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	-3 306	-4 809
Nombre d'actions (en milliers)		
- Nombre d'actions en début d'exercice	5 794	5 794
- Nombre d'actions propres en début d'exercice		
- Nombre pondéré d'actions propres détenues durant la période	-9	-12
- Nombre pondéré d'actions gratuites attribuées	104	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	5 889	5 782
Résultat de base par action (€ par action)	-0,561	-0,832

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

	31.12.2014	31.12.2013
Bénéfice revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	-3 306	-4 809
Résultat net dilué	-3 306	-4 809
Nombre moyen d'actions (en milliers)	5 889	5 782
Actions ordinaires potentiellement dilutives		
- actions gratuites	0	0
Nombre d'actions à retenir pour le résultat dilué par action	5 889	5 782
Résultat dilué par action (€ par action)	-0,561	-0,832

Il n'existe plus d'actions considérées comme étant potentiellement dilutives.

NOTE 24

Informations relatives aux entreprises liées

24.1 – Les postes de créances et dettes

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Compte courant	152
	Créances clients	1
SA ATN	Acomptes sur commande	245
	Créances clients	22
	Dettes fournisseurs	- 839
SAS ATJ	Créances clients	13
	Dettes fournisseurs	0
SCI DE PESSESSIS	Créances clients	4
	Dettes fournisseurs	- 38
SARL QUAI 36	Créances clients	1
	Dettes fournisseurs	- 1

24.2 – Les postes d'immobilisation et de résultat

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Charges	
	Assurances	- 5
	Intérêts sur compte courant	0
	Produits	
	Refacturations diverses	2
SA ATN	Immobilisations	
	Achats nacelles (immob)	- 3 241
	Charges	
	Achats pièces détachées diverses	- 117
	Remboursement de pièces (garanties)	26
	Entretien machines	- 35
	Prestations administratives	- 88
	Produits	
	Locations nacelles	4
	Ventes pièces	1
	Refacturation mise à disposition de personnel	56
	Refacturation prestations diverses	115
	Refacturation loyer	4
	Transfert de charges loyers + charges	179
Cessions nacelles	541	
SAS ATJ	Charges	
	Prestations administratives	- 309
	Produits	
	Refacturation prestations diverses	28
SCI DE PESSELSIS	Charges	
	Locations immobilières	- 1 629
	Charges locatives	- 106
	Entretiens divers	- 1
	Indemnité suite à abandon de locaux	- 47
	Produits	
	Refacturation mise à disposition de personnel	17
Refacturation prestations diverses	8	
SARL QUAI 36	Charges	
	Réceptions	- 47
	Prestations diverses	- 40
	Produits	
	Refacturation prestations diverses	2

NOTE 25

Informations relatives aux mandataires sociaux

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux au titre de l'exercice à raison de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées s'est élevé à :

En milliers d'euros	Exercice 2014	Exercice 2013
Membres du Directoire - rémunérations dues au titre de l'exercice	921 326	800 000
Membres du Directoire - retraite supplémentaire et autres avantages	32 709	39 651
Membres du Directoire - jetons de présence	0	0
Membres du Conseil de Surveillance - rémunérations dues au titre de l'exercice	0	0

NOTE 26

Engagements hors bilan

26.1 – Sûretés réelles accordées

En milliers d'euros	31.12.2014	31.12.2013
Crédit syndiqué		
Le contrat de crédit syndiqué de Natixis conclu pour une valeur d'origine de 59 500 K€ et présentant un capital restant dû de 45 000 K€ au 31/12/2014 fait l'objet des garanties suivantes de la part d'ACCES INDUSTRIE :		
Nantissement de l'ensemble des fonds de commerce exploités par ACCES INDUSTRIE incluant ceux exploités dans son principal établissement de ceux exploités dans ses établissements secondaires. Les fonds de commerce nantis incluent le mobilier commercial, le matériel et outillage attachés à l'exploitation de chacun de ces fonds ainsi que les agencements servant à leur exploitation :	120 000	120 000
Nantissement de premier rang des actions détenues par ACCES INDUSTRIE		
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE ESPAÑA		
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.		
Nantissement / délégation assurance homme clé : police d'assurance homme-clé souscrite par ACCES INDUSTRIE pour 5 ans sur M.Daniel Duclos	5 000	5 000
Obligations JLG		
Les obligations JLG de 15 200 K€ sont garanties par un gage de biens meubles non subordonné sur la valeur neuve hors taxes des machines qui seront acquises auprès de JLG Industrie Inc. à hauteur de :	10 000	10 000
Nantissement et hypothèques sur immeubles dans le cadre des emprunts bancaires et crédits-baîs contractés pour les financer.		
Capital restant dû des emprunts bancaires garantis (Atelier Européen)	96	152
Autres cautions, avals et acceptations		
Caution donnée par la Banque Courtois au profit du fournisseur de carburant AS24	150	150
Lettre de confort à BMCI leasing en garantie de paiement des loyers du crédit-bail de 43 machines. Capital restant dû :	148	313
Garantie de paiement de loyer pour le siège social de Maroc Elévation	indéfinie	indéfinie
Garantie de paiement de loyer pour les véhicules de Maroc Elévation en location longue durée	indéfinie	indéfinie

26.2 – Commandes fermes de machines

Au 31/12/2014, les commandes fermes en cours portent sur :

- Fournisseur GENIE : commande de 2 machines pour un total de 529 K€ ;
- Fournisseur KRANLYFT : commande de 2 machines pour un total de 239 K€ ;
- Fournisseur ATN : commande de 46 machines pour un total de 1 068 K€.

26.3 – Engagements reçus

Néant

26.4 – Couvertures de taux

Le crédit syndiqué mis en place en 2012 et renégocié en 2014 a un intérêt calculé sur la base du taux Euribor. Afin de se prémunir des risques liés à l'évolution du taux Euribor, le Groupe a mis en place des opérations de « swaps ».

Ces « swaps » ont pour effet de substituer au taux variable EURIBOR 1 mois, rémunérant le crédit syndiqué, un taux fixe prédéfini. L'ensemble des contrats de SWAP sont réalisés avec Natixis. Aucun risque de contrepartie n'est identifié à la clôture de l'exercice.

Les caractéristiques de ces contrats de « swap » sont les suivantes :

Référence du contrat	Date de début	Date de fin	Nominal (K€)	Taux fixe	Taux payé	Taux couvert
4229111M	15/12/13	16/06/14	41 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	16/06/14	15/12/14	36 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/12/14	15/06/15	32 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/06/15	15/12/15	27 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois

NOTE 27

Litiges

27.1 – Litiges sociaux

Concernant le Groupe ACCES INDUSTRIE, des actions devant les juridictions prud'homales sont en cours au 31 décembre 2014 ; ces actions ont donné lieu à la constitution de provisions à hauteur de 103 K€.

27.2 – Litiges fiscaux

Aucun litige fiscal n'est en cours au 31/12/2014.

27.3 – Autres litiges

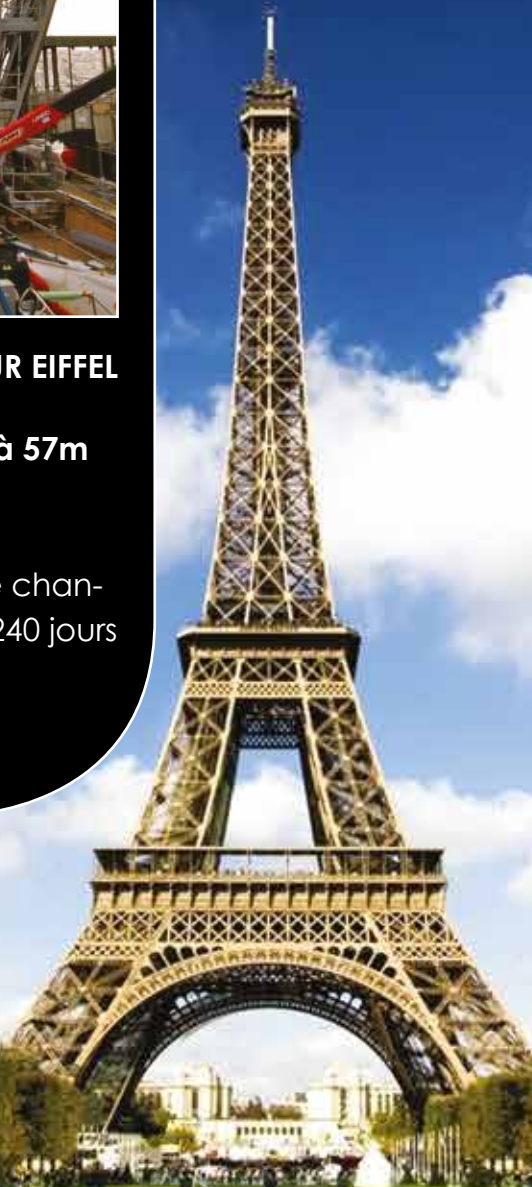
Aucun autre litige n'est en cours au 31/12/2014.



TOUR EIFFEL

**Réhabilitation du 1er étage à 57m
de haut**

Accès Industrie a loué sur ce chantier 4 nacelles représentant 240 jours de location.



Comptes & Annexe

Sociaux

au 31 décembre 2014



Photo : www.iwallpapers.free.fr

1 BILAN ACTIF

BILAN ACTIF en K€		Brut	Amortis- sements	Net (N) 31/12/14	Net (N-1) 31/12/13
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	1 604	1 035	570	496
	Concession, brevets et droits similaires	2 702	933	1 769	1 740
	Fonds commercial	3 201		3 201	3 201
	Autres immobilisations incorporelles	71		71	142
	Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
	Total	7 579	1 968	5 611	5 580
	Immobilisations corporelles				
	Terrains et aménagements	2 467	584	1 883	1 987
	Constructions	2 368	471	1 897	1 973
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	116 908	53 150	63 758	67 808
	Autres immobilisations corporelles	7 046	4 411	2 634	3 071
	Immobilisations en cours	976		976	1 790
	Avances et acomptes				
	Total	129 764	58 616	71 148	76 628
	Immobilisations financières				
	Autres participations	7 941	7 941	0	480
	Créances rattachées à des participations	1 849	1 849	0	256
	Autres titres immobilisés	8	0	8	33
Prêts	33		33	28	
Autres immobilisations financières	1 203		1 203	1 018	
Total	11 033	9 790	1 243	1 814	
Total actif immobilisé	148 375	70 373	78 002	84 023	

ACTIF CIRCULANT	Stock et en-cours				
	Matières premières et approvisionnements	1 416	440	976	1 459
	Stock produits intermédiaires et finis			0	0
	Stock de marchandises	53		53	26
	Total	1 469	440	1 029	1 485
	Créances				
	Avances, acomptes versés sur commandes	289		289	81
	Créances clients et comptes rattachés	6 067	891	5 177	5 672
	Autres créances	13 834	1 444	12 390	14 325
	Total	20 191	2 335	17 856	20 079
	Disponibilité et divers				
	Valeur mobilière de placement	0		0	0
	Disponibilité	2 347		2 347	2 139
	Charges constatées d'avance	589		589	448
	Total	2 936	0	2 936	2 587
	Total actif circulant	24 596	2 775	21 821	24 151
	Frais d'émission d'emprunts à étaler	2 111		2 111	1 928
	Primes remboursement des obligations	0		0	0
	Ecart de conversion actif	0		0	8
	TOTAL GENERAL	175 082	73 148	101 934	110 110

BILAN PASSIF

BILAN PASSIF en K€		Net (N) 31/12/14	Net (N-1) 31/12/13
CAPITAUX PROPRES	Situation nette		
	Capital social	1 813	1 738
	Primes d'émission	14 809	14 809
	Réserve légale	174	174
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	20	95
	Autres réserves	187	187
	Report à nouveau	- 1 479	473
	Résultat de l'exercice	- 2 784	- 1 952
	Total	12 740	15 524
	Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	14 501	14 471	
Total capitaux propres	27 242	29 995	
	Provisions pour risques	103	102
	Provisions pour charges	0	0
	Provisions pour risques et charges	103	102
DETTES	Dettes financières		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires	12 053	13 494
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	44 995	46 512
	Emprunts et dettes financières divers	8	8
	Total	57 055	60 014
	Dettes diverses		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 451	3 010
	Dettes fiscales et sociales	5 326	5 655
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	888	1 347
	Autres dettes	7 864	9 957
	Total	17 530	19 970
	Produits constatés d'avance	3	29
	Total dettes	74 588	80 012
Ecart de conversion passif	1		
	TOTAL GENERAL	101 934	110 110

2 COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (1ère partie) en K€		France	Export	Net (N) 31/12/14	Net (N-1) 31/12/13	
PRODUITS EXPLOITATION	Ventes de marchandises	25	87	112	1 076	
	Production vendue de biens			0	0	
	Production vendue de services	48 493	1 318	49 810	53 658	
	Chiffre d'affaires net	48 517	1 404	49 922	54 734	
	Production stockée					
	Production immobilisée			1 249	1 167	
	Subventions d'exploitation			10	10	
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 707	2 515	
	Autres produits			150	126	
	Total produits d'exploitation			53 038	58 553	
CHARGES EXPLOITATION	Charges externes					
	Achats de marchandises			27	584	
	Variation de stock de marchandises			- 26	- 26	
	Achats de matières premières et autres approvisionnement			3 302	4 678	
	Variation de stock matières premières et approvisionnement			338	50	
	Autres achats et charges externes			20 691	21 521	
	Total			24 331	26 806	
	Impôts, taxes et versements assimilés				1 189	1 171
	Charges de personnel					
	Salaires et traitements			11 301	11 624	
	Charges sociales			4 169	4 369	
	Total			15 471	15 993	
	Dotations d'exploitation					
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			8 803	8 834	
	Dotations aux provisions charges à répartir			482	482	
	Dotations aux provisions sur immobilisations					
	Dotations aux provisions sur actif circulant			961	1 173	
	Dotations aux provisions pour risques et charges					
	Total			10 246	10 489	
	Autres charges d'exploitation				555	552
Total charges d'exploitation			51 791	55 010		
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 246	3 542	

COMPTE DE RESULTAT 2^{ème} partie

COMPTE DE RESULTAT (2 ^{ème} partie) en K€		Net (N) 31/12/14	Net (N-1) 31/12/13
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 246	3 542
RESULTAT FINANCIER	Produits financiers		
	Produits financiers de participation	65	62
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	
	Autres intérêts et produits assimilés	134	177
	Reprises sur provisions et transferts de charges	8	233
	Différences positives de change	0	0
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total	208	472
	Charges financières		
	Dotations financières aux amortissements et provisions	801	1 969
	Intérêts et charges assimilées	2 796	3 064
	Différences négatives de change	0	0
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total	3 596	5 033	
RESULTAT FINANCIER		- 3 389	- 4 561
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		- 2 142	- 1 019
RESULTAT EXCEPTIONNEL	Produits exceptionnels		
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	1
	Produits exceptionnels sur opérations de capital	2 066	3 230
	Reprises sur provisions et transferts de charges	1 851	2 927
	Total	3 917	6 159
	Charges exceptionnelles		
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	75	117
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 602	4 866
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 911	2 115
	Total	4 587	7 098
RESULTAT EXCEPTIONNEL		- 670	- 939
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		0	0
Impôts sur les bénéfices		- 29	- 6
BENEFICE OU PERTE		- 2 784	- 1 952

3 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

3.1 Evènements principaux de l'exercice

Les évènements principaux de l'exercice 2014 sont les suivants :

Endettement

Les conditions de l'endettement ont été renégociées. Les négociations avec le syndicat bancaire et le créancier obligataire ont abouti à un protocole de conciliation le 15/12/2014. Ces nouvelles conditions ont pour effet de réduire le coût de la dette, à la fois :

- en principal avec une réduction du montant des échéances
- en intérêts avec une diminution du spread bancaire et du taux des obligations.

Les montants remboursés au cours de l'exercice se sont élevés à :

- 1 350 K€ pour la dette obligataire
- 1 400 K€ pour le crédit syndiqué.

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat l'activité de la société ACCES INDUSTRIE.

Les avenants au contrat de crédit liés à la renégociation de la dette évoquée dans le point précédent ont été signés le 05/02/2015.

4 PRINCIPES, REGLES ET NORMES COMPTABLES

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général de 2014 (règlement ANC n° 2014-03) et aux principes comptables généralement admis en France.

4.2 Changement de méthode comptable

L'exercice 2014 n'a pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

4.3 Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des immobilisations est la méthode du coût historique.

o Licence de marque

La licence de marque inscrite pour 1 524 K€ a été acquise par ACCES INDUSTRIE en 2001 auprès d'ACCES FINANCE.

La société comptabiliserait une provision pour dépréciation si la valeur d'utilité de la marque était inférieure à la valeur comptable correspondante.

Le test de valorisation réalisé sur la base des cash-flows futurs actualisés confirme qu'aucune provision n'est à constater au 31 décembre 2014.

o Amortissements des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Droit de crédit-bail	Linéaire	11 ans
Développement et logiciel interne		
Fiscal	Linéaire	Date d'utilisation - 3 ans
Economique	Linéaire	Date de mise en service - 5 ans

o Fonds de commerce : valorisation et provision

Le fonds de commerce acquis en 1999 à ACCES FINANCE ne fait pas l'objet d'un amortissement. Dans l'hypothèse où sa valeur actuelle deviendrait inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation serait enregistrée.

Le test de valorisation réalisé sur la base des cash-flows futurs actualisés confirme qu'aucune provision n'est à constater au 31 décembre 2014.

o Immobilisations corporelles : amortissements

Type d'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement fiscale	CRC 02-10	Amortissement dérogatoire	Valeur résiduelle
Constructions	Linéaire	20 ans	30 ans (agences) ou 50 ans	Oui	Non
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 10 ans	10 à 30 ans ou 50 ans	Oui	Non
Matériel de location nacelles neuves	Linéaire	10 à 18 ans	10 à 18 ans	Oui	Oui (10 % ou 15 % VO)
Matériel de location nacelles d'occasion	Linéaire	1 à 18 ans(*)	1 à 18 ans(*)	Oui	Oui (10 % ou 15 % VO)
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans	5 ans	Non	Non
Matériel de transport	Linéaire	1 à 4 ans	4 à 7 ans	Oui	Non
Matériel de bureau et immobilier	Linéaire	3 à 5 ans	3 à 5 ans	Non	Non

* la durée d'utilité restante de la machine (soit 10 ans – l'âge de la machine à la date d'achat)

Les durées d'amortissement correspondent à la durée de vie prévisionnelle des différentes catégories de biens et sont calculées sur le mode linéaire. Un amortissement dérogatoire est constaté pour la différence entre les amortissements fiscaux et comptables.

4.4 Participations

o Titres de participation

Lorsque la quote-part de la société dans la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les titres sont provisionnés à 100%.

o Créances des filiales (prêt participatif, compte courant)

La société apprécie, à la clôture de l'exercice, la recouvrabilité des créances rattachées aux participations au regard de la situation financière des filiales concernées.

Au 31 décembre 2014, la société détient des créances sur ses filiales ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA. Ces sociétés étant en cours de liquidation, la provision pour dépréciation des divers actifs détenus par ACCES INDUSTRIE sur ces sociétés a été calculée de manière à ramener la valeur de ces actifs (titres, prêt participatif et créance) au niveau de notre meilleure estimation de leur recouvrement.

Récapitulatif des provisions :

(en K€)	Brut	Provision	Net
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA			
Titres	5 608	5 608	0
Prêt participatif	1 849	1 849	0
Compte courant	1 444	1 444	0
Client	0	0	0
Cash Flow futurs estimés			0
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA			
Titres	899	899	0
Compte courant	40	0	40
Créance sur cession d'immobilisations	98	0	98
Cash Flow futurs estimés			138
MAROC ELEVATION			
Titres	1 434	1 434	0

Au 31 décembre 2008 la société a accordé un prêt participatif à ACCES INDUSTRIE ESPAÑA de 1 541 K€ correspondant aux factures échues entre les deux sociétés.

Ce prêt est rémunéré au taux Euribor 1 an du 1er janvier de chaque exercice majoré d'une marge de +3%. Les intérêts capitalisés s'élèvent à 65 K€ en 2014, soit un montant cumulé d'intérêts de 308 K€.

Selon le principe énoncé précédemment, les intérêts calculés ont été dépréciés à 100%.

4.5 Actif circulant

o Stocks

Les stocks de pièces SAV destinés à la maintenance des équipements sont évalués au coût moyen pondéré, ils correspondent à un stock de dépannage situé dans les agences et au SAV.

Une provision est comptabilisée correspondant aux pièces non mouvementées depuis plus de 2 ans, et le stock de pièces d'occasion fait l'objet d'une dépréciation spécifique de 100 % de la valeur brute.

o Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété des biens vendus ou lors de la réalisation de la prestation. Chaque fois que leur réalisation n'est pas certaine, leur montant est porté en créances douteuses.

o Provisions pour dépréciation des créances clients

La société utilise les services extérieurs de la SFAC pour l'assurance-crédit ainsi que les services d'un cabinet de recouvrement pour les dossiers non assurés.

Les dossiers contentieux couverts par la SFAC au 31/12/2014 sont provisionnés à 100 % du risque non couvert.

Pour les dossiers non couverts par la SFAC, les créances sont provisionnées à 85 % du montant HT dès la remise au service contentieux dès la première année et à 100 % à compter de la deuxième année.

Une provision est comptabilisée pour les clients à risque ou litigieux, afin de tenir compte des probabilités d'irrecouvrabilité pouvant exister à la date de clôture des comptes.

o Comptes courants

Les comptes courants correspondent principalement aux avances et créances échues sur les filiales d'ACCES INDUSTRIE (Espagne, Portugal et Maroc). Ces comptes courants sont rémunérés au taux EURIBOR 6 mois majoré d'une marge de 3 %.

o Provisions pour dépréciation des comptes courants

Voir point 4.4

o Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

4.6 Engagements pris en matière de retraite

Les engagements de départ en retraite sont calculés annuellement conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie et à la recommandation du CNC du 1er avril 2003. La méthode utilisée est celle des unités de crédits projetées ; elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Les principales hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- départ à l'initiative du salarié,
- âge départ à la retraite selon l'année de naissance de chaque salarié conformément à la législation (67 ans),
- les rémunérations futures sont calculées à partir des rémunérations actuelles en intégrant une réévaluation annuelle de 2 % pour le personnel cadre et de 1,5 % pour le personnel non cadre,
- taux de charges de 45 % pour les Etam et 47 % pour les cadres,
- turnover retenu : fort pour les cadres et fort pour les non cadres,
- table de mortalité INSEE 2010,
- actualisation au taux des OAT sur 10 ans, soit 0,84 % au 31/12/2014,
- convention collective de la métallurgie.

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de commerce et du caractère non significatif des engagements de retraite et avantages similaires au 31/12/2014 soit 264 K€, aucune provision n'est comptabilisée concernant les engagements de retraite.

4.7 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le montant du CICE au titre des salaires versés en 2014 s'élève à 531 K€ ; ce montant a été inscrit en moins du poste « charges sociales ».

La société ACCES INDUSTRIE a cédé sa créance en germe d'un montant prévisionnel de 549 K€ détenue sur le Trésor Public au titre du CICE 2014 à la BPI.

Cette créance en germe a fait l'objet d'une demande de préfinancement auprès de la BPI pour un montant de 467 K€.

Au vu du montant réel du CICE 2014, le préfinancement a été ramené à 434 K€.

Les montants suivants ont été perçus :

- 348 K€ en 2014
- 86 K€ en début 2015

Le crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi permet à ACCES INDUSTRIE de financer ses efforts en matière d'investissements.

Le montant du CICE à recevoir sur les primes et congés à payer a été évalué à 51 K€.

5 INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

5.1 Postes de l'actif

5.1.1 Actif immobilisé

5.1.1.1 Immobilisations incorporelles

o Mouvements principaux

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice figurent dans le tableau suivant :

Libellé (en K€)	Valeur brute en début exercice	Acquisitions	Transferts	Cessions ou mises hors service	Valeur brute en fin d'exercice
Développements informatiques (1)	1 332	130	142		1 604
Logiciel	1 052	163		37	1 178
Marque	1 524				1 524
Fonds commercial	3 201				3 201
Immobilisations en cours dév. logiciel (1)	142	71	- 142		71
Immobilisations en cours logiciels externes	0				0
Total	7 251	364	0	37	7 578

(1) Immobilisation des coûts du personnel interne affecté au développement des logiciels.
L'amortissement fiscal est de 3 ans dès l'inscription à l'actif, l'amortissement économique est de 5 ans à compter de la date d'utilisation réelle du logiciel.

o Amortissements et provisions pour dépréciation

Les mouvements des amortissements et provisions sont présentés dans le tableau suivant :

Libellé (en K€)	Amortissements en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Transferts de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements en fin d'exercice
Développements informatiques	836	199			1035
Logiciel	836	135		38	933
Licence marque	0				0
Total	1 672	334	0	38	1 968

5.1.1.2 Immobilisations corporelles

o Valeurs d'origine – principaux mouvements

Libellé (en K€)	Valeur brute en début exercice	Acquisitions	Transferts (1)	Reclassement en charges	Cessions et mises au rebut	Valeur brute en fin d'exercice
Terrains et aménagements	2 459	8				2 467
Constructions	2 290	78				2 368
Installations techniques matériel et outillage	115 114	4 308	1 577		- 4 091	116 908
Autres immobilisations corporelles	7 346	133	61		- 495	7 045
Immobilisations en cours	1 790	854	- 1 638	- 30		976
Total	128 999	5 381	0	- 30	-4 586	129 764

(1) La colonne transfert concerne le reclassement des immobilisations en cours.

Terrains : La variation de ce poste est :
 - l'agencement de terrains existants 8 K€

Constructions : Les mouvements sur ce poste sont :
 - des aménagements de constructions existantes 78 K€

Installations techniques, matériels et outillages :

- l'acquisition de nacelles neuves 2 875 K€
- l'acquisition de nacelles d'occasions 373 K€
- la rénovation de nacelles 1 007 K€
 Les coûts de rénovation sont immobilisés lorsqu'ils ont pour effet de prolonger la durée de vie économique des machines.
- l'acquisition d'outillages divers 53 K€
- la diminution est due aux cessions ou à la mise au rebut de nacelles :
 - cessions à des tiers 3 449 K€
- rebuts suite à rénovation 227 K€
- rebut suite à nacelles obsolètes 415 K€

Autres immobilisations corporelles : Les variations de ce poste sont :

- agencements des agences 28 K€
- matériels de transport + rénovation matériel de transport 64 K€
- du matériel informatique et bureau 41 K€
- la mise au rebut des agencements lors de déménagements d'agences -3 K€
- la cession de matériels de transport -72 K€
- Cession et mise au rebut matériel informatique et bureau -420 K€

Immobilisations en cours :

Les acquisitions correspondent principalement aux livraisons de nacelles sur le mois de décembre 2014 qui seront inscrites en « Installations Techniques Matériels et Outillages » à compter du 01/01/2015.

o Amortissements des immobilisations corporelles

Les mouvements des amortissements sont présentés dans le tableau suivant :

Immobilisations amortissables (en K€)	Montant des amortissements en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Transferts de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des amortissements en fin d'exercice
Terrains et aménagements	472	112			584
Constructions (1)	317	154			471
Installations techniques matériels et outillage (2)	47 306	7 745		1 902	53 149
Autres immobilisations corporelles (3)	4 276	628		492	4 412
Total	52 371	8 639	0	2 394	58 616

(1) Au 31/12/2014, certains biens immobiliers ont été mis en vente, un amortissement exceptionnel a été constaté afin de tenir compte du prix de vente attendu, cet amortissement est de 78 K€.

(2) Afin de prendre en compte l'état de vétusté ou la valeur de marché de certaines machines, un amortissement exceptionnel est constaté. Au 31/12/2014, le montant de cet amortissement exceptionnel s'établit à 124 K€ (dotation de 73 K€ et reprise de 188 K€ au cours de l'exercice).

(3) En vue du déménagement d'une agence, un amortissement exceptionnel a été constaté de 18 K€ sur les agencements correspondant à la VNC à la date du déménagement, des agencements qui seront perdus.

5.1.1.3 Locations financières et crédits-baux

o Mouvements principaux

(en K€)	Constructions	Nacelles	Véhicules	TOTAL
Valeur en début d'exercice	793	6 799	1 482	9 074
Augmentations		1 316		1 316
Diminutions				0
Transfert de compte à compte			- 1 482	- 1 482
Valeur en fin d'exercice	793	8 115	0	8 908

o Amortissements des locations financières et crédits-baïls

(en K€)	Constructions	Nacelles	Véhicules	TOTAL
Valeur d'origine	793	8 115	0	8 908
Amortissements : cumul des exercices antérieurs	294	513	1 446	2 253
Dotation de l'exercice	24	441	36	501
Reprise d'amortissements	0	0		0
Transfert de compte à compte			- 1 482	- 1 482
Total des amortissements en fin d'exercice	318	954	0	1 272

5.1.1.4 Liste des filiales et participations

Société (en K€)	Capital	Quote-part de Capital détenu	Titres valeurs brutes	Prêts - Avances (nets)	CA HT	Dividendes
	Réserves et report à nouveau		Titres valeurs nettes	Cautions - Avals	Résultat	Observations
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	409	99,999%	5 608	0	0	0
	- 2 929		0	0	- 749	Dissolution
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.	900	99,916%	899	138	152	0
	- 956		0	0	45	Dissolution
MAROC ELEVATION	1 003	99,996%	1 434	1 765	1 763	0
	- 726		0	cf note 7.2	- 616	-

Au 31/12/2014, la société a accordé un abandon de créance à sa filiale MAROC ELEVATION pour 140 K€.

5.1.1.5 Titres de participation

o Principaux mouvements

(en K€)	Valeur brute début d'exercice	Souscriptions (incorporation de compte courant)	Acquisitions	Cessions	Valeur brute en fin d'exercice
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	5 608				5 608
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA	899				899
MAROC ELEVATION	1 434				1 434
TOTAL	7 941	0	0	0	7 941

o Provisions pour dépréciation

(en K€)	Montant des provisions en début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant des provisions en fin d'exercice
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	5 608			5 608
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA	872	27		899
MAROC ELEVATION	981	453		1 434
TOTAL	7 461	480	0	7 941

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des titres de participation sont exposés au point 4.4.

5.1.1.6 Autres titres immobilisés

o Mouvements principaux

(en K€)	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Attribution actions gratuites	Valeur brute en fin d'exercice
Actions propres contrat de rachat d'actions	21	2		23	0
Actions propres contrat de liquidité	12	20	21	11	0
Parts sociales	0	8			8
TOTAL	33	30	21	34	8

Contrat de liquidité :

Dans le cadre de ce contrat, la société a déposé au crédit de son compte chez ODDO le montant de 50 K€.

Les mouvements d'actions sur l'exercice 2014 au titre de ce contrat de liquidité se sont montés à :
7 546 actions achetées au cours moyen de 2,7084 €.
8 305 actions vendues au cours moyen de 2,7137 €.

Au mois de Février 2014, le solde de 23 K€ a été remboursé par la société ODDO et le contrat a été résilié.

Mandat de rachat :

Un mandat de rachat d'action propre a été souscrit le 4 juillet 2013.

La société a déposé chez ODDO, la somme de 75 K€.

Le nombre d'actions rachetées sur l'année 2014 est de 728 actions valorisées au coût d'achat unitaire (CMUP), soit un total de 10 501 actions valorisées pour 23 K€.

Toutes les actions propres détenues par la société ont fait l'objet d'une distribution dans le cadre des deux plans d'attribution d'actions gratuites existants en 2006 et 2010 (cf note 7.6).

5.1.1.7 Autres immobilisations financières

o Les principaux mouvements de l'exercice

(en K€)	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Créances rattachées à des participations Espagne	1 541			1 541
Intérêts courus s/ créances ratt. à des part. Espagne	243	65		308
Prêts au personnel	28	27	22	33
Dépôts et cautions immobiliers	858	160		1 018
Dépôts et cautions mobiliers	139	48	3	184
Fonds sur contrat de liquidité	21	23	43	0
TOTAL	2 830	323	68	3 084

o Ventilation par dates d'échéances des autres immobilisations financières

(en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations Espagne	1 541	1 541		
Intérêts courus s/ créances ratt. à des part. Espagne	308	308		
Prêts au personnel	33	17	16	
Dépôts et cautions immobiliers	1 018	141	754	123
Dépôts et cautions mobiliers	184	55	75	54
Fonds sur contrat de liquidité	0	0		
TOTAL	3 084	2 062	845	177

o Provisions pour dépréciation

(en K€)	Montant en début d'exercice	Dotations (financières)	Reprises	Montant en fin d'exercice
Créances rattachées à des participations Espagne	1 528	321		1 849
TOTAL	1 528	321	0	1 849

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des créances rattachées aux participations sont exposés au point 4.4.

5.1.2 Actif circulant

5.1.2.1 Actif circulant – classement par échéance

Etat des créances (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Stocks	1 469	1 469	0
Avances et acomptes	289	289	0
Clients douteux ou litigieux	1 217	1 217	0
Autres créances clients	4 850	4 850	0
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	43	43	0
Personnel avances et acomptes	17	17	0
Aide apprentis à recevoir	6	6	0
Impôts sur les bénéficiaires	0	0	0
Crédit d'impôts	270	29	241
Créance d'impôt - Carry back (1)	245	0	245
Taxe sur la valeur ajoutée	453	453	0
Etat – Divers	184	133	51
Groupe et associés	3 401	3 401	0
Créances sur cessions d'immob.	1 026	514	512
Fonds sur contrat de rachat d'actions	0	0	0
Factorem	8 157	8 157	0
Produits à recevoir	33	33	0
Débiteurs divers	0	0	0
Disponibilités	2 347	2 347	0
Charges constatées d'avance	589	260	329
Charges à répartir (2)	2 111	302	1 809
Ecart conversion actif	0	0	0
TOTAL	26 707	23 520	3 187

(1) La perte fiscale de l'exercice 2012 est reportée en arrière (système du « carry back ») sur le bénéfice fiscal 2011 donnant ainsi lieu à la constatation d'une créance d'impôt de 245 K€.

(2) Les charges à répartir concernent les coûts d'émission d'emprunt Natixis, la société a décidé de les rapporter au résultat au même rythme que les échéances de remboursement.

5.1.2.2 Etat des stocks et des en-cours

Les stocks nets s'élèvent à 1 029 K€ au 31/12/2014, contre 1 485 K€ au 31/12/2013. Les stocks se composent essentiellement de pièces de rechanges destinées à l'entretien des nacelles et autres machines.

Détail des provisions :

(en K€)	Montant des provisions en début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant des provisions en fin d'exercice
Provisions sur pièces non mouvementées	295	145		440
TOTAL	295	145	0	440

Un ajustement sur la provision de (145 K€) a été comptabilisé correspondant aux pièces non mouvementées depuis plus de 2 ans selon la règle suivante :

- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 2 ans et moins de 3 ans : 25%
- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 3 ans et moins de 4 ans : 50%
- pièces dont la dernière consommation date depuis plus de 4 ans et moins de 5 ans : 75%
- pièces dont la dernière consommation date de plus de 5 ans : 100%
- sur le stock de pièces d'occasion, une provision forfaitaire de 100%.

La provision au 31 décembre 2014 s'élève à 440 K€.

5.1.2.3 Avances et acomptes versés sur commande

Au 31 décembre 2014, les avances et acomptes versés sur commande pour 245 K€ correspondent à l'achat de nacelles à la société ATN.

5.1.2.4 Détail des postes clients

Clients (en K€)	Montant brut 31/12/2014	Montant brut 31/12/2013
Clients	3 671	4 138
Clients effets et virements à recevoir	1 112	1 091
Clients douteux	1 217	1 498
Clients factures à établir	67	64
TOTAL	6 067	6 791

5.1.2.5 Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance est de 589 K€ correspondant essentiellement à des abonnements, des maintenances logiciels et matériels, et redevances de crédits-baux et des locations machines.

5.1.2.6 Autres informations - Affacturage

Le compte courant du factor présente un solde de 407 K€ créditeur, soit la différence entre le montant du solde des clients chez factorem (4 611 K€) et le montant tiré (5 018 K€).

Le montant de la créance s'établit à 8 156 K€ soit des créances clients chez factorem (4 611 K€), plus le montant du dépôt de garantie (946 K€) et le compte CAR (Compte en Attente de Rechargement) (2 599 K€).

5.1.2.7 Provision pour dépréciation des créances

(en K€)	Montant provision en début d'exercice	Dotations		Reprises		Montant provision en fin d'exercice
		Exploitations	Exceptionnelles	Exploitations	Exceptionnelles	
Provision créances clients	1 120	816		1 045		891
Provision comptes courants :						0
- MAROC ELEVATION	0					0
Provision compte courant :						0
- ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	1 393		51			1 444
TOTAL	2 513	816	51	1 045	0	2 335

Les principes de détermination des provisions pour dépréciation des comptes courants des filiales sont exposés au point 4.4.

5.2 Postes du passif

5.2.1 Capital social

o Composition du capital

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution Elimination des actions propres	Valeur en fin d'exercice
Nombre de titres	5 794 081	248 817		6 042 898
Valeur nominale (en €)	0,30			0,30
Capital social (en €)	1 738 224,30	74 645,10	0,00	1 812 869,40

5.2.2 Capitaux propres

en K€	Capital	Prime émission	Réserve légale	Réserve indisponible	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Valeur en début d'exercice	1 738	14 809	174	95	187	473	- 1 952	14 471	29 995
Affectation résultat 2013						- 473	1 952		1 479
Résultat 2014						- 1 479	- 2 784		- 4 263
Variation des provisions réglementées								31	31
Augmentation capital	75			- 75					0
Valeur en fin d'exercice	1 813	14 809	174	20	187	-1 479	-2 784	14 502	27 242

5.2.3 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont uniquement constituées d'amortissements dérogatoires.
Les mouvements de l'exercice sont :

(en K€)	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	14 471	1 600	1 570	14 501

5.2.4 Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination de la société :	FINANCIERE ACCES INDUSTRIE
Siège :	2 Rue du Pont de Garonne 47400 TONNEINS
Forme :	SAS
Capital :	100 000 €
% détenu :	77,56 %

5.2.5 Provisions pour risques et charges

Litiges sociaux :

(en K€)	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provisions utilisées)	Reprises de l'exercice (provisions non utilisées)	Montant en fin d'exercice
Provisions pour perte de change	8			8	0
Provisions pour risques	94	90	42	39	103
TOTAL	102	90	42	47	103

Conformément aux recommandations des conseils de la société, les litiges sociaux ont fait l'objet de provisions à hauteur de 103 K€.

5.2.6 Montant des créances et des dettes d'impôt futur

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation et de l'opération de refinancement d'une dette par contrat de crédit-bail se compose comme suit :

Base

- Organic 77 K€
- Participation effort construction 49 K€
- Ecart de conversion actif 1 K€
- TOTAL 127 K€**

- Taux d'imposition : 33,33 %
- Créance d'impôts différés : 42 K€

5.2.7 Variation des dettes financières

Rubriques (en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Emprunt obligataire	0			0
Autres emprunts obligataires	13 100		1 350	11 750
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	46 400		1 400	45 000
Intérêts courus sur emprunt obligataire	394	423	515	302
Intérêts courus sur emprunts auprès des Ets de crédit	105	-12	105	-12
Intérêts bancaires courus	7			7
Dépôts et cautions reçus	8			8
TOTAL	60 014	411	3 370	57 055

(1) Les emprunts auprès des établissements de crédit sont constitués d'un crédit syndiqué. Celui-ci est à taux variable. La partie hors revolving de ce crédit syndiqué s'élève à 35 000 K€ au 31/12/2014.

Compte tenu de son exposition au risque de taux d'intérêt, la société a mis en place des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à ce risque.

5.2.8 Dettes financières – classement par échéance

Rubriques (en K€)	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire	0			
Autres emprunts obligataires	11 750	1 000	10 750	
Emprunts auprès des établissements de crédit	45 000	4 000	41 000	
Intérêts courus sur emprunt obligataire	302	302		
Intérêts courus sur emprunts	-12	-12		
Intérêts bancaires courus	7	7		
Dépôts et cautions reçus	8	8		
TOTAL	57 055	5 305	51 750	0

5.2.9 Crédits-baux et locations financières

(en K€)	Constructions	Nacelles	TOTAL
Redevances payées			
Cumuls exercices antérieurs	942	1 925	2 867
Redevances afférentes à l'exercice	60	1 739	1 799
TOTAL	1 002	3 664	4 666
Redevances restant à payer			
à 1 an au plus	60	1 773	1 833
à plus d'1 an et 5 ans au plus	43	3 370	3 413
à plus de 5 ans	0	0	0
TOTAL	103	5 143	5 246
Valeur résiduelle			
à 1 an au plus	0	0	0
à plus d'1 an et 5 ans au plus	0	68	68
à plus de 5 ans	0	0	0
TOTAL	0	68	68
Montant pris en charge dans l'exercice	60	1 739	1 799

5.2.10 Autres dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.
Les dettes, autres que financières, sont les suivantes :

Etat des dettes (en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	3 451	3 451	0	0
Dettes sociales et fiscales	5 326	5 326	0	0
Dettes sur immobilisations	888	888	0	0
Autres dettes	7 864	7 864	0	0
Produits constatés d'avance	3	3	0	0
TOTAL	17 532	17 532	0	0

5.2.11 Charges à payer

Charges à payer (en K€)	31/12/14	31/12/13
Intérêts courus sur emprunt obligataire	302	394
Intérêts courus sur emprunt Natixis	- 12	104
Fournisseurs - factures non parvenues biens et services	1 224	933
Fournisseurs - factures non parvenues immobilisations	24	6
Dettes fiscales	131	101
Dettes sociales - envers le personnel	1 230	1 444
Dettes sociales - envers les organismes sociaux	469	558
Intérêts bancaires courus	8	8
TOTAL	3 376	3 548

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont composées des factures fournisseurs non parvenues.
- Les dettes sociales envers le personnel correspondent pour l'essentiel aux congés à payer.

6 INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

(en K€)		Exercice 2014	% du CA total	Exercice 2013	% du CA total	Evolution 2013-2014
Ventes	France	25	0,22%	920	1,97%	N.S.
	UE et autres	87		156		-44%
Locations et prestations de service	France	48 493	99,78%	51 940	98,03%	-7%
	UE et autres	1 318		1 718		-23%
TOTAL		49 923	100%	54 734	100%	-9%

6.2 Effectifs

Effectif moyen :

	31/12/14	31/12/13
Cadres	60,08	64,75
Non cadres	294,75	313,08
TOTAL	354,83	377,83

Effectif de clôture :

	31/12/14	31/12/13
Cadres	60	66
Non cadres	295	321
TOTAL	355	387

6.3 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 20 691 K€ en 2014 contre 21 521 K€ en 2013.

Libellé (en K€)	31/12/14	31/12/13
Sous-traitance	507	533
Achats de fournitures	2 215	2 281
Locations immobilières et charges locatives	4 109	3 832
Locations mobilières et charges locatives	5 903	4 181
Charges d'entretien et de maintenance	1 816	2 030
Primes d'assurances	667	715
Personnel extérieur	464	188
Commissions et honoraires	656	817
Publicité et relations publiques	176	275
Frais de transports	1 814	4 220
Frais de déplacements, mission, réception	1 138	1 162
Charges de courrier et télécommunications	408	463
Frais bancaires	82	97
Prestations de services	645	639
Autres charges externes	91	88
Total	20 691	21 521

6.4 Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes, au titre du contrôle légal des comptes, figure en charges pour un montant de 192 K€.

6.5 Résultat financier

Le résultat financier sur l'exercice s'élève à -3 389 K€.
Il est composé des éléments suivants :

Libellé (en K€)	Charges	Produits
Dotations aux provisions sur titres	480	
Dotations aux provisions sur autres créances rattachées à des participations	321	
Autres dotations financières	9	
Intérêts d'emprunts	2 257	
Intérêts sur emprunt obligataire	423	
Escomptes accordés	23	
Commissions de financement (Facto)	84	
Revenus de créances rattachées participations		65
Revenus de comptes courants		108
Revenus de créances diverses		26
Produits financiers		1
Reprises sur autres provisions financières		8
TOTAL	3 597	208
Résultat financier	-3 389	

6.6 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel sur l'exercice s'élève à -670 K€.

Il est composé des éléments suivants :

Libellé (en K€)	Charges	Produits
Amendes fiscales et pénales	11	
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	2 380	
Bonis/malis sur rachat d'actions propres	41	2
Cessions d'éléments d'actifs		2 064
Abandon de créances	141	
Charges exceptionnelles (transport et rénovations nacelles Espagne et Portugal)	40	
Dotations / reprises provisions exceptionnelles sur immobilisations	220	188
Dotations / reprise de provisions sur compte courant		0
Dotations / reprises provisions prud'hommes	90	81
Dotations / reprises d'amortissements dérogatoires	1 601	1 571
Transferts de charges exceptionnels		11
Divers	63	
TOTAL	4 587	3 917
Résultat exceptionnel	- 670	

6.7 Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 673 K€, ils sont constitués de :

• Remboursements assurances dommages	209 K€
• Remboursement assurance pertes sur créances commerciales	16 K€
• Remboursements formations professionnelles	68 K€
• Remboursement TIPP	51 K€
• Transfert de charges pour garanties pièces	48 K€
• Restructuration ACCES INDUSTRIE ESPAÑA et ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA (transport et remise en état des machines)	40 K€
• Sous location et charges locatives immobilières	179 K€
• Divers autres transferts de charges d'exploitation	51 K€
• Transferts de charges exceptionnels	11 K€

6.8 Entreprises liées

6.8.1 Les postes de créances et de dettes

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Créances rattachées à des participations	1 541
	Intérêts Créances rattachées à des participations	307
	Compte courant	1 444
	Créances clients	0
	Dettes fournisseurs	- 175
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL SA	Compte courant	40
	Créance sur cession d'immobilisations	98
	Créances clients	0
	Dettes fournisseurs	0
MAROC ELEVATION	Compte courant fournitures et prestations de services	325
	Compte courant sur cessions d'immobilisations	1 014
	Compte courant (libellé en dirhams)	426
	Créances clients	0
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Compte courant	152
	Créances clients	1
SA ATN	Acomptes sur commande	245
	Créances clients	22
	Dettes fournisseurs	- 839
SAS ATJ	Créances clients	13
	Dettes fournisseurs	0
SCI DE PESSELSIS	Créances clients	4
	Dettes fournisseurs	- 38
SARL QUAI 36	Créances clients	1
	Dettes fournisseurs	- 1

6.8.2 Les postes d'immobilisation et de résultat

Sociétés	Nature des opérations	Montant en K€
ACCES INDUSTRIE ESPAÑA	Charges	
	Locations de véhicule	- 5
	Locations de bureaux + charges locatives	- 10
	Mise à disposition de personnel (charge)	- 456
	Déplacements, mission, réception	0
	Produits	
	Intérêts sur prêt	65
Intérêts sur compte courant	44	
ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.	Produits	
	Refacturations transports	9
	Intérêts sur compte courant	3
	Cession de nacelles	140
MAROC ELEVATION	Charges	
	Abandon de créances	- 141
	Produits	
	Vente d'outillages et pièces détachées diverses	85
	Assistance technique	131
Intérêts sur compte courant	60	
FINANCIERE ACCES INDUSTRIE	Charges	
	Assurances	- 5
	Intérêts sur compte courant	0
	Produits	
Refacturation diverses	2	
SA ATN	Immobilisations	
	Achats nacelles (immob)	- 3 241
	Charges	
	Achats pièces détachées diverses	- 117
	Remboursement de pièces (garanties)	26
	Entretien machines	- 35
	Prestations administratives	- 88
	Produits	
	Locations nacelles	4
	Ventes pièces	1
	Refacturation mise à disposition de personnel	56
	Refacturation prestations diverses	115
	Refacturation loyer	4
	Transfert de charges loyers + charges	179
Cessions nacelles	541	
SAS ATJ	Charges	
	Prestations administratives	- 309
	Produits	
Refacturation prestations diverses	28	
SCI DE PESSELSIS	Charges	
	Locations immobilières	- 1 629
	Charges locatives	- 106
	Entretiens divers	- 1
	Indemnité suite à abandon de locaux	- 47
	Produits	
	Refacturation mise à disposition de personnel	17
Refacturation prestations diverses	8	
SARL QUAI 36	Charges	
	Réceptions	- 47
	Prestations diverses	-40
	Produits	
Refacturation prestations diverses	2	

6.9 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Montant en K€	Résultat	Impôt Société
Résultat courant	- 2 143	29
Résultat exceptionnel	- 670	
Total	- 2 813	29

6.10 Rémunération des membres des organes de direction et de surveillance

La rémunération des organes de direction et de surveillance de la société ACCES INDUSTRIE pour l'exercice 2014 se présente de la façon suivante :

Catégories	Rémunérations allouées au titre de l'année (en K€)	
	31/12/2014	31/12/2013
Organes de surveillance	0	0
Organes de direction	759	800

7 ENGAGEMENTS

7.1 Effets escomptés non échus

Il n'existe aucun effet escompté non échu à la clôture de l'exercice.

7.2 Sûretés réelles accordées

Montant en K€	31.12.2014	31.12.2013
Crédit syndiqué		
Le nouveau contrat de crédit syndiqué de Natixis conclu pour une valeur d'origine de 59 500 K€ et présentant un capital restant dû de 45 000 K€ au 31/12/2014 fait l'objet des garanties suivantes de la part d'ACCES INDUSTRIE :		
Nantissement de l'ensemble des fonds de commerce exploités par ACCES INDUSTRIE incluant ceux exploités dans son principal établissement de ceux exploités dans ses établissements secondaires. Les fonds de commerce nantis incluent le mobilier commercial, le matériel et outillage attachés à l'exploitation de chacun de ces fonds ainsi que les agencements servant à leur exploitation :	120 000	120 000
Nantissement de premier rang des actions détenues par ACCES INDUSTRIE		
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE ESPAÑA		
- actions ordinaires ACCES INDUSTRIE PORTUGAL S.A.		
Nantissement / délégation assurance homme clé : police d'assurance homme-clé souscrite par ACCES INDUSTRIE pour 5 ans sur M.Daniel Duclos	5 000	5 000
Obligations JLG		
Les obligations JLG de 15 200 K€ sont garanties par un gage de biens meubles non subordonné sur la valeur neuve hors taxes des machines qui seront acquises auprès de JLG Industrie Inc. à hauteur de :	10 000	10 000
Nantissement et hypothèques sur immeubles dans le cadre des emprunts bancaires et crédits-baux contractés pour les financer.		
- Capital restant dû des emprunts bancaires garantis (Atelier Européen)	96	152
Autres cautions, avals et acceptations		
Cautions données par la Banque Courtois au profit du fournisseur de carburant AS 24	150	150
Lettre de confort à BMCI leasing en garantie de paiement des loyers du crédit-bail de 43 machines. Capital restant dû :	148	313
Garantie de paiement de loyer pour le siège social de Maroc Elévation	indéfinie	indéfinie
Garantie de paiement de loyer pour les véhicules de Maroc Elévation en location longue durée	indéfinie	indéfinie

7.3 Couvertures de taux

Le crédit syndiqué mis en place en 2012 et renégocié en 2014 a un intérêt calculé sur la base du taux Euribor. Afin de se prémunir des risques liés à l'évolution du taux Euribor, la société a mis en place des opérations de « swaps ».

Ces « swaps » ont pour effet de substituer aux taux variable EURIBOR 1 mois rémunérant le crédit syndiqué, un taux fixe prédéfini. L'ensemble des contrats « swaps » sont réalisés avec Natixis. Aucun risque de contrepartie n'est identifié à la clôture de l'exercice.

Les caractéristiques de ces contrats de « swaps » sont les suivants :

Référence du contrat	Date de début	Date de fin	Nominal (K€)	Taux fixe	Taux payé	Taux couvert
4229111M	15/12/13	16/06/14	41 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229111M	16/06/14	15/12/14	36 000	0,40%	0,40%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/12/14	15/06/15	32 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois
4229113M	15/06/15	15/12/15	27 000	0,74%	0,74%	Euribor 1, 3 ou 6 mois

7.4 Crédits-baux et locations financières

Voir note 5.2.9 :	Redevances restant à payer	5 246 K€
	Valeur résiduelle	68 K€

	Total	5 314 K€

7.5 Engagements pris en matière de retraite

Les engagements pris en matière de retraite par la société s'élèvent à 264 K€ au 31 décembre 2014 contre 214 K€ au 31 décembre 2013.

7.6 Avances et crédits ou engagements pris pour le compte des dirigeants

o Engagement en matière de retraite

Le montant des engagements en matière de pension accordées aux membres des organes de direction s'élève au 31 décembre 2014 à 33 K€.

o Attribution gratuite d'actions

- Plan d'attribution 2006 :

Dans le cadre de l'opération de restructuration du 7 avril 2006, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 29 mars 2006, le directoire a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 4 023 323 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants. A la suite du regroupement d'actions réalisé au début de l'exercice 2008, le nombre d'actions gratuites a été divisé par 15 et arrondi au nombre d'actions inférieur, soit 268 211 actions.

La totalité des actions gratuites restantes ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	29 mars 2006
Date d'attribution des actions	16 juin 2006
Période d'attribution	16/06/2006 - 16/06/2016
Nombre maximum d'actions attribuables (avant regroupement)	5 532 070
Nombre maximum d'actions attribuées (avant regroupement)	4 023 323
Nombre maximum d'actions attribuées (après regroupement)	268 221
Nombre d'actions émises le 25/07/08 pour acquisition de la 1ère échéance	67 056
Nombre d'actions ne remplissant plus les conditions d'émission	50 291
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	0

- Plan d'attribution 2010 :

Sur autorisation de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire du 25 mai 2010, le Directoire, lors de sa séance du 16 juin 2010, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 114 783 actions en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux et/ou au profit des cadres dirigeants.

La totalité des actions gratuites restantes ont été attribuées en juillet 2014.

Les principales caractéristiques des actions attribuées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'assemblée générale	25 mai 2010
Date d'attribution des actions	16 juin 2010
Période d'attribution	16/06/2010 - 16/06/2020
Nombre maximum d'actions attribuables	114 783
Nombre maximum d'actions attribuées	114 783
Nombre maximal d'actions restant à acquérir	0

7.7 Commandes fermes de machines

Au 31/12/2014, il existe plusieurs commandes en cours :

- Fournisseur GENIE : commande de 2 machines pour un total de 529 K€
- Fournisseur KRANLYFT : commande de 2 machines pour un total de 239 K€
- Fournisseur ATN : commandes de 46 machines pour un total de 1 068 K€.

7.8 Engagements reçus

Il n'existe aucun engagement reçu à la clôture de l'exercice.

7.9 Droit individuel de formation

En 2014, le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel de formation par les salariés est de 4 415 heures.

Le nombre d'heures prises par les salariés s'élève à 359 heures en 2014.

Le cumul des heures acquises au 31/12/2014 s'élève à 30 748 heures.



LA MAISON DU PORT À LA ROCHELLE

Un bâtiment à énergie positive

Accès Industrie a loué sur ce chantier plus de 10 nacelles représentant 900 jours de location.





Rapports

des Commissaires
aux Comptes

Photo : www.meretmarine.com

PricewaterhouseCoopers Audit
179 Cours du Médoc- CS 30 008
33 070 Bordeaux Cedex

CABINET AVIANO ET ASSOCIES
8 rue Jean-Baptiste Pérès
47 000 Agen

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires
ACCES INDUSTRIE SA
2 rue Pont de Garonne
47400 TONNEINS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ACCES INDUSTRIE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.1 et 1.2 de l'annexe relatives à la renégociation de la dette financière.

ACCES INDUSTRIE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014 - Page 2

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2.2.2.3 « Perte de valeur » expose la méthode retenue par la direction pour apprécier une éventuelle perte de valeur de la marque. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses retenues par la direction de la société ainsi que les évaluations qui en résultent.
- Comme indiqué dans la note 2.2.8 « Impôts », la société comptabilise des impôts différés actifs, notamment sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de le recouvrer. Nous avons examiné les données et hypothèses retenues par la direction et nous avons apprécié sur cette base le caractère recouvrable des actifs ainsi constatés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Bordeaux et Agen, le 13 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Cabinet Aviano et Associés



Laurent Gravier



Frédéric Gauthier

PricewaterhouseCoopers Audit
179 Cours du Médoc- CS 30 008
33 070 Bordeaux Cedex

CABINET AVIANO ET ASSOCIES
8 rue Jean-Baptiste Pérés
47 000 Agen

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires
ACCES INDUSTRIE SA
2 rue Pont de Garonne
47400 TONNEINS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ACCES INDUSTRIE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3.1 et 3.2 de l'annexe relatives à la renégociation de la dette financière.

ACCES INDUSTRIE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014 - Page 2

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans la note 4.3 de l'annexe, la société comptabiliserait une provision pour dépréciation si la valeur d'utilité de la marque ou la valeur actuelle du fonds de commerce étaient inférieures aux valeurs comptables correspondantes. Nos travaux ont consisté à examiner les données et les hypothèses retenues par la direction de la société pour évaluer ces risques et à apprécier les évaluations qui en résultent.
- Comme indiqué dans la note 4.4 de l'annexe, la société comptabilise une dépréciation des titres de participation lorsque la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur d'acquisition de ces titres. Par ailleurs, la société apprécie la recouvrabilité des créances rattachées à des participations et des créances en compte courant au regard de la situation financière de ses filiales. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments utilisés par la direction pour évaluer la valeur d'utilité des titres de participation, des prêts et des comptes courants de ses différentes filiales et à apprécier les évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Bordeaux et Agen, le 13 avril 2015

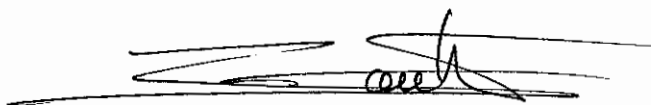
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Cabinet Aviano et Associés



Laurent Gravier



Frédéric Gauthier

MODALITÉS DE MISE A DISPOSITION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le rapport financier annuel d'ACCES INDUSTRIE est mis à la disposition des personnes intéressées sur demande adressée :

- directement au siège de la Société
ACCES INDUSTRIE
2, rue du Pont de Garonne
47400 TONNEINS,

ou

- par voie électronique à l'adresse suivante :
finances@acces-industrie.com

Il peut également être consulté ou téléchargé sur le site www.acces-industrie.com rubrique Finance.

Il a fait l'objet d'un dépôt effectif et intégral sous format électronique dans le cadre de l'information réglementée auprès de l'AMF.

ACCES INDUSTRIE

**Société Anonyme à Directoire
et Conseil de surveillance
au capital de 1 812 869,40 €
421 203 993 R.C.S. AGEN**



JLG
ACCES
INDUSTRIA

ACCES

ACCES

1835NN

ACCES

0 825 06 06 06
ACCES

ACCES

06

ACCES

JLG

4390RT

1847E

1835NN

ACCES





2 rue du Pont de Garonne
47400 Tonneins FRANCE

Tél. +33(0)5 53 88 27 98

Fax +33(0)5 53 88 30 90

finances@acces-industrie.com

www.acces-industrie.com



Lien direct www.acces-finance.com



Flashez-moi